

P40 PA 11

ICOMOS INFORMATION

CONSERVATION RESTAURATION
DES MONUMENTS ET DES SITES
PRESERVATION RESTORATION
OF MONUMENTS AND SITES

N. 3-1990

Y. BOIRET
SAINT SERNIN DE
TOULOUSE:
RESTAURATION
DES
COURONNEMENTS
ET TOITURES

K.E. LARSEN-N. ITO
DIALOGUE ON THE
PROTECTION OF
ARCHITECTURAL
MONUMENTS IN JAPAN

K. BOUADI
PROTECTION DES
MONUMENTS ET DES SITES
HISTORIQUES EN COTE
D'IVOIRE

A. STIRLING
TOO MANY VISITORS?

NOUVELLES - NEWSLETTER

LAI



EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

ICOMOS INFORMATION
Revue Trimestrielle / Quarterly review

DIRECTEUR/EDITOR
Président de l'Icomos/President of Icomos
Roberto Di Stefano

COMITE DE RÉDACTION/EDITORIAL BOARD
BUREAU DE L'ICOMOS/ICOMOS BUREAU:
Helmut Stelzer, Jorge O. Gazaneo, Jonasz Glemza,
Jaime O. Lajous, Roland Silva, Ann Webster Smith,
Stephan Tschudi-Madsen.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION/MANAGING EDITOR
Roberto Di Stefano

CONSEILLER DE LA REDACTION/EDITORIAL ADVISER
Michel Parent

REDACTION/EDITORIAL OFFICE
Paris

Manola Gardez
Secrétariat International de l'Icomos/
Icomos International Secretariat:
75, rue du Temple, 75003 Paris
Naples

Rosa Anna Genovese
Via Costantinopoli 3, 80138 Napoli

CONDITIONS D'ABONNEMENT/ANNUAL
SUBSCRIPTION 1990
Italie/Italy: Offices/Public and Private Bodies L. 90.000
Particuliers/Private Individuals L. 80.000
Etranger/Abroad L. 110.000
Chaque Numéro/One issue
Italie/Italy: Offices/Public and Private Bodies L. 23.000
Particuliers/Private Individuals L. 23.000
Etranger/Abroad L. 30.000

PUBLIE PAR/PUBLISHED BY
Edizioni Scientifiche Italiane
Via Chiatamone 7, 80121 Naples
tel. 081/7645768-7645443-7645504
Via dei Taurini 27, 00185 Rome
Via Porta dei Rettori 19, 82100 Benevento

PUBLICITE/ADVERTISING ADMINISTRATION
Edizioni Scientifiche Italiane, Naples (Italie/Italy)

MAQUETTE/GRAPHIC DESIGN
Gelsomino D'Ambrosio, Pino Grimaldi
Segno Associati, Salerno (Italie/Italy)

Imprimé en Italie/Printed in Italy
Arte Tipografica
Via S. Biagio dei Librai, 39
80138 Naples (Italie/Italy)

Registrazione presso il Trib. NA n° 3989 del 13-2-90
Responsabile: Roberto Di Stefano
Spedizione in abbonamento postale gruppo IV
Pubblicità inferiore al 70%
Periodico esonerato da B.A.M., art. 4, 1° comma n° 6,
D.P.R. 627 del 6-10-78

*Les articles paraissant dans ICOMOS INFORMATION
expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas
nécessairement celles de l'Icomos ou de la Rédaction.
Les titres des articles et les légendes des photos sont (peuvent
être) de la rédaction.*

*The opinions expressed in the articles published in
ICOMOS INFORMATION do not necessarily reflect those
of Icomos or those of the Editorial Board. The titles of
the articles and the captions under the photos may have
been written by the Editorial Board.*

Publié avec le concours financier de l'Unesco
Published with the financial assistance of Unesco

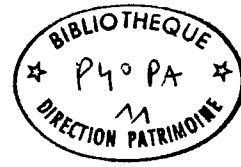
Nous remercions le Comité national italien pour son
aimable contribution à la traduction des résumés en
langue italienne publiés dans la revue.
We thank the Italian National Committee of Icomos for
its kind assistance in the translation of the summaries in
Italian published in the journal.

© Copyright 1990 by
Edizioni Scientifiche Italiane, Naples (Italie/Italy)

- | | |
|----|--|
| 1 | EDITORIAL
Roberto Di Stefano |
| 3 | SAINT SERVIN DE TOULOUSE: RESTAURATION DES
COURONNEMENTS ET TOITURES
Yves Boiret |
| 12 | DIALOGUE ON THE PROTECTION OF ARCHITECTURAL
MONUMENTS IN JAPAN
Knut Einar Larsen-Nobuo Ito |
| 22 | PROTECTION DES MONUMENTS ET DES SITES HISTORIQUES EN
COTE D'IVOIRE
Kindo Bouadi |
| 26 | TOO MANY VISITORS?
Angus Stirling |
| 34 | LA 9ème ASSEMBLEE GENERALE DE L'ICOMOS
THE 9TH ICOMOS GENERAL ASSEMBLY
Claude Jaccottet |
| 39 | NOUVELLES
NEWSLETTER |
| 47 | IAI
INDEX ANALYTIQUE DE L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX |
| 55 | OUVRAGES REÇUS
BOOKS RECEIVED |
| 57 | COMMUNIQUES |
| 59 | CALENDRIER
CALENDAR |



DE VENISE À LAUSANNE



Les articles que nous publions dans ce numéro (et plus particulièrement celui de M. Yves Boiret) mettent en évidence quelques aspects des difficultés actuelles pour la Restauration architecturale dans les diverses aires culturelles. Difficultés qui naissent, essentiellement, de la complexité critique des interprétations des principes doctrinaux et, par conséquent, des contenus sociaux de la finalité de la Conservation et de la légitimité même de sa poursuite. En tentant de rechercher les origines de ces difficultés, l'ICOMOS se trouve confrontée, entre autres, au problème de l'impact des révolutions sur la conservation du patrimoine culturel, en Europe et dans les autres continents, depuis l'avant-dernière décennie du XVIIIème siècle jusqu'à nos jours. (Se référer, à ce sujet, aux importantes contributions publiées dans les Actes de la première rencontre internationale qui eut lieu à Naples les 20-21 novembre 1989).

C'est en effet au cours de ces deux siècles qu'on a pu vérifier, de manière continue, la transformation radicale de la structure sociale suite à l'effet combiné des révolutions industrielles (se succédant l'une l'autre) et des révolutions politiques: depuis la révolution américaine et française jusqu'aux révolutions européennes de 1848 et puis aux révolutions russes, chinoises, fasciste, nazie, latino-américaines etc. Les transformations sociales mentionnées plus haut ont eu, par ailleurs, une incidence non seulement sur la sphère économique mais aussi sur la sphère intellectuelle, de l'éducation et de la culture. Ces transformations-caractérisées par l'opposition entre l'ancien et le nouveau-ont, aussi investi les villes et le territoire et, par conséquent, ont donné vie à de nouvelles disciplines, parmi lesquelles l'urbanisme et la Conservation. On voit, en fait, qu'en raison des révolutions et évolutions socio-politiques successives, les nations se sont posé et ont affronté le problème de la Conservation tant en termes de politique culturelle que de développement théorique et de réalisations pratiques.

Aujourd'hui, la nouvelle et extraordinaire révolution que nous sommes en train de vivre — dans cette phase post-industrielle, où sont pris en compte des principes moraux, religieux, esthétiques qui bouleversent l'existence des individus et les rapports dans la vie familiale et communautaire — exige de comprendre à nouveau les raisons profondes pour lesquelles les témoignages de la civilisation du passé doivent être conservés (s'ils le doivent), mais aussi exige d'évaluer l'importance que cela revêt pour la survie même de l'homme.

Certes, dans les dernières années, beaucoup de choses ont changé dans le monde et apparait toujours plus clairement la tendance de la société à la croissance, en termes non seulement quantitatifs mais aussi qualitatifs, selon un processus de développement fondé sur la culture et donc sur des modèles nouveaux. La Conservation se place parmi ces modèles nouveaux et elle devient action dynamique et révolutionnaire pour la construction du futur, intégrée, avec une rigoureuse concordance, au système des forces qui produisent le développement global de la société.

Il apparait donc d'un grand intérêt et d'une haute importance que l'ICOMOS s'interroge, à l'occasion de la rencontre de Lausanne, sur les événements qui se sont succédés dans le monde après la promulgation de la Charte de Venise et sur l'influence que ces événements ont eu sur les principes et sur la politique de la Conservation et de la Restauration.

Nous pouvons souhaiter que cette occasion ne soit pas perdue et qu'il y ait un éclaircissement profond qui permette d'identifier le nouveau rôle de l'ICOMOS dans notre société, où la Conservation du patrimoine culturel peut concourir à définir de nouveaux équilibres dans une nouvelle civilisation contrôlée par l'homme d'une manière responsable.

Roberto Di Stefano
Président

FROM VENICE TO LAUSANNE

The articles in this issue (in particular the one by Mr Yves Boiret) expose various aspects of present difficulties regarding architectural restoration of diverse cultural sites. These difficulties arise essentially from the critical complexity in interpretations of doctrinal principles and, hence, the social aspect of the end purpose of preservation itself and the very legitimacy of its continuation. In attempting to explore the origins of these problems, ICOMOS finds itself confronted with, among others, the problem of the impact of revolution on the preservation of cultural heritage in Europe and elsewhere since the late 18th century to the present (on this please refer to the important contributions published in the Acts of the first international meeting held in Naples, 20-21 November 1989).

Indeed, there is ample evidence throughout these two centuries of how social structures were radically transformed under the combined effect of a series of industrial and political revolutions: the American and French Revolutions, the 1848 revolution in Europe as well as the Russian, Chinese, Fascist, Nazi and Latin American revolutions. Moreover, the ramifications of these social transformations were felt not just in the economic domain but in the intellectual sphere as well. With their characteristic opposition between old and new, they affected towns and countryside and ultimately spawned new disciplines such as urbanism and Conservation. One sees, in fact, that it was successive revolution and socio-political evolution that led nations to pose and address the problem of Conservation in terms of cultural policy as well as of theoretical development and practical realizations.

Today, in this post-industrial phase in which consideration is given to the moral, religious, and esthetic principles that deeply affect personal lives and relationships in family and community life, the new and extraordinary revolution we are experiencing requires that we reach a new understanding of the profound reasons why the testimony of the past must be conserved (if it must) and assess its importance for the very survival of mankind.

In the last few years much has changed in the world. The tendency of society to grow both quantitatively and qualitatively according to a process grounded in culture and hence new models appears more clearly. Conservation is one of these new models. It becomes a dynamic and revolutionary act of constructing the future; it is part of and in strict concordance with the forces powering the global development of society.

It therefore would seem of great interest and import that ICOMOS, on the occasion of the Lausanne meeting, consider the succession of events throughout the world since the publication of the Charter of Venice and the influence that these events have had on the principles and the politics of Conservation and Restoration.

We trust that this opportunity will not be lost and that further clarification will permit the identification of the new role ICOMOS will assume in our society where Conservation of cultural heritage may assist in determining new balances in a new society under responsible human management.

Roberto Di Stefano
President

SAINT SERNIN DE TOULOUSE: RESTAURATION DES COURONNEMENTS ET TOITURES

Yves Boiret

1. Saint Sernin. Toulouse. Etat existant.

Architecte en Chef des Monuments Historiques

The restoration of the cresting and roofing of Saint Sernin Church of Toulouse is today at the heart of an important debate caused by the difficulty, or even the impossibility, of maintaining elements conceived and realized by Viollet-Le-Duc between 1860 and 1879, in substitution for existing Gothic height additions. The bad state of the present superstructures, dangerous for passers by and for the perennity of the building, justifies the three following possible actions: conserving faithfully Viollet-Le-Duc's 19th-century superstructures, by total reconstruction; turning back to the pre-1860 dispositions that we know from considerable documentary evidence, especially from photographs; creating contemporary superstructures in substitution for damaged elements.

Confronted by this dilemma, the High Commission for Historic Monuments, to which were presented three different projects, decided clearly in both 1979 and November 1989 for the return to the pre-1860 state—that is to say—to recreate the traditional dispositions of the south-west of France, including large roofing which extends significantly beyond the walls allowing for proper ventilation for the timbers by peripheral openings. The reason for the decision of the High Commission of Historic Monuments, accepted by the Minister of Culture on 6 June 1990, derives from several lines of reasoning: Viollet-Le-Duc's restoration is not based on incontestable

LE DILEMME

Un important débat, ayant pour thème le choix d'un parti de restauration des couronnements et toitures de la basilique romane Saint Sernin de Toulouse, agite en France et à l'étranger les experts de tous bords. Il mobilise également l'attention des amateurs éclairés, la vigilance de certaines associations et même, à travers les médias régionaux et nationaux, la passion d'une opinion publique alertée.

Le mauvais état de conservation des parties hautes de l'édifice concerné, imaginées et réalisées par Viollet-Le-Duc de 1860 à 1879, et les mesures à prendre pour y porter remède, sont à l'origine des discussions.

La partie haute des murs et la volumétrie des toitures des vaisseaux principaux et secondaires de ce grand édifice ont été modifiées, et donc entièrement reconstruites, par le grand architecte restaurateur du 19^{ème} siècle, selon une conception doctrinale caractéristique des idées du moment: rétablir l'édifice dans l'état où il aurait dû être s'il avait été achevé à l'époque de sa conception originelle, en supprimant les ajouts des époques successives jugés inopportuns pour une pure expression du style initial. Malheureusement, la création du 19^{ème} siècle est aujourd'hui victime d'une vétusté précoce.

La décision de sa conservation, soit comme témoin fidèle de l'oeuvre de Viollet-Le-Duc et de l'époque où elle fut réalisée, soit comme une hypothèse d'un néo-roman crédible, exigerait de la démonter puis de la reconstruire en totalité dans des conditions techniques lui assurant une durée supérieure à ce qu'elle a été.

Or, la preuve n'ayant pas été apportée, moins d'un siècle après leur création, ni d'une conception technique irréprochable, ni, par des documents irréfutables, d'une totale fidélité à un état roman dont par ailleurs l'existence, à un moment donné de la vie de l'édifice, n'est pas attestée, est-il justifié de pérenniser ces dispositifs de couronnements imaginés par Viollet-Le-Duc, c'est-à-dire de les reconstruire sous prétexte qu'ils sont l'oeuvre du grand architecte, ou qu'ils représentent un état du monument à une époque donnée qu'il serait illicite de faire disparaître quels que soient leurs inconvénients reconnus?

Mais, en revanche, si l'abandon de l'état actuel qui périclète est admis, quels autres choix sont alors possibles? La recherche d'un état antérieur, après justification de son rétablissement, ou bien encore le remplacement des dispositifs défectueux par une conception de notre temps qui s'inscrirait, à son tour, dans une succession des états divers vécus par l'édifice?

Des discussions passionnées et scientifiquement approfondies ont, depuis plus de vingt ans, accompagné tous les épisodes



2. Saint Sernin. Toulouse. Etat proposé.

archaeological evidence and its decrepitude, requiring reconstruction, does not justify its conservation.

The project proposed by the Architect-in-Chief, Yves Boiret, is conceived to ensure effective protection of the building and is based on a perfectly confirmed and wellknown historic case study. This project re-establishes a type of architecture, faithful to the local tradition, which will maintain the pronounced Gothic dispositions already present in various parts of the building.

The cost of this solution is much less than the reconstruction of the Viollet-Le-Duc's restoration.

Finally, this project avoids the reconstruction of the technical weaknesses of the 19th-century restoration, and also guarantees the architectural coherence of an ensemble that the unachieved Viollet-Le-Duc's restoration, had destroyed.

This is not the place to 'settle scores' with the intervention of the great architect: this operation, which must not create a precedent, is today an occasion to reinstate the credibility of a building whose coherence and solidity were weakened by a 19th-century restoration.

La restauración del remate y del techado de la iglesia Saint-Sernin de Toulouse provoca en la actualidad un importante debate debido a la dificultad, por no decir imposibilidad, de mantener en pie ciertos elementos concebidos y realizados de 1860 a 1879 por Viollet-Le-

successifs d'une restauration déjà largement entamée dans la voie de la « dérestauration » de l'état conféré par le 19ème siècle.

Mais en 1989, le débat a rebondi, pour aboutir, le 6 juin 1990 à une décision du Ministre de la Culture, étayée sur deux examens successifs de la Commission Supérieure des Monuments Historiques, préconisant le retour à l'état antérieur aux travaux de Viollet-Le-Duc. C'est cette issue à un long débat qui est choisie.

Avant d'exposer les arguments qui ont alimenté la discussion, il convient de replacer le monument dans son contexte historique et architectural:

L'HISTOIRE

Depuis la disparition de Cluny, Saint Sernin est la construction romane la plus achevée et la plus soignée qui soit en France. Commencé en 1080 sur les vestiges d'une basilique du 5ème siècle; son autel est consacré le 24 mai 1096. Poursuivie sous Raimon Gairart de 1100 à 1118, puis plus lentement ensuite jusqu'au 14ème siècle, voire jusqu'au 16ème siècle, cette ancienne abbaye disparaîtra partiellement à la Révolution et sera profondément modifiée au 19ème siècle dans son aspect et ses structures.

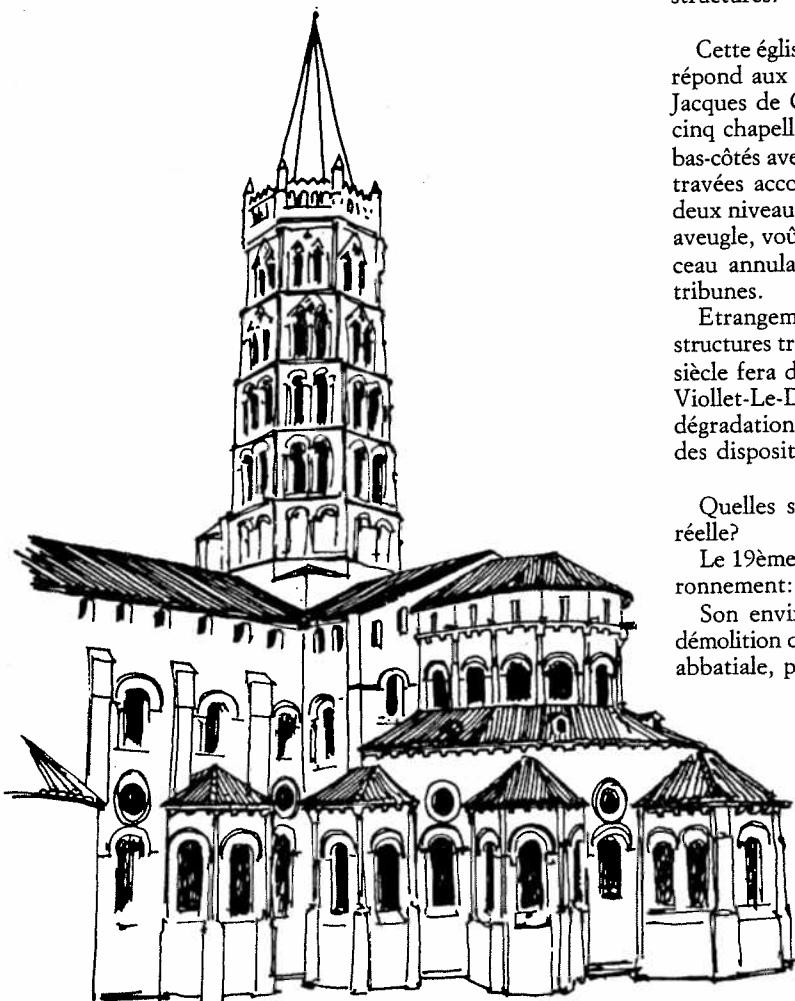
Cette église, la plus vaste parmi les églises romanes de France, répond aux exigences de la fonction de pèlerinage vers Saint Jacques de Compostelle: un chœur exigu à déambulatoire et cinq chapelles rayonnantes; un très vaste transept entouré de bas-côtés avec quatre chapelles orientées; une nef longue de onze travées accostées de deux bas-côtés doubles; une élévation à deux niveaux (grandes arcades et tribunes); un vaisseau central aveugle, voûté en berceau plein cintre sur doubleaux et un berceau annulaire sur le déambulatoire et demi-berceau sur les tribunes.

Etrangement, ces structures étaient dominées par des superstructures traditionnelles dans le Midi Toulousain, que le 19ème siècle fera disparaître. Mais l'état qui en résulte, imaginé par Viollet-Le-Duc, nous est parvenu aujourd'hui dans un état de dégradation tel qu'il convient de choisir la nature et l'aspect des dispositifs à retenir pour le couronner à l'avenir.

Quelles sont ces transformations et quelle est leur valeur réelle?

Le 19ème siècle a profondément modifié l'édifice et son environnement:

Son environnement d'abord: la Révolution a provoqué la démolition des constructions qui entouraient le chevet de l'église abbatiale, puis celles du cloître et de l'ancien palais abbatial.



3. Croisillon Sud. Relevé par Viollet-Le-Duc avant sa restauration.

Duc, en remplacement de los remates góticos que existían anteriormente. En consecuencia, el mal estado de las superestructuras actuales, peligrosas para los peatones y para la perennidad del edificio, justifica tres comportamientos posibles:

conservar fielmente, por medio de una reconstrucción total, las superestructuras del siglo 19 concebidas por Viollet-Le-Duc; volver a disposiciones anteriores a 1860, conocidas por una importante documentación, sobre todo fotográfica; finalmente, crear superestructuras contemporáneas en reemplazo de las partes en peligro.

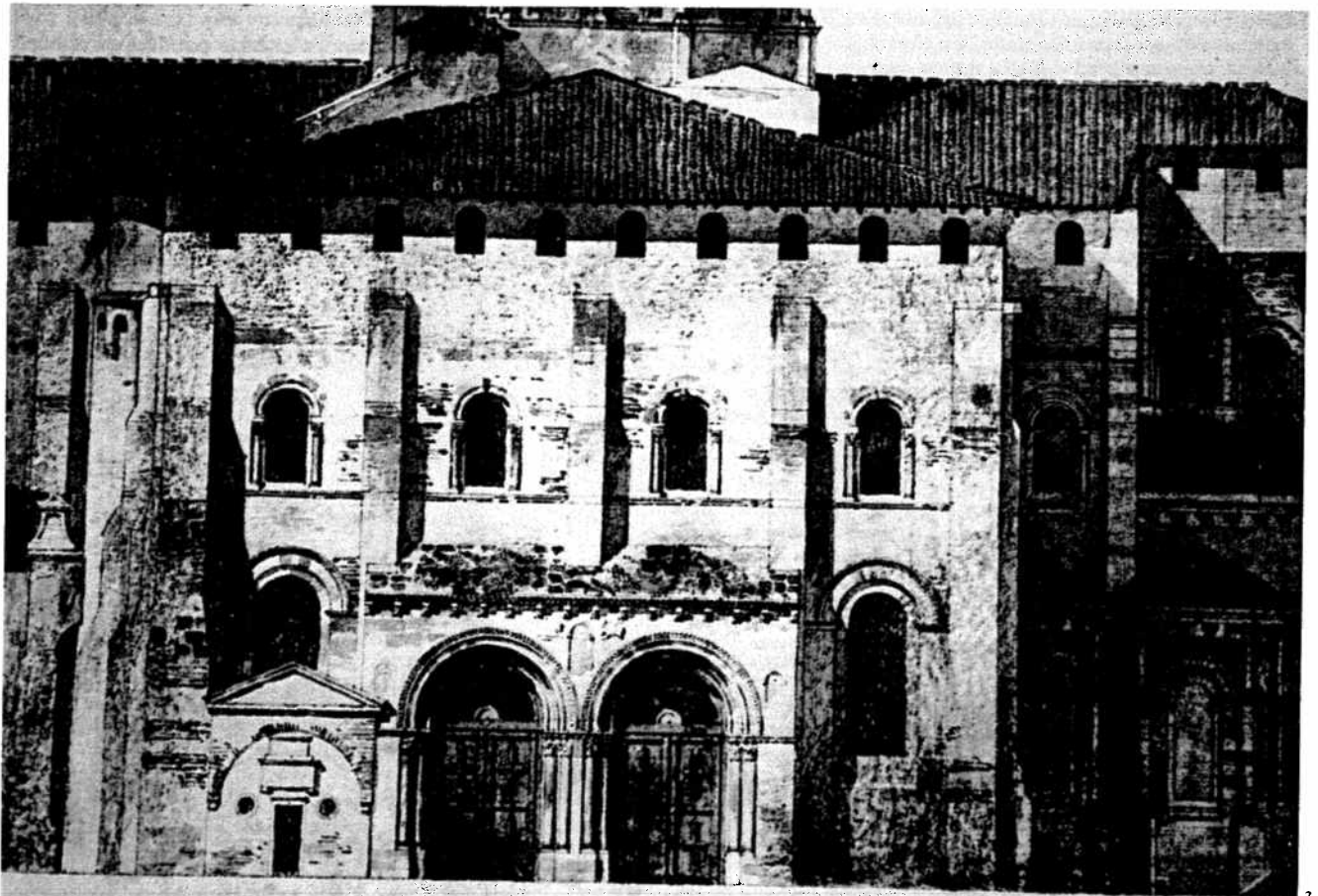
Ante este dilema, la Comisión Superior de los Monumentos Históricos — que había recibido tres proyectos diferentes — resolvió en dos oportunidades, en 1979 y luego en noviembre de 1989, inclinarse sin ambigüedad por el retorno al estado anterior a 1860. Se trata pues de recrear disposiciones tradicionales en el Sudoeste de Francia, que incluyen vastos techados que sobrepasan ampliamente los muros y que permiten asegurar una buena ventilación de los techos por medio de aberturas periféricas. La razón de la elección efectuada por la Comisión Superior de los Monumentos Históricos, y ratificada por el Ministro de Cultura el 6 de junio de 1990, resulta de varios argumentos: por una parte, la restauración de Viollet-Le-Duc no parece estar basada en vestigios arqueológicos indiscutibles, y por otra parte se encuentra en un estado tal de decrepitud que, para conservarla, convendría reconstruirla; por lo tanto, se debe descartar su conservación.

La propuesta del Arquitecto en Jefe Yves Boiret asegura una protección eficaz del edificio, y está basada en un estado histórico conocido y perfectamente comprobado. Esta propuesta restablece un

Les édifices toulousains ont alors fait le vide autour de l'église. Viollet-Le-Duc en a traduit le parti en un édifice isolé, sorte de presse-papier au milieu d'une place aujourd'hui convertie en parking.

Au même titre que ses abords, le monument lui-même fut transformé: de 1804 à 1805 un crépi et un badigeon furent uniformément étalés sur les parois intérieures décorées d'une fausse coupe de pierre; puis de 1827 à 1828 un «bon ciment» recouvrit les parois extérieures, en particulier le beau clocher; c'est en 1852 que l'archéologue toulousain Dumège procéda à une toilette intérieure de la crypte et sacrifia à la mode néogothique. Puis Mérimée livra l'édifice aux mains expertes de Viollet-Le-Duc. Celui-ci jugea que l'harmonie romane était détruite par la présence de superstructures disgracieuses bien qu'antérieures au début du 16ème siècle. Il n'hésita pas à les condamner et, se fondant sur des recherches de tracés harmoniques, il découvrit l'harmonie de Saint Sernin dans un accord intime entre l'ordonnance des masses extérieures et sa correspondance avec le volume intérieur. Bien que rien ne prouve que cet accord ait jamais été réalisé, les études analogiques démontrent néanmoins qu'il est vraisemblable.

Son premier projet du 31 janvier 1847 affirma ainsi la cohérence d'une telle conception, mais les temps n'étant pas favorables à sa réalisation, il fallut attendre 1860, soit 13 ans, pour le démarrage des travaux. Or, l'exécution de ceux-ci fut fonda-



4. Elévation Sud. Etat Viollet-Le-Duc.

tipo de arquitectura, fiel a la tradición local, que mantiene un estado gótico por otra parte muy marcado en el conjunto del edificio en varios lugares.

El costo de esta solución es muy inferior al de la reconstrucción del estado Viollet-Le-Duc.

Finalmente, evita reconstruir las debilidades técnicas que presenta la restauración del siglo 19, y garantiza la coherencia arquitectónica de un conjunto, coherencia que la inacabada restauración de Viollet-Le-Duc había destruido.

No se trata de «ajustarle las cuentas» a una intervención del gran arquitecto: esta operación, que no debe crear un precedente, resulta hoy una ocasión para restablecer la credibilidad de este edificio cuya restauración en el siglo 19 había disminuido la coherencia y la solidez.

Il restauro del coronamento e della copertura della chiesa Saint-Sernin di Tolosa provoca attualmente un importante dibattito dovuto alla difficoltà, per non dire impossibilità, di conservare alcuni elementi concepiti e realizzati, dal 1860 al 1879, da Viollet-le-Duc in sostituzione dei coronamenti gotici che esistevano precedentemente. In conseguenza, il cattivo stato delle attuali sovrastrutture, pericolose per i pedoni e per la conservazione dell'edificio, giustifica tre comportamenti possibili: conservare fedelmente, per mezzo di una ricostruzione totale, le sovrastrutture del secolo XIX concepite da Viollet-le-Duc; ritornare alle disposizioni anteriori al 1860, conosciute attraverso una importante documentazione, soprattutto fotografica; creare, infine, sovrastrutture contemporanee in sostituzione delle parti in pericolo.

Davanti a questo dilemma, la Commissione superiore dei monumenti storici — che aveva ricevuto tre progetti differenti — deliberò in due occasioni, nel 1979 e poi nel novembre 1989, di indirizzarsi senza ambiguità verso il ritorno allo stato anteriore al 1860.

Si tratta, quindi, di ricreare disposizioni tradizionali, nel sud-est della Francia, che includono vaste coperture le quali sovrastano ampiamente i muri e permettono di assicurare una buona ventilazione dei tetti attraverso le aperture periferiche. La ragione della decisione presa dalla Commissione superiore dei monumenti storici e ratificata dal Ministro della cultura il 6 giugno 1990, risulta da varie argomentazioni: da una parte, il restauro di Viollet-le-Duc non sembra essere basato su indiscutibili vestigia archeologiche e, dall'altra parte, la chiesa si trova in uno stato di tale degrado che per conservarla converrebbe ricostruirla, pertanto deve essere scartata la sua conservazione.

La proposta dell'architetto capo Yves Boiret assicura una protezione efficace dell'edificio e si basa su uno studio storico conosciuto e perfettamente verificato. Questa proposta ristabilisce un tipo di architettura fedele alla tradizione locale; architettura che mantiene un carattere gotico molto marcato, peraltro presente in varie parti dell'edificio.

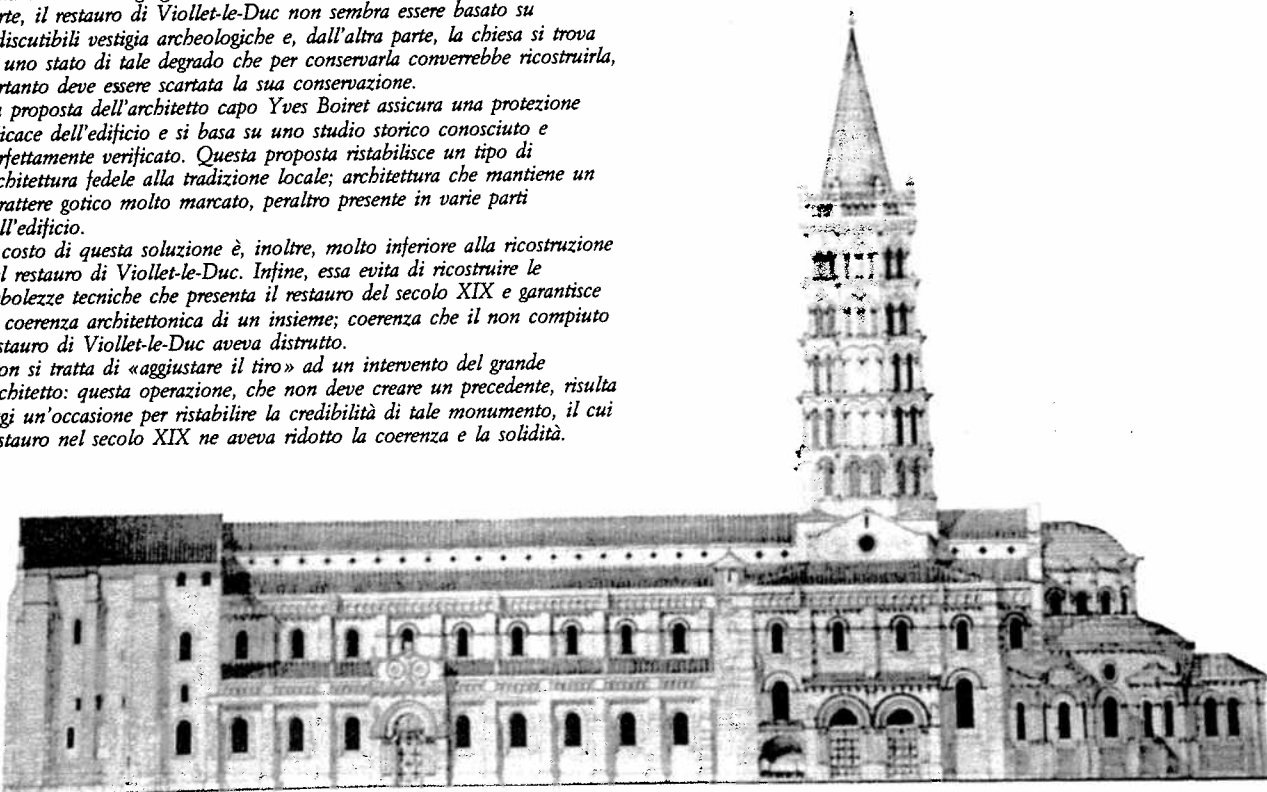
Il costo di questa soluzione è, inoltre, molto inferiore alla ricostruzione del restauro di Viollet-le-Duc. Infine, essa evita di ricostruire le debolezze tecniche che presenta il restauro del secolo XIX e garantisce la coerenza architettonica di un insieme; coerenza che il non compiuto restauro di Viollet-le-Duc aveva distrutto.

Non si tratta di «aggiustare il tiro» ad un intervento del grande architetto: questa operazione, che non deve creare un precedente, risulta oggi un'occasione per ristabilire la credibilità di tale monumento, il cui restauro nel secolo XIX ne aveva ridotto la coerenza e la solidità.

mentalemente différente de celle prévue au projet de 1847. Il est étrange de constater qu'aucun manuel d'archéologie ne fournit de représentation de Saint Sernin ainsi transformé: seul y figure le projet de Viollet-Le-Duc, imaginé mais jamais réalisé. Or, cette intervention effectuée de 1860 à 1879 (soit 19 années) fait de cet édifice roman achevé à l'époque gothique, un édifice du 19^{ème} siècle, et cela d'autant plus que la Révolution privant l'église abbatiale de ses annexes, l'isole au milieu d'une place au centre d'un square. Hélas, le perfectionnisme technique de Viollet-Le-Duc se retourne aujourd'hui contre lui: le choix d'un matériau présumé excellent (le grès de Carcassonne) employé pour réaliser tout un système de couronnement assurant l'écoulement des eaux pluviales par des chéneaux en pierre et des tuyaux de descente s'avère, au bout d'un siècle, fort précaire. Les chéneaux, les corniches, les calottes en pierre qui recouvrent aujourd'hui les demi-coupoles des absides et des absidioles, se délitent, se brisent, perdent leur vertu étanche et menacent à la fois les passants et l'intégrité du monument lui-même.

Comment assurer la pérennité de cette architecture?

Extérieurement Saint Sernin est devenu un édifice au style hybride: Roman jusqu'aux cintres des fenêtres hautes, il est du 19^{ème} siècle dans ses couronnements. A dominante verticale, dès l'origine, il devient horizontal dans ses lignes principales. Tous les éléments d'ornementation, de contrebutement ou d'écoulement des eaux créés par Viollet-Le-Duc et qui contribuent à cette importante métamorphose sont hors d'usage, voire dangereux. On a trop longtemps attendu pour les consolider; la composition même du grès de Villegailenc ne le permet plus. Que faut-il faire? Doit-on respecter le parti de transformation



du 19^{ème} siècle et reconstruire ce qui est en train de fondre, c'est-à-dire notamment sculpter des modillons neufs, des cordons, des chapiteaux qui tombent en poudre, à la manière du 19^{ème} siècle? et cela dans le souci de conserver à cet édifice phare de l'art roman l'aspect que lui a conféré le 19^{ème} siècle?

Les mesures à prendre ne sont pas habituelles: il s'agit de porter remède à l'altération d'une restauration vieille d'un siècle dont le bien-fondé peut se discuter, mais qui représente une part de l'histoire de l'édifice, dont la réalisation représente, dans le traitement des masses structurales, une bonne compréhension des structures romanes traditionnelles. Il convient par ailleurs de rappeler qu'antérieurement à la naissance du débat actuel, issu de l'épineux cas doctrinal de la dérestauration éventuelle des interventions extérieures opérées par Viollet-Le-Duc, diverses opérations successives avaient été réalisées depuis 1969 avec la bénédiction totale de toutes les instances concernées. Il s'agit notamment du clocher, de la crypte, du Tour des Corps Saints et de tout l'intérieur de l'édifice. C'est lorsqu'il fallu s'occuper du traitement des parties extérieures que le cas de conscience parut plus aigu et entraîna des discussions passionnées. Divers éléments de connaissance, sur l'état préexistant d'une part, sur les nécessités techniques et les impossibilités d'une consolidation en l'état, sur les coûts respectifs des diverses solutions d'autre part, étayaient cependant les solutions soumises au choix des instances concernées.

Saisie du problème, la Commission Supérieure des Monuments Historiques statua en 1979 de la façon suivante sur les trois solutions qui étaient alors proposées à son examen:

- la reconstruction fidèle de l'oeuvre de Viollet-Le-Duc;
- la restitution des superstructures existant avant l'intervention du 19^{ème} siècle;
- la création, enfin, de dispositions nouvelles.

La seconde hypothèse fut retenue en 1979, mais dans ses attendus, la Commission Supérieure des Monuments Historiques précisa que 'dans un tel débat, il ne s'agissait pas de régler son compte à Viollet-Le-Duc, ni de juger par ce choix l'ensemble de son oeuvre, mais, compte-tenu de l'échec technique de ses interventions toulousaines au Capitole, à Saint Raymond, à Saint Sernin, qui présentent de graves désordres, un siècle après leur exécution, compte-tenu également de la très fidèle

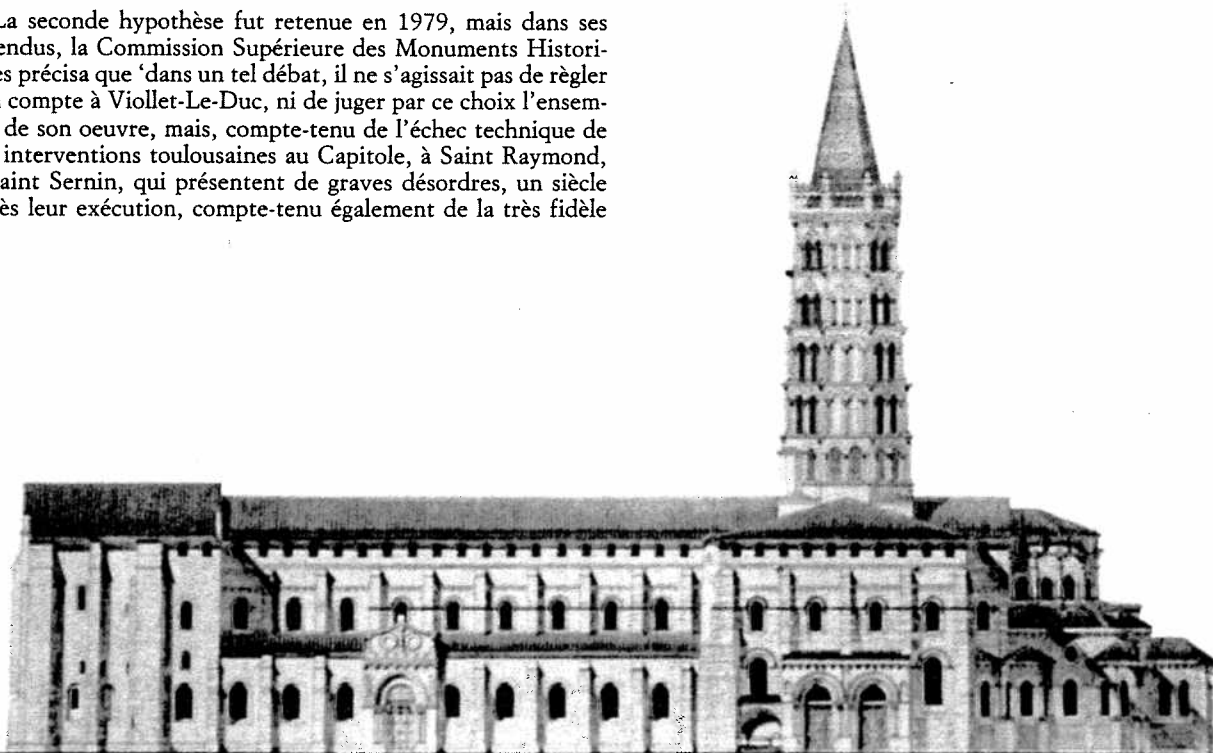
documentation, notamment photographique, existant avant la restauration de Viollet-Le-Duc, compte-tenu enfin de l'état dramatique des sculptures et modénatures en pierre créées au 19^{ème} siècle qu'il faudrait entièrement reconstituer, la solution de la dérestauration de la restauration de l'état du 19^{ème} siècle était choisie» au profit d'un rétablissement, par ailleurs moins coûteux, de l'état de l'édifice dans ses dispositions antérieures à 1860.

On pourra objecter que l'on revient ainsi à une volumétrie générale traditionnelle dans le Midi Toulousain, mais qui n'a plus de sens puisque la modification des abords ne permettra plus de les percevoir comme cela avait été prévu à l'origine, mais est-il raisonnable de s'arrêter à un tel argument? L'environnement de Saint Sernin doit-il être figé dans un état donné? Le parking qui entoure l'édifice, au péril de sa conservation et de sa perception, doit-il être pérennisé? Ne peut-on envisager une restructuration de l'environnement immédiat? La discussion ayant été à nouveau ouverte en 1989, la Commission Supérieure des Monuments Historiques fut à nouveau consultée, le 27 novembre de cette même année, tandis que des discussions, par voie de presse, dressaient les uns contre les autres les tenants de telle ou telle solution jugée la meilleure.

LA DISCUSSION

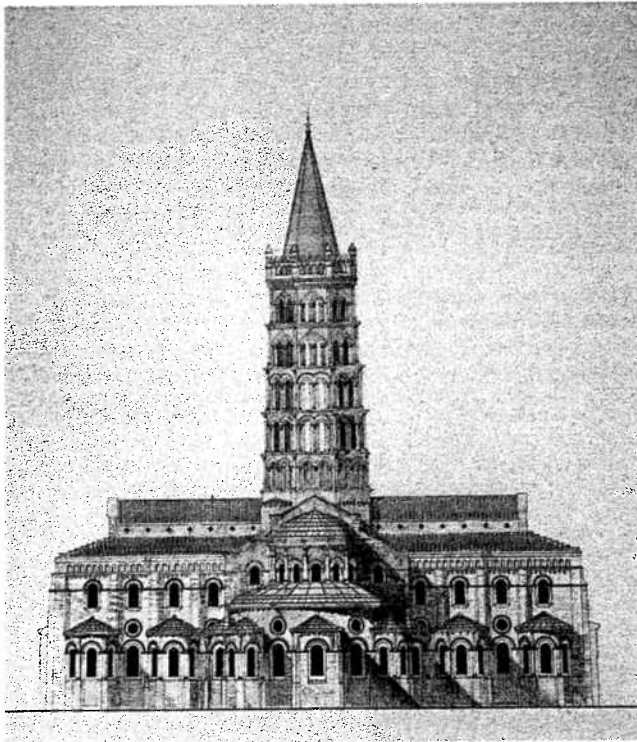
Quels sont les arguments antagonistes?

Les adversaires de l'actuel projet de modification estiment que Viollet-Le-Duc a redonné à Saint Sernin sa perfection volumétrique romane en pratiquant, entre 1860 et 1879, la transformation de ses superstructures, et il ne serait pas admissible



de porter atteinte à cette métamorphose. Or, quel qu'ait été le système de couverture primitivement conçu dans la deuxième moitié du 11ème siècle, qu'elle qu'ait été sa réalisation effective aux 11ème et 12ème siècles sur le chevet, le choeur, le transept, et l'extrémité orientale de la nef, on ne peut pas ne pas s'interroger sur les motifs de son remplacement, à la fin du 13ème siècle vraisemblablement et au siècle suivant, par un toit unique à deux pentes couvrant à la fois les vaisseaux majeurs et les tribunes, dispositions auxquelles l'actuel projet propose de revenir.

L'achèvement de Saint Sernin à l'époque gothique fut en effet une phase nouvelle et importante de l'histoire et de la construction de l'église. De nombreux témoignages subsistent et sont une caractéristique évidente de l'édifice de cette période:

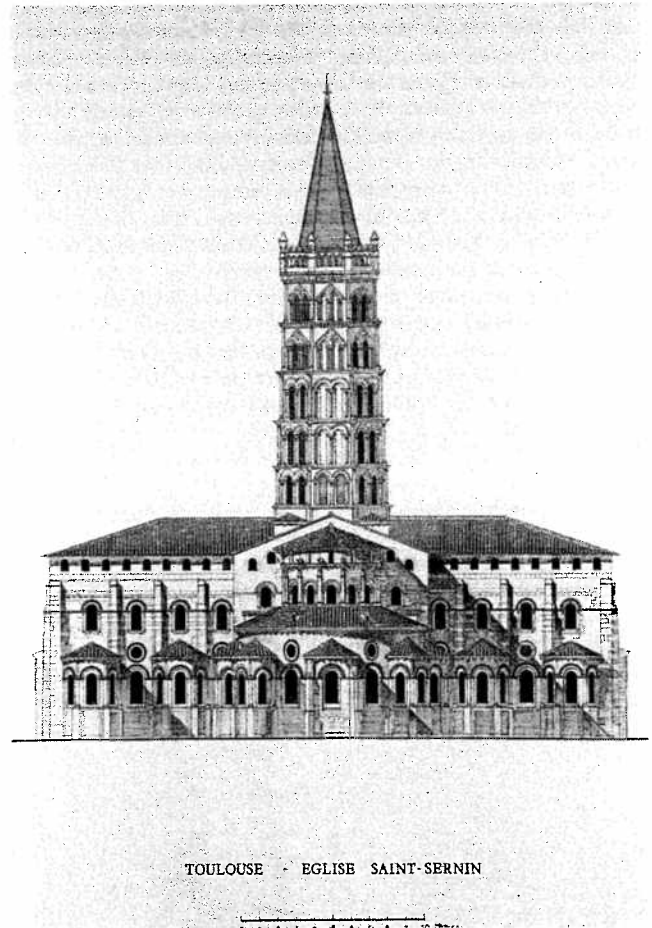


6

Le Tombeau de Saint Saturnin, la crypte inférieure, les parties supérieures de la nef et des tribunes, les voûtes d'ogives au-dessus de l'orgue actuel, la surélévation des tours occidentales, la surélévation du clocher à la croisée du transept, le pro-

gramme de peintures murales, la surélévation des murs gouttereaux et la création d'un haut comble éclairé par des mirandes, ces deux derniers éléments détruits lors de la campagne 1860-1879.

Il ne faut donc pas exagérer la vision qu'ont certains d'un Saint Sernin roman idéal, sans doute jamais réalisé. Pourquoi ne pas vouloir apprécier le programme architectural gothique tout aussi constitutif que celui, inachevé, des 11ème et 12ème siècles? On peut s'interroger sur l'insensibilité de Viollet-Le-Duc à l'égard d'un Saint Sernin gothique qui l'a amené à le détruire en grande partie et tenter de rechercher les raisons de ces états successifs récusés par le 19ème siècle au nom de l'homogénéité de style.



7

8. Corniche sous chéneau, face ouest du transept nord en 1977. Les reliefs de bandeaux ont «fondu».

9. Elévation est du bras nord du transept. Fragment du bandeau tombé sur la toiture de la tribune. Le bandeau formant solin subit les mêmes effets. Etat en 1977.

10. Partie supérieure du croisillon nord. Etat Viollet-Le-Duc.

Des hypothèses, demeurées sans preuves incontestables, sont avancées sur ces états successifs:

On a pu attribuer les couronnements percés de «mirandes» à une militarisation de l'église en des temps troublés.

On a pu aussi avancer que la modification des couvertures romanes déjà exécutées, l'aurait été du fait de désordres fonctionnels dans l'écoulement des eaux pluviales.

En réalité, si l'on n'est pas totalement renseigné sur l'état et la forme précise des couvertures romanes initiales, on ne l'est pas plus sur ce qui a pu motiver le choix de leur remaniement à l'époque gothique; or, on a constaté que tous les grands bâtiments anciens de Toulouse présentent d'immenses toitures à deux versants, couverts en tuile canal. Il s'agit donc là d'un

système de toiture qui s'est révélé, d'expérience, particulièrement adapté à l'architecture et au climat de Toulouse. De plus, la ventilation des charpentes et des voûtes permise par les combles à mirandes est éminemment favorable à l'assainissement permanent des superstructures de l'édifice. Ces dispositions, traditionnelles dans le Midi Toulousain, fortement empreintes d'un esprit de sobriété caractéristique de l'entité régionale, ont été abandonnées par Viollet-Le-Duc au profit d'une architecture plus nordique, fortement critiquée lors de son élaboration, qui présente aujourd'hui des marques évidentes de son inadaptation au lieu.

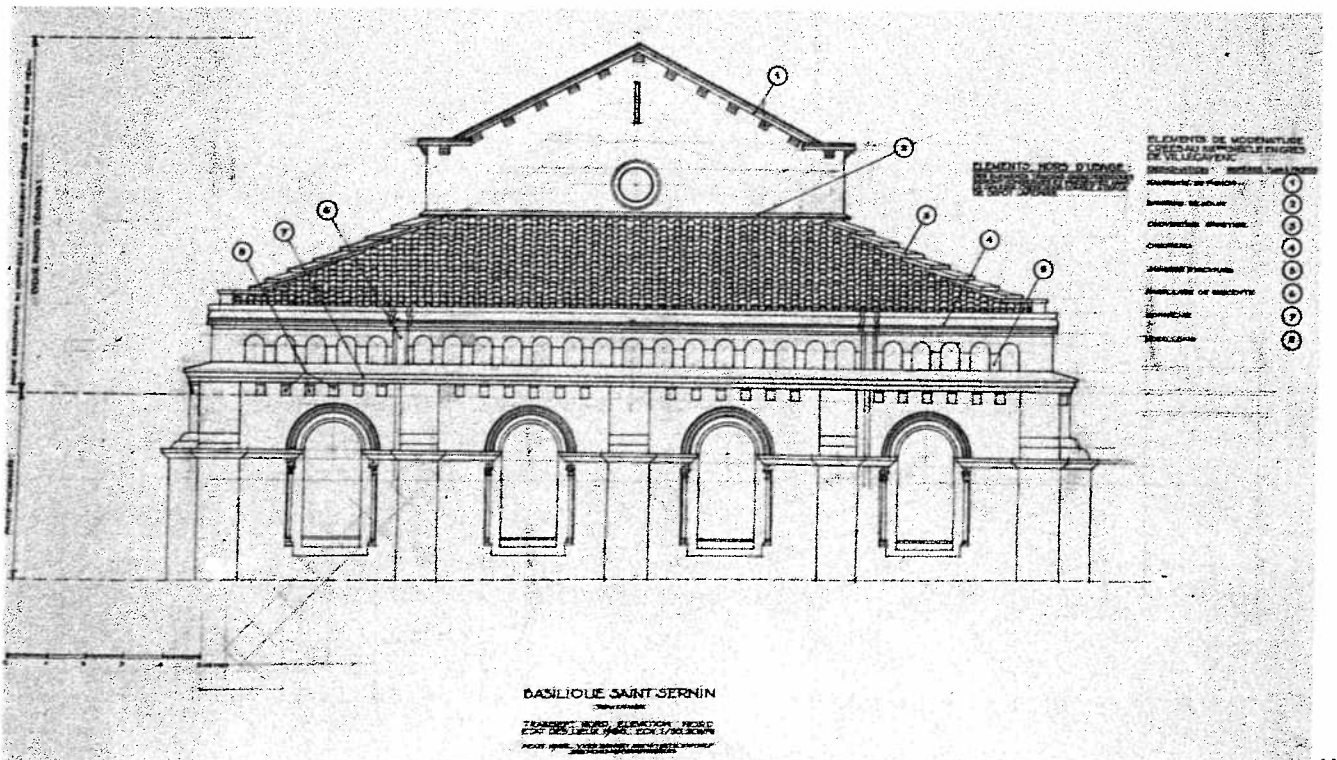
Dégradation rapide des matériaux, exposition dangereuse et excessive aux intempéries de la partie supérieure des murs en



8



9



10

11. Partie supérieure du croisillon nord. Etat proposé par Y. Boiret.

Pierre, non recouverts, nombreux ressauts et décrochements qui, favorisant la rétention d'humidité, entraînent l'imprégnation des murs et des voûtes, empêchant le rejet immédiat des eaux de pluie vers l'extérieur du monument.

Dispositif complexe d'écoulement des eaux, de capacité insuffisante, qui entraîne des ruissellements sur les parements.

Ajouts d'un surcroît de poids et de poussées excessives sur les murs périphériques en des points dépourvus de contrebutement qui lézardent les voûtes des vaisseaux principaux et secondaires.

LE CHOIX

Dans une telle situation, le choix est clair:

Certes, l'intervention de Viollet-Le-Duc a été importante. Elle constitue, aujourd'hui, un témoignage esthétique et architectural majeur pour la connaissance du grand architecte du 19^{ème} siècle, mais le cas de Saint Sernin mérite un examen particulier.

D'une part, les différents documents dont on dispose, n'apportent pas la certitude que Viollet-Le-Duc se soit fondé sur des traces archéologiques incontestables pour réaliser la restauration qu'il a effectuée. D'autre part, il serait dangereux pour l'édifice lui-même de reproduire aujourd'hui une restauration dont les faiblesses techniques ont gravement atteint les structures mêmes de la basilique.

Le parti soumis à la Commission et préconisé par celle-ci est de nature à assurer à la fois la protection efficace de l'édifice et le respect dans lequel celui-ci fut poursuivi et achevé à l'époque gothique. Il est fondé sur le dernier état historique connu (celui de 1860) parfaitement attesté par de nombreux documents (photographiques en particulier). Il rétablit une toiture à deux

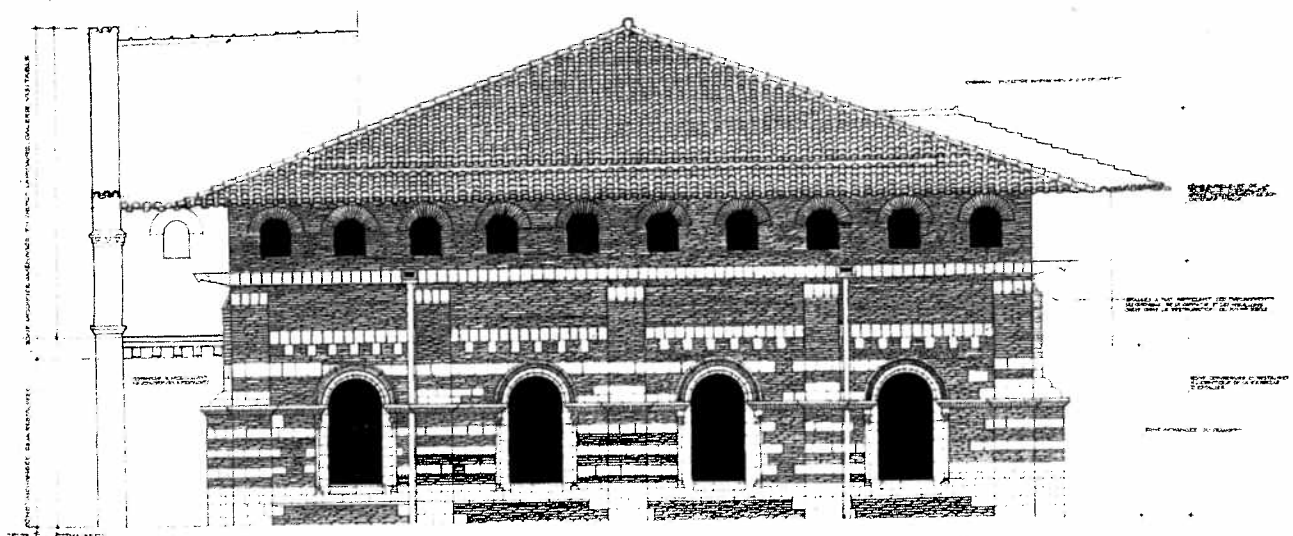
versants sur les vaisseaux principaux, et des mirandes ventilant les combles, déjà visibles sur une gravure de 1515, qui subsistent encore au massif occidental. Ce type d'architecture, fidèle à une entité régionale traditionnelle, se retrouve en effet dans maints édifices de la région.

D'un coût notablement moindre que celui de la reconstruction nécessaire des interventions issues de la restauration de Viollet-Le-Duc, ce choix permettra d'assurer la survie de l'édifice en réparant ses insuffisances structurelles actuelles.

Certes, une «troisième voie» a été envisagée: elle consisterait à substituer à l'état actuel défaillant, conçu et réalisé par Viollet-Le-Duc et Esquié entre 1860 et 1879, celui imaginé (mais non réalisé) par le grand architecte, dans un avant-projet approuvé en son temps par la Commission Supérieure des Monuments Historiques, mais que son auteur n'a pas cru devoir mettre en oeuvre quinze ans après.

Adopter aujourd'hui ce parti de restauration présenterait les inconvénients suivants:

- Les faiblesses techniques actuelles seraient reconduites, sauf à modifier profondément la conception même de l'avant-projet de 1846;
- Des incohérences subsisteraient dans la volumétrie de cet édifice, par ailleurs exceptionnellement homogène, à moins d'admettre des interventions catégoriques:
 - a. supprimer les restaurations effectuées depuis dix ans au chevet
 - b. bâtir à l'ouest, les deux tours, dessinées par Viollet-Le-Duc sur le massif occidental, dont la face ouest serait profondément modifiée
 - c. démolir les superstructures créées par Viollet-Le-Duc au-



BASILIQUE SAINT SERVIN
PROJET DE RESTAURATION
PAR YVES BOIRET

12. *Saint Sernin après la restauration de Viollet-Le-Duc.*

dessus des voûtes principales de la nef et du transept: compte-tenu des incidences techniquement délicates d'une telle démolition, le projet actuel les maintient en place en corrigeant leurs effets néfastes.

Choisir une «troisième voie» aboutirait enfin à réaliser une vision de Viollet-Le-Duc qui ne fut jamais concrétisée, selon sa propre volonté. Incomplète, elle perdrait toute signification. Elle ne donnerait aucune garantie technique de durée supplémentaire pour l'avenir, en exigeant la reconstruction à l'identique de ce qui périclète aujourd'hui.

C'est pourquoi la Commission Supérieure des Monuments Historiques, estimant que le parti proposé reste fidèle à la doctrine qui, depuis vingt ans, préside à la restauration de la basilique, souhaite qu'aucune hétérogénéité ne s'introduise aujourd'hui entre les restaurations effectuées depuis 1969 sur le clocher, le chevet, l'intérieur de la nef et celles des façades latérales, et préconise la continuité de choix du parti de rétablissement des dispositions antérieures à 1860. Renoncer à ce rétablissement correspondrait de la part des adversaires au projet actuel à rejeter tant de signes d'identité culturelle languedocienne: la large toiture débordante couverte de tuiles canal qui apparente les nefs de Saint Sernin aux grandes églises d'Italie ou d'Espagne; les admirables mirandes qui rappellent l'existence du bourg fortifié de Saint Sernin, véritable ville dans la ville.

L'abandon de cette occasion se ferait au profit d'une construction dont le caractère «nordique» a été fortement affirmé, dans l'élévation et le décor, par Viollet-Le-Duc, et dont l'état actuel nécessiterait sa reconstitution totale.

Il semble qu'il y ait aujourd'hui une occasion de rétablir la crédibilité de Saint Sernin, par la cohérence retrouvée de la vénérable basilique à laquelle plus que jadis on est aujourd'hui attaché.

En 1990, Saint Sernin peut difficilement passer pour un des monument-clés du 19^{ème} siècle, et l'état Viollet-Le-Duc, mieux articulé à la carrière de l'architecte qu'à l'histoire de son temps, pourrait en définitive n'avoir été qu'une parenthèse instructive, mais non indispensable dans la vie de l'édifice. De plus, cette recherche de cohérence ne devrait pas être limitée au seul monument, alors qu'il est l'un des pôles d'une ville à l'unité exceptionnelle.

Mieux suggérer ce que représente à tous égards cet édifice, autrement que planté au centre d'un square sage et banal, entouré de grilles elles-mêmes environnées d'un vaste parking asphalté, pourrait représenter dans le rétablissement du lien rompu entre le monument et son environnement, un enjeu exaltant pour l'avenir de l'urbanisme toulousain.



DIALOGUE ON THE PROTECTION OF ARCHITECTURAL MONUMENTS IN JAPAN

Knut Einar Larsen
Nobuo Ito

1. View of Central Area, Himeji Castle.

Norwegian Institute of Technology, Department of Architecture, (Trondheim). Member of Icomos.

Chairman of the Japan National Committee of Icomos. Professor, Kobe Design University (Japan).

Au Japon, le bois était considéré comme le matériau de construction de meilleure qualité pour toutes sortes de bâtiments, et ce jusqu'au milieu du 19ème siècle. Cependant, le climat japonais n'est pas très propice à la conservation du bois, et, de plus, les tremblements de terre endommagent les édifices. Par les témoignages de l'histoire, les experts japonais savent qu'il est nécessaire d'entreprendre des travaux de réparation des édifices en bois environ tous les trois cents ans. Pendant la durée de ces travaux le bâtiment doit être complètement démantelé. Les parties endommagées sont remplacées par de nouvelles et la structure est remontée. Tous les cent cinquante ans, une opération de semi-démantèlement est nécessaire: la structure principale du bâtiment est laissée intacte, mais d'autres éléments tels que le toit, la charpente, et si nécessaire le plancher et la véranda sont démantelés puis réassemblés. Outre ces deux principales réfections, des travaux mineurs sont indispensables entre temps; généralement ils concernent le toit, et bien entendu la toiture, mais aussi, si nécessaire, le revêtement métallique est changé. L'intervalle entre deux réfections du toit dépend du matériau de couverture: les tuiles d'argile ne nécessitent qu'un seul changement, mais les toits en chaume ou en bardeaux doivent parfois être refaits quatre ou cinq fois entre deux grandes opérations de restauration. Le mot japonais pour réfection est shuri. Ce concept était traduit auparavant par restauration. Dans ce dialogue, c'est le mot réfection qui est utilisé car nous pensons qu'il est plus approprié au type de travaux actuellement entrepris durant les shuri. Cependant, lors des réfections, la décision de «restaurer» un édifice dans son état originel peut être prise sur demande du propriétaire. Dans ce cas, un groupe d'experts désignés par l'Agence des Affaires Culturelles délibérera sur l'opportunité d'une restauration présentée par l'architecte, spécialiste en conservation, en charge du

Larsen: Professor Ito, I have been in Japan for about ten months as a research fellow of the Japan Foundation, studying architectural history and preservation of architectural monuments and sites here. I have visited many Buddhist temples, Shinto shrines, castles, vernacular houses, and preservation districts which have been designated by the Japanese government as cultural properties. I have also had the unique opportunity to visit several buildings undergoing repair and had discussions with the conservation architects responsible at each site. However, sometimes I thought that I was a blind man feeling the great elephant. I have, therefore, several questions which I would like to ask you to elucidate.

First, I would appreciate it if you would tell me something about the legislation for the protection of cultural property in Japan.

Ito: Well, as you know, Japan had no legislative system for the protection of cultural property before 1868, when she opened the door to the world, but cultural property was preserved by feudal lords and religious bodies. Lords, Shinto shrines and Buddhist temples were powerful and wealthy enough to maintain cultural property because they possessed large territories. However, due to the radical political restoration just after the opening of the country, religious bodies lost their financial foundation. Art objects were exported to foreign countries and buildings were devastated. The government soon realized the importance of cultural heritage and began to offer funds to stabilize the financial condition of shrines and temples. The



2. Complex of Donjons, Himeji Castle.

projet. L'étude de cas discuté dans cet article est la réfection du Château Himeji.

En el Japón, la madera fue considerada como un material de construcción superior para todo tipo de edificios hasta mediados del siglo 19. Sin embargo, el clima del Japón no es favorable para la conservación de la madera y, además, los terremotos causan daños a los edificios. A partir de datos históricos, los expertos japoneses saben que es necesario reparar enteramente una construcción en madera cada trescientos años, en promedio. Durante esta reparación completa la construcción debe ser totalmente desmontada. Las partes en mal estado son reemplazadas por otras nuevas, y se vuelve a montar la estructura. Cada ciento cincuenta años resulta necesario efectuar una reparación con desmonte parcial. Durante esta reparación, no se toca la estructura principal del edificio, pero otras partes del mismo como el techo, la estructura del techo y, si es necesario, el piso y la galería cubierta, son desmontados y vueltos a montar. Además de estas dos reparaciones principales, otras reparaciones menores deben ser hechas en los intervalos. En general, estas reparaciones menores incluyen reparaciones en el techo en las cuales se renueva el material y, de ser necesario, el revestimiento metálico. La frecuencia de la reparación del techo depende del material empleado para techar. Así, las tejas deben renovarse una vez entre dos reparaciones importantes, pero los techos de paja o de madera deben renovarse cuatro o más veces en el mismo intervalo. En japonés, «reparación» se dice shuri. Este término ha sido traducido anteriormente como «restauración». En este diálogo la palabra ha sido traducida como «reparación», término que creemos más apropiado para describir el trabajo que realmente se realiza durante el shuri. No obstante, durante una reparación, puede decidirse la «restauración» de la construcción a su estado original, a

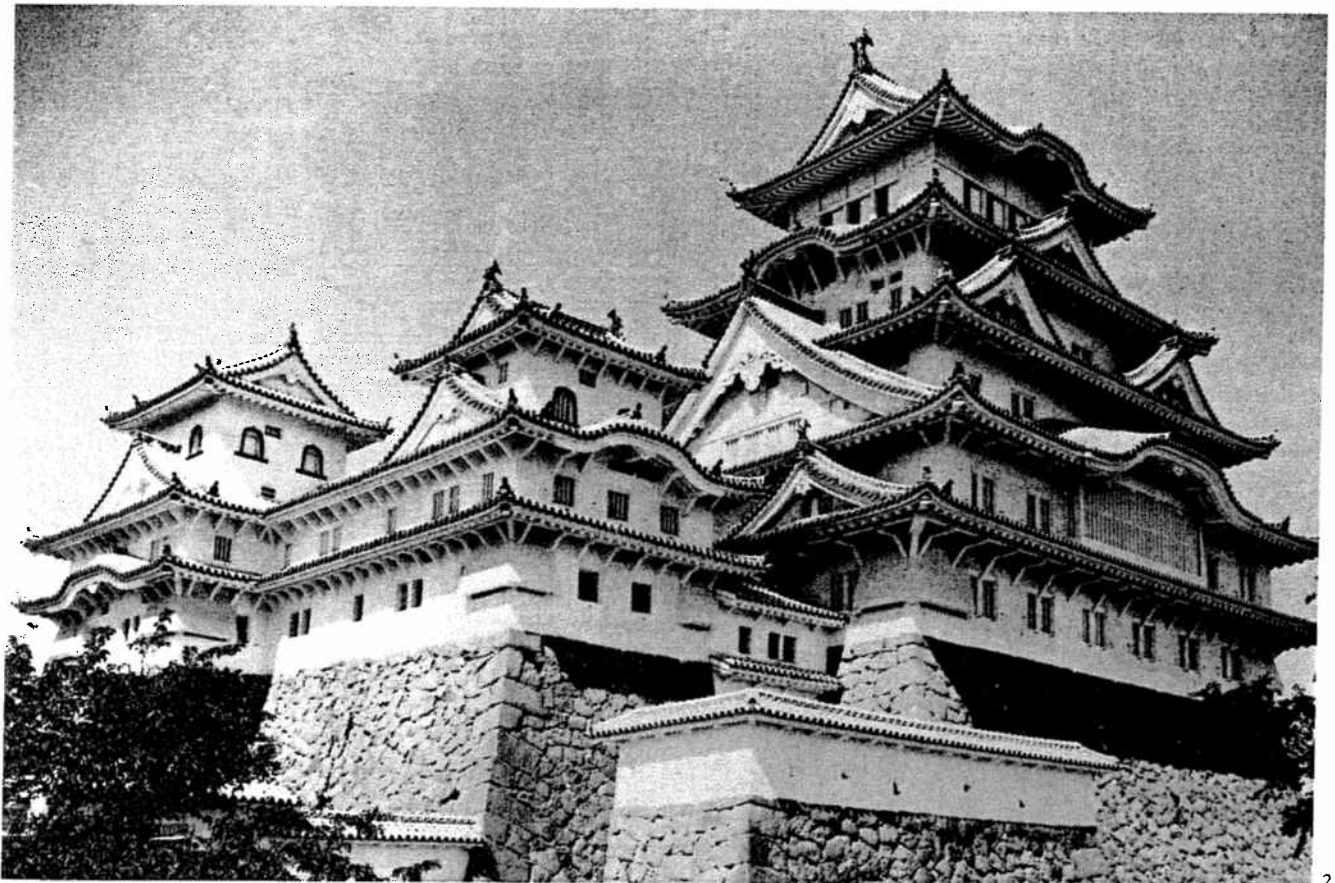
funds were utilized to restore seriously damaged buildings due to the long-time absence of care.

Larsen: Did you at that time have a law for the protection of ancient buildings?

Ito: No. The funds were granted, not based on a law but as an administrative measure. The first law, called the *Law for the Preservation of Ancient Shrines and Temples*, was enacted in 1897. You may think that a law with such a name was effective in supporting religious bodies themselves, but, as a matter of fact, the objective of the law was to maintain the condition of the precincts of shrines and temples as it was. Therefore, it is possible to say that this law was the first law for the protection of cultural property in Japan.

Larsen: I think it is a remarkable fact that you established a law for the protection of cultural properties so early, just a couple of decades after similar laws had been established in Europe. But is it correct that this first law only provided for the protection of art objects and buildings belonging to Buddhist temples and Shinto shrines?

Ito: You are right. The law had double limits, in terms of both kind and ownership. So the Japanese government tried to overcome the weak points of the law. In 1919, the *Law for the Preservation of Historical Sites, Places of Beauty and Natural*



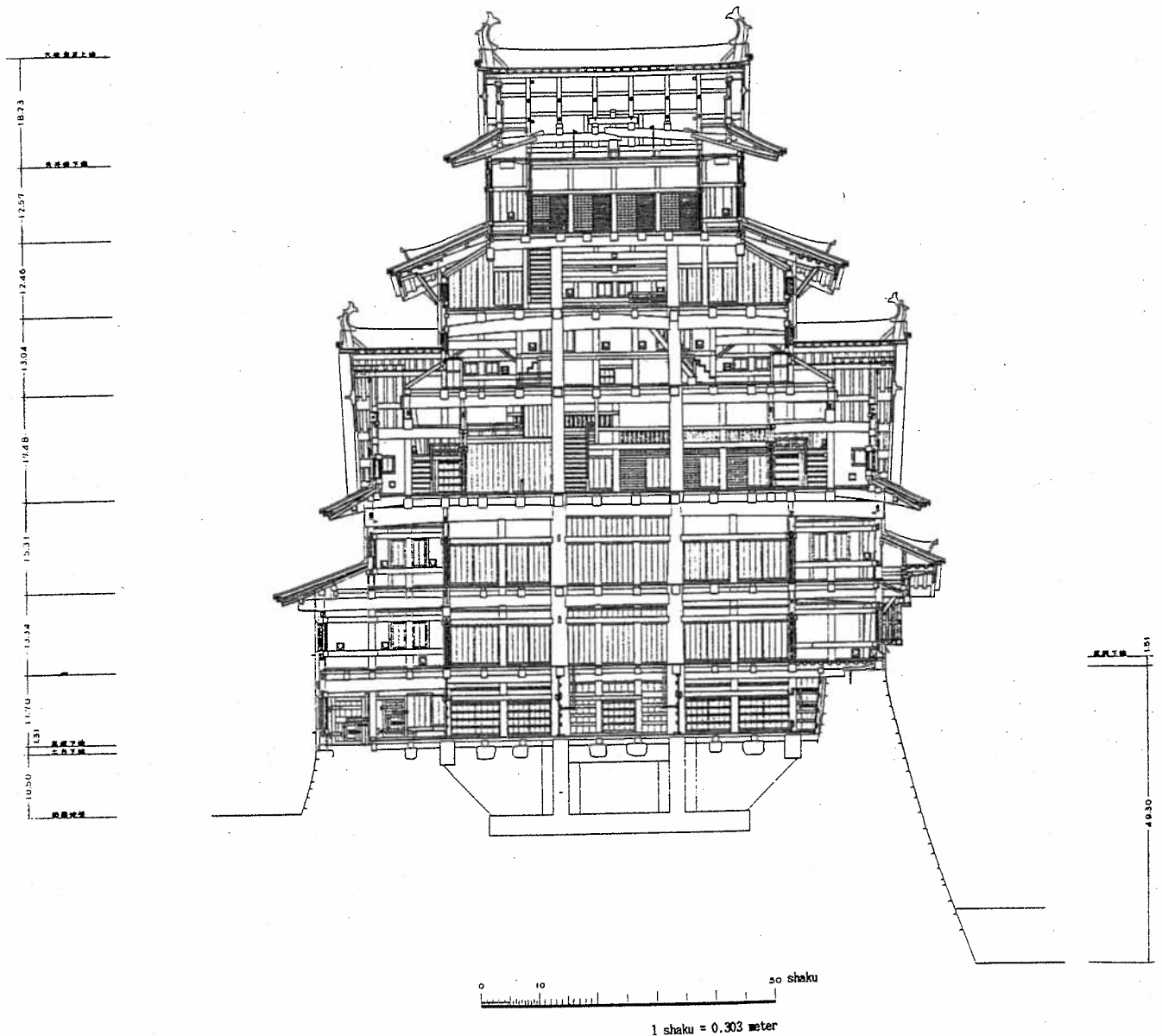
3. Longitudinal Section of Donjon, Himeji Castle.

pedido del propietario. En tal caso, un grupo de expertos designados por la Agencia de Asuntos Culturales debe examinar las razones para efectuar dicha restauración, presentadas por el arquitecto de la conservación a cargo del proyecto. Como ejemplo, el artículo presenta el caso de la reparación del castillo Himeji.

In Giappone, il legno era considerato come il materiale da costruzione migliore per ogni tipo di edificio e ciò fino a metà del XIX secolo. Tuttavia, il clima giapponese non è troppo propizio alla conservazione del legno, ed in più, i terremoti danneggiano gli edifici. Gli esperti giapponesi sanno dalle testimonianze storiche che è necessario intraprendere lavori di riparazione degli edifici in legno ogni trecento anni circa. Durante la durata di tali lavori, l'edificio deve essere completamente smontato. Le parti danneggiate sono sostituite da nuove e la struttura rimontata. L'operazione di semi-smontaggio risulta necessaria ogni centocinquanta anni: la struttura principale dell'edificio viene lasciata intatta, ma altri elementi quali il tetto, la

Monuments was enacted. Then in 1929, the Law for the Preservation of Ancient Shrines and Temples was repealed and the Law for the Preservation of National Treasures was enacted. The effect of this new law covered art objects and buildings owned not only by shrines and temples but also by the government, local bodies, other organizations and individuals. According to the new law, castles, mansions and even private residences were included among the objects for protection. In 1933, a new law named the Law Concerning the Preservation of Important Art Objects was enacted for the purpose of checking the exportation of valuable art objects other than those designated as national treasures.

However, a sad accident happened in 1949. The world-famous wall paintings in the main hall of Horyuji (temple, 7th century) were destroyed by accidental fire. The necessity of



4. Section of Scaffolding Constructed for Repair,
Himeji Castle.

orditura in legno e se necessario il pavimento e la veranda sono smontati e poi riasssemblati. Oltre queste due riparazioni principali, altre minori sono indispensabili negli intervalli; generalmente queste riparazioni minori concernono il tetto, nel quale si rinnova il materiale, ma se necessario viene sostituito anche il rivestimento metallico. L'intervallo tra due riparazioni del tetto dipende dal materiale impiegato per la copertura: i tetti in argilla necessitano di una sola sostituzione, ma i tetti in paglia o in legno devono essere rinnovati quattro o cinque volte tra le due grandi operazioni di restauro. In giapponese «riparazione» viene detto *shuri*. Questo termine era tradotto precedentemente come «restauro». In questo articolo la parola *shuri* è stata tradotta con il termine «riparazione» che crediamo più appropriato per descrivere il lavoro che realmente si realizza durante lo *shuri*. Tuttavia, durante una «riparazione», può essere presa su richiesta del proprietario la decisione di «restaurare» un edificio nel suo stato originario. In tal caso, un gruppo di esperti, designati dalla Agenzia di Affari culturali, delibera sull'opportunità di un restauro presentato dall'architetto specialista in conservazione, incaricato del progetto.

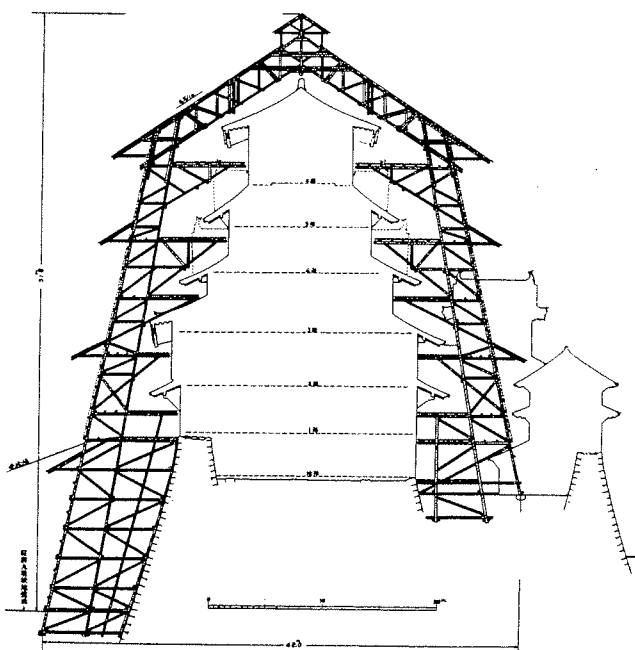
Lo studio del caso analizzato in questo articolo si riferisce alla «riparazione» del castello Himeji.

legislative reinforcement was stressed and the *Law for the Protection of Cultural Properties* was enacted in 1950 as a comprehensive law covering all kinds of cultural heritage, and the above-mentioned three laws were abolished. Old rural houses and town houses as well as western-style buildings were included among cultural properties. The Law for the Protection of Cultural Properties has been revised several times and new kinds of cultural properties, such as "intangible cultural property" and "folk cultural property" have been added. Finally, a chapter concerning the preservation districts for groups of historic buildings was added in 1975.

Larsen: I find it extremely interesting to study the present Law for the Protection of Cultural Properties. Compared to my own country, your law is comprehensive, covering, so to speak, protection of all kinds of cultural properties, from customs or manners of olden times and traditional art and craft techniques to archaeological remains and buildings. But I suppose some difficulties must arise for the government in carrying out administrative measures?

Ito: All policies are planned and carried out by the Agency for Cultural Affairs, the external bureau of the Ministry of Education, Science and Culture. However, due to the history of legislative development which I have mentioned, each administrative measure is sometimes conducted separately. For example, a building and a site are designated in accordance with separate criteria. The surroundings of designated buildings cannot be preserved, if they are considered to be of less historical value. In order to get out of this difficulty, the law was revised in 1975 so that the land accompanied by designated buildings could also be designated, but this designation is limited to the case in which the owner of the buildings and land is the same. It is not, therefore, a fundamental solution. Another difficulty is the small budget allocated to the protection of cultural property. The amount of the budget for the Agency for Cultural Affairs is now about 0.07% of the whole governmental budget. Although comparison of budgets is difficult, the figure is far smaller than that of some European countries.

Larsen: It is a sad fact that the lack of sufficient funds for the preservation of cultural properties seems to be universal. But on the other hand, I also understand that the Japanese government takes financial responsibility, when designating a building as cultural property, by funding a large portion of the expenses for repair and maintenance work. As the taxpayers' money is used for the preservation of designated buildings, the government does not only regard it as its respon-



5. During Dismantling of Plaster Wall, Himeji Castle. Plaster has been removed. Between wooden members are placed bamboo lattices. Lattices and wooden members are secured with ropes as foundations for plastering.

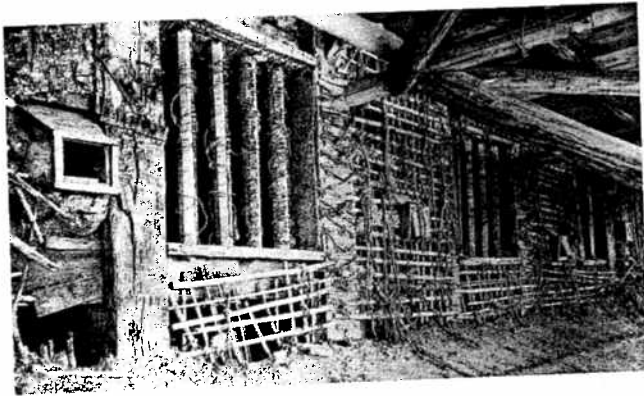
6. During dismantling of Roof Ridge, Himeji Castle.

sibility to preserve cultural properties for posterity, but also to utilize them, that is, to make them open and accessible to the public, so that as many people as possible will come to know and appreciate them. I find the provision stating this aim in the Law for the Protection of Cultural Properties extremely important for the understanding of the Japanese approach to preservation.

In most ways I found your legislative system admirable, but to what extent is the Law for the Protection of Cultural Properties integrated into the administrative system as a whole and into the general town planning system?

Ito: In Japan designation involves strict demarcation. Buildings and sites within the demarcation are preserved, but the effect of designation never extends to the area outside the demarcation. The phenomenon is very clear in the case of preservation of historic districts. Preservation districts designated by the Law for the Protection of Cultural Properties are at the same time districts determined by the Town Planning Law, and now local governments are trying to establish an overall project for both preservation and development. However, this system is the only exception in the Law for the Protection of Cultural Properties.

Larsen: You mentioned also that the preservation of vernacular architecture such as rural houses and town houses were provided for in the Law for the Protection of Cultural Pro-



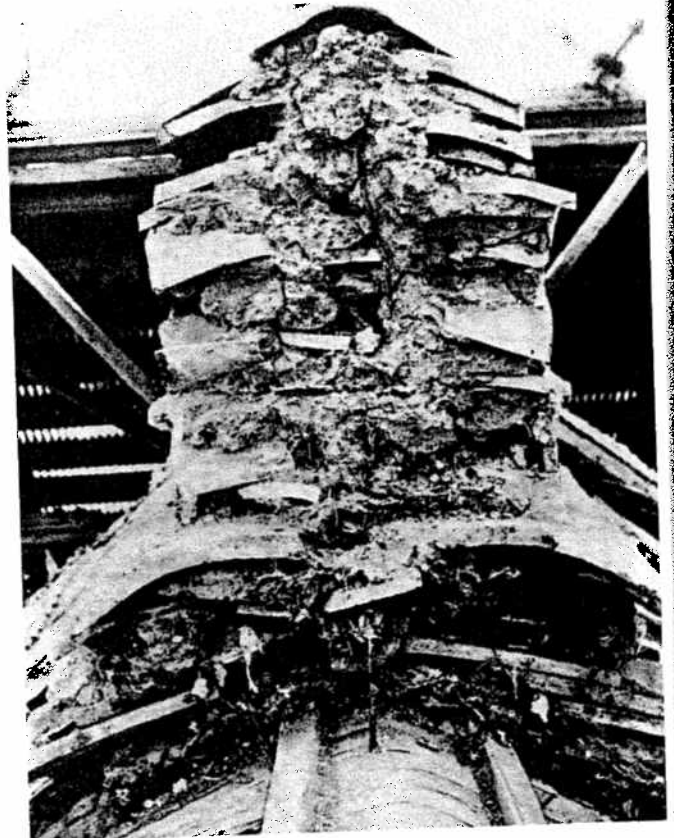
erties. How many houses have been designated so far and how are they preserved?

Ito: In total about three thousand three hundred buildings have been designated as cultural properties since 1897, and

among them some six hundred are rural houses and town houses. Some of these houses are preserved in situ by the owners, but many have been donated or sold to local bodies or other organizations who are now in charge of the preservation of the houses. As Japan does not have any national organization responsible for the preservation of donated houses in situ, such as the National Trust, local bodies and organizations sometimes remove the houses to parks or open-air museums in order to preserve purchased or donated houses. At present we have several open-air museums on a fairly large scale. However, we regret that we have no national and central open-air museum as you have in your country.

Larsen: It is universally recognized that monuments should be preserved in situ in the traditional surroundings; therefore, open-air museums should be allowed only as a last resort in many countries. However, from another viewpoint, open-air museums are indispensable, because the collapse of traditional life-style and the abandon of old houses are very rapid, especially in those countries where social and economical development have been so rapid as in Japan.

Ito: Shall we move to the main topic of the conservation of buildings? Almost all ancient buildings were made of wood in Japan. I know that wood has also been used for buildings in your country. In this sense it can be said that the fundamental characteristics of buildings in the two countries are related.



7. During Reassembling of Plaster Wall, Himeji Castle. Wooden construction has been reassembled. Ropes have been secured on wooden members as a foundation for plastering.

However, there are many differences in terms of species, climatic conditions, ways of deterioration and so on. Accordingly, the principle of conservation is also different.

Larsen: I agree, but would also like to stress a fundamental difference: Japan is the only country in the world where wood has been considered as a superior building material for all building tasks throughout its history.

I would like to ask a question concerning terminology. The fundamental principle of architectural preservation in Europe is to preserve buildings as they are, that is to preserve the present state of the building. When repairing, the approach should be characterized by as little intervention as possible in the present structure. Conservation work in the European sense of the concept is this "minimum intervention". Restoration, necessarily implying conjecture, should be avoided. For example, it is not considered desirable to reconstruct a building which is a ruin. A ruin should be preserved as a ruin. But when considering the Japanese situation, it seems that restorations are essential in order to preserve buildings. Is this assumption correct?

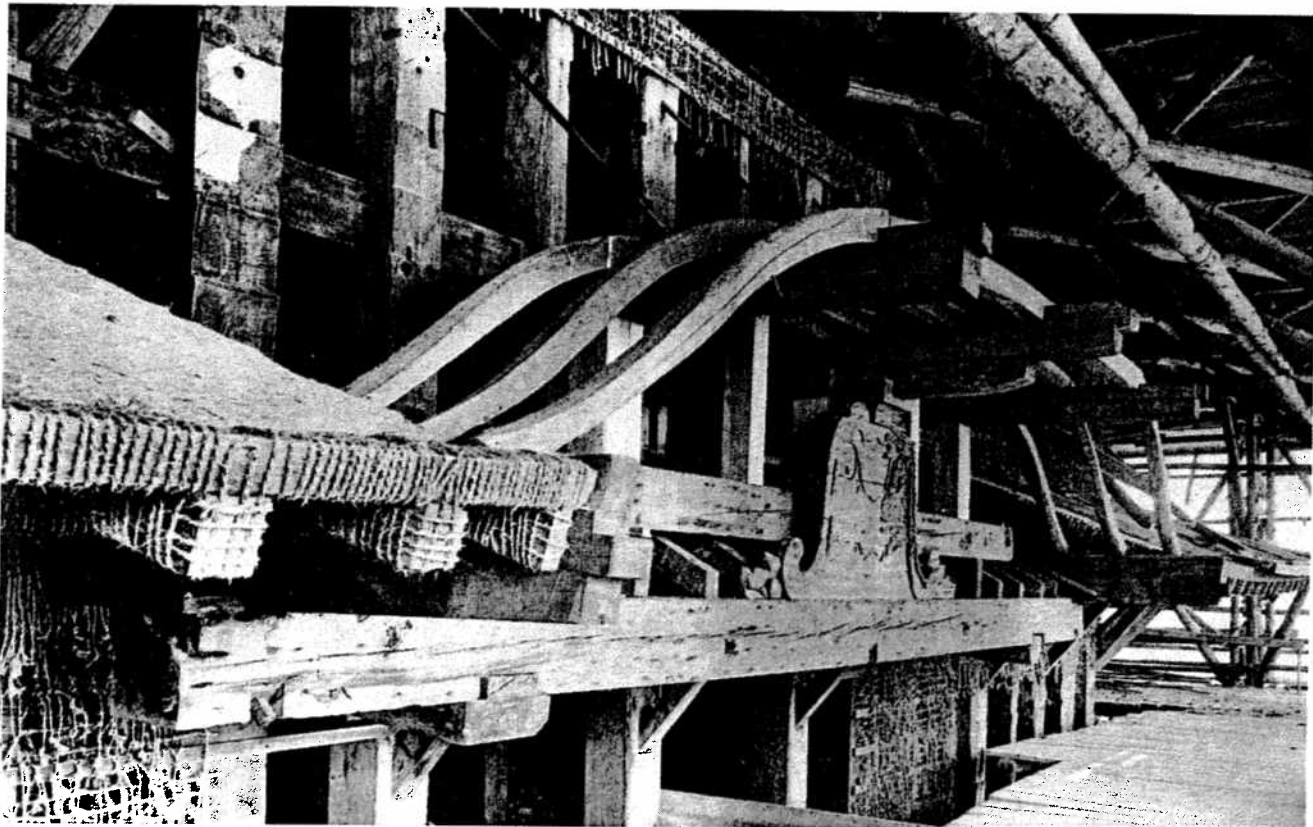
Ito: Terminology is always a difficult subject to discuss. The Japanese concept *hozon* corresponds to "preservation" or "conservation", and the word *shuri* corresponds to "repair". This word has previously been translated as "restoration", but I would say that "repair" should be used, as we believe

this is more appropriate for the work actually taking place during *shuri*.

Larsen: Could you please elaborate upon the meaning of the concept of *shuri* or repair?

Ito: As the absolute majority of Japanese historic buildings are made of wood, periodical repairs are necessary. Generally speaking, a building must receive on average a thorough repair once every three hundred years. It means complete dismantling, whole or partial replacement of decayed members, and reassembling. Furthermore, the building must have a half-dismantling repair once between thorough repairs, namely every one hundred and fifty years. In this repair the main framework of the building is left untouched, but other parts, i.e. roof, roof structure and, if necessary, rafters, floor and veranda, are dismantled and reassembled. These two kinds of repairs could be called major repairs.

In addition to these, we have minor repairs. First, roofs must be renewed one or more times between major repairs. The interval of reroofing depends on the nature of roofing materials. If the building is roofed with clay tiles, it is enough for reroofing work to be carried out once between major repairs. However, if the building is thatched, shingled or boarded, it must be reroofed every twenty to thirty years. In short, four or more reroofing works are necessary between major repairs. Also, this minor repair work involves, when necessary,



8. During Dismantling of Wooden Structure,
Second Floor, Himeji Castle.

some other small repair works, such as partial repair of verandas. So much for the usual cycle of repairs. However, we also have other special repair works. For example, if the exterior of a building is lacquered with *urushi*, the lacquer must be renewed periodically, because *urushi* is very weak against light, especially ultraviolet rays. The term of relacquering is between thirty to fifty years.

Larsen: In our country most cultural property buildings are made of wood, but fortunately we do not have to repair them so frequently. And according to the principle of "minimum intervention", we avoid dismantling. When sill-beams must be repaired, we use hydraulic jacks to lift up the building, and then repair or replace the decayed sill. Roofing materials are in general long-lasting. What is the reason for the relatively frequent intervals of repair work of wooden buildings in Japan?

Ito: I presume that the need of restoration originates from the particular climatic and geographic conditions of Japan. You are familiar with these circumstances, because you have already experienced the four seasons in Japan. Japan is really a unique country.

Japan belongs to the temperate zone. The temperature fluctuates between 0-30°C and the relative humidity is high. Yearly precipitation is 1500 mm or more, and rainfall concentrates in June and July. These climatic conditions produce rich forest resources. We have several species of soft and hard woods suitable for building timber. Cypress, pine and cryptomeria are good species of soft wood; the first is of best quality in



terms of strength, texture and durability, the second strong, and the last suitable for fixtures, though too soft for structure. Zelkova, a hardwood, is also frequently used for construction purposes. However, these climatic conditions are also favorable for the growth of organisms, especially microorganisms and insects. Thus, the biodeterioration of wood is most severe in our country. Furthermore, strong winds (typhoons) damage buildings, and earthquakes loosen the joints. The complex deterioration caused by these phenomena necessitates a sequence of periodic repairs, including complete or partial dismantling of the structures.

Larsen: Yes, you have really pointed out some basic differences regarding the climatic conditions which determinate the durability of wood in buildings in our two countries. In the districts where we find the oldest, most well-preserved wooden buildings, the climate is generally dry and rather cold. And we rarely experience earthquakes in Norway.

Ito: I would say that the periodical repair system has deep historical roots in Japan. In the seventh century, when Japan was united under one administration, the Emperor decided to reconstruct the buildings of Ise Shrine, which was believed to be the mausoleum of the emperor's ancestor, every twenty years. Although you might consider this as a paradox, I think our reconstruction system is one wise way to preserve Japanese cultural traditions. As for the buildings of Ise Shrine, the wooden materials have been so far replaced indeed sixty times, but the spirit of ancient architecture has been clearly maintained behind the neat appearance and fresh timbers of reconstructed buildings.

However, with the introduction of Buddhism, Japan gradually understood the importance of keeping original and aged materials as much as possible. Thus, repairs were carried out periodically in order to recover structural stability and neat appearance. Materials were reused as much as possible, though some of them were reluctantly replaced. The reason why materials were esteemed was not due to the concept of conservation in a modern sense, rather they were preserved from the sense of respect to the great ancestor, founder or priest. In spite of the difference of concept, this periodical restoration system has been useful in preserving ancient buildings. I can give you an example; in a building dating back to the eighth century we discovered the traces of ten repairs.

Larsen: Frankly speaking Professor Ito, when a building has been restored ten times, I suppose all original materials must have been replaced.

9. *During Reassembling of Wooden Structure, Himeji Castle. Two central pillars have been set up from the basement floor.*

Ito: No. Some parts, for example roofing materials and sheathing, lower part of pillars and fittings, were subject to replacing many times, but other parts, including important parts, such as bracket complexes, were well preserved and reusable to our surprise.

Larsen: As a result of my studies in Japan, I can agree that your way of preservation with periodical repairs including

dismantling and reassembling, is the perfect logical answer to the particular problems you are facing. But I have also had the impression that you restore buildings to the original state. Is this correct?

Ito: Yes, we sometimes restore a building to the original state, but only when enough evidence is found. Therefore we are very cautious. A decision for the restoration to the original state can be made upon request of the owner of the building undergoing repair. In such a case, a group of experts appointed by the Agency for Cultural Affairs must deliberate the evidence for restoration presented by the conservation architect in charge of the actual project.

Larsen: It was a great problem whether such a system of periodical repair and restoration to the original state are deeds against the spirit of the Venice Charter or not. But I have reached the conclusion that the Japanese attitude toward preservation of buildings does not violate the spirit of the Charter. However, as our space here is limited, I will confine myself with this claim, hoping to get the opportunity to put forward my comments on another occasion.

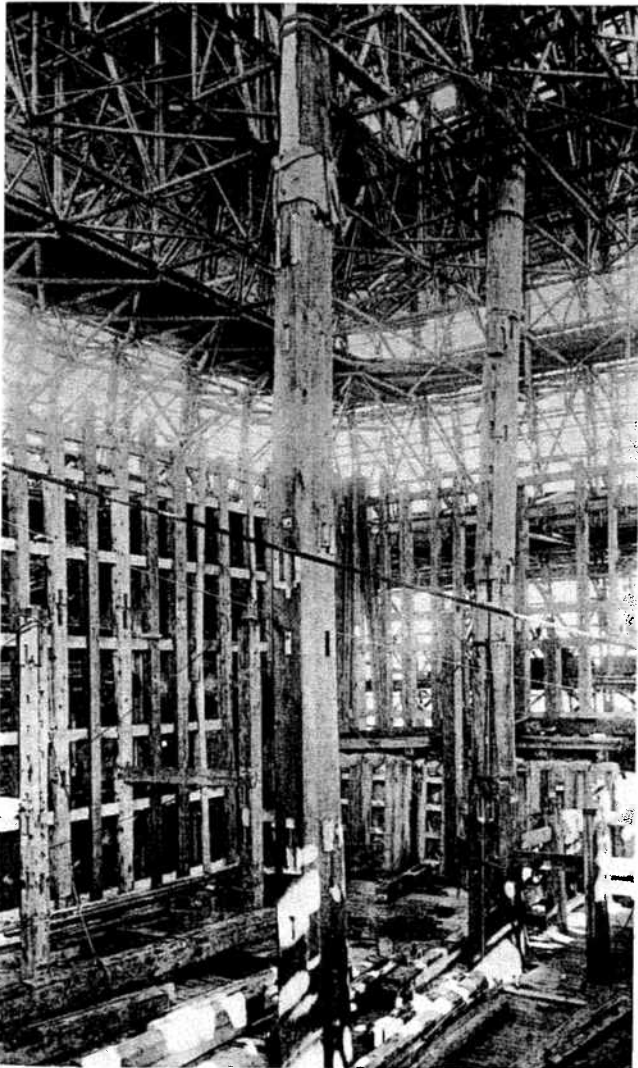
Larsen: Thank you very much for joining this discussion. I am looking forward to reading your further comments.

Larsen: Thank you very much, Professor Ito. So far, our discussion has been kept on a general level. However, I believe it would be beneficial if we could also discuss a particular repair project.

In addition to your other duties, you are also the Director Emeritus of the Japanese Research Institute of Castles, in Himeji. Himeji Castle is the most famous of the twelve extant castles of Japan with donjons. The complex of the donjons of Himeji Castle is, moreover, designated as a "National Treasure" according to the Law for the Protection of Cultural Properties. Has this structure also been repaired recently?

Ito: In 1965 the last major repair of the donjons and other buildings of Himeji Castle was completed. Although this is now twenty five years ago, I believe this repair project is still representative of our approach to preservation.

Larsen: I saw the impressive report of the repair works of Himeji Castle carried out from 1941 to 1965, in all seven volumes giving a detailed presentation of the works which had taken place. But for me it was also a great surprise to see the buildings being completely dismantled, because from the outside, the castle seems to be a plastered stone or brick structure!

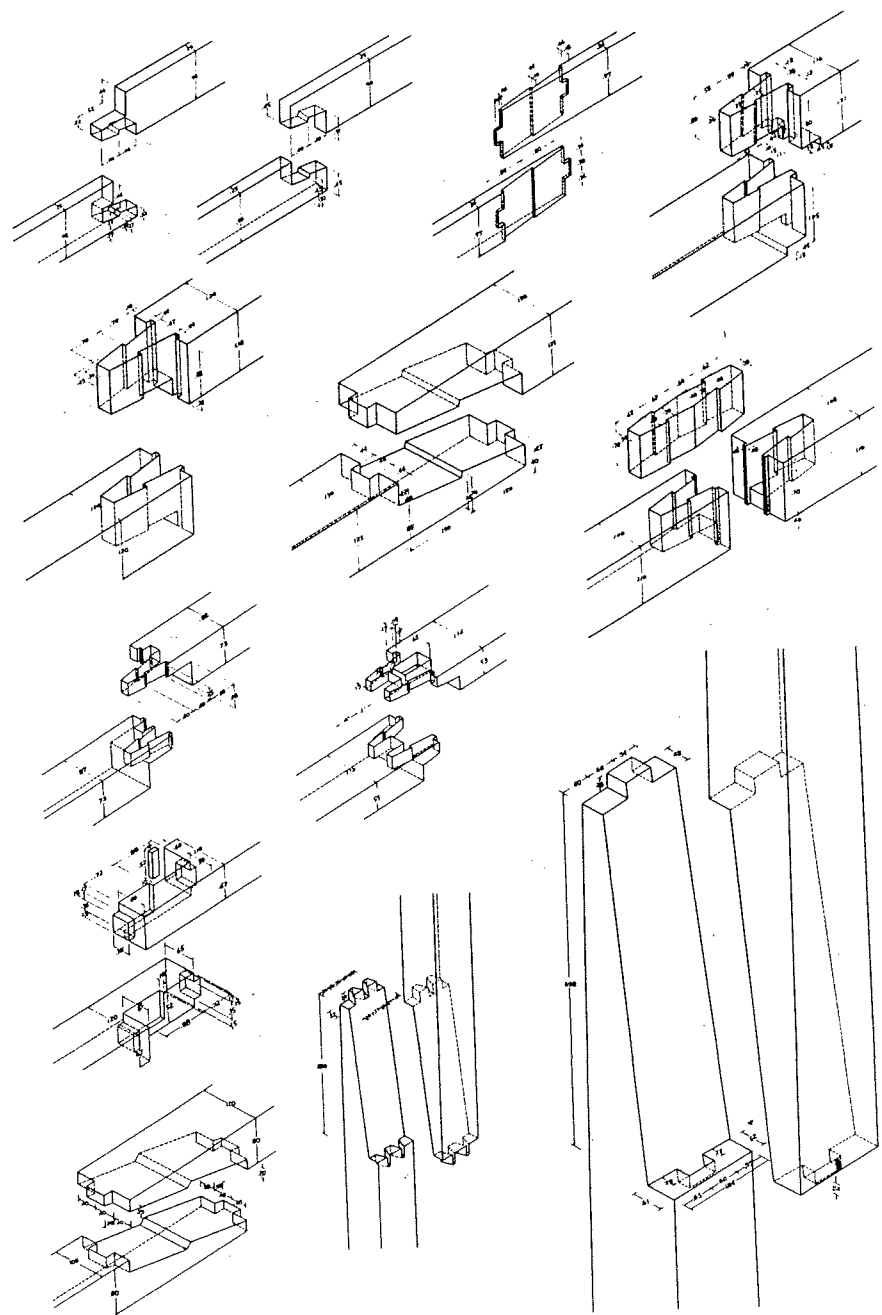


10. Examples of Joints Used in Wooden Structure, Himeji Castle.

Ito: No, like all historical Japanese buildings erected before the Meiji Era, our castles are also wooden structures. But in one sense you are right, because the wooden skeleton of the buildings and exposed wooden members are thickly plastered on the exterior. However, the repair work of Himeji Castle also included stone work, as the ramparts of the castle were dismantled and repaired.

Ito: Certainly. First, the foundations were weak, causing sinking of the buildings. Second, wooden members were decayed and had to be replaced. Third, the clay-tile-covered roofs needed to be repaired. The main parts of Himeji Castle were erected in 1608-10. So you see that the thorough repair of the castle took place about three hundred years after the structures were built. As I said, this period for repair by complete dismantling seems reasonable.

Larsen: Was complete dismantling really necessary in this case?



Larsen: The scaffolding is an impressive wooden structure in itself, towering over fifty meters above the ground. Do you always build scaffolding around the buildings you are repairing? And why do you use wooden scaffolding?

Ito: Yes, we always construct a scaffolding which also has the role of shelter for the building to be repaired. It is also used for storage of members taken out during the dismantling. Although we constructed a wooden scaffolding in 1956 at the beginning of the repair of the donjons of Himeji Castle, it is nowadays common for us to use steel scaffolding for the repairs of buildings as large as Himeji Castle. In such cases we also have to construct temporary concrete foundations for the scaffoldings. However, for the repairs of smaller structures, we still use wooden scaffoldings.

Larsen: Before dismantling the wooden members you removed all the existing plaster. Was that necessary?

Ito: In this case it was necessary due to the particular conservation method. In general, our conservation architects favor the removal of existing plaster walls during dismantling and building of new ones in the traditional style after the structure is reassembled. This is for structural reasons, because a plaster wall, when sound, is an excellent absorber of earthquake shocks.

During the recent years we have, however, whenever possible, tried to keep existing plaster walls. For instance, in connection with the repair of the tea-houses of Katsura Villa in Kyoto, conservation architects and the contractor responsible for the repair used a new method to remove the plastered walls in element during dismantling and to insert the elements again during reassembling. This way the material is preserved, and only small-scale repairs are necessary. But in the case of Himeji Castle, complete removal of all plaster was, as I said, necessary.

Larsen: I can see from the report of the repair work that the roofs were rather dilapidated.

Ito: You are right. Not only were the clay tiles in a bad condition, but the sheathing made of shingles and other wooden members of the roofing were decayed, and repair was absolutely necessary. Sheathing and also other members of the roofing underneath the clay tiles were completely renewed. These members were not original, because re-roofing had taken place several times prior to this repair.

Larsen: From the pictures taken during the dismantling of the donjon, I can see that sophisticated joints were used to connect the wooden members. I thought that perhaps the carpenters would have been less ambitious in this case if they knew that the wooden structure would be covered by plaster.

Ito: As a matter of fact, during the sixteenth and fifteenth centuries the arts and crafts of our country flourished, because the government and feudal lords encouraged competition among artists and craftsmen. The joint system in carpentry developed highly in this period, and carpenters took great pride in making elaborate joints. In spite of the fact that no one could see the joints afterwards, the carpenters wanted to show off their skill during the construction works, as in the case of Himeji Castle. This is what I presume.

Larsen: Do you still have craftsmen who are able to reconstruct the buildings in the original techniques, or do you have to rely on contemporary methods?

Ito: The transmission of traditional crafts related to building is perhaps the most crucial problem in our preservation efforts. When the Law for the Preservation of Cultural Properties was amended in 1975, a chapter for the preservation of traditional techniques was included. Both individuals and organizations have been recognized as holders of traditional conservation techniques by the Agency for Cultural Affairs. The Agency is granting subsidy to the holders for organizing training courses in order to transmit the techniques. Concerning the repair of the buildings of Himeji Castle, several crafts were necessary in order to carry out the work. First, we needed carpenters for the repair of the wooden construction itself. Second, plaster workers familiar with the highly specialized traditional plastering techniques were needed. Third, specialists in making the traditional clay tile roofing had to be employed. Moreover, we also needed factories to produce the original type of clay tiles.

In general, during dismantling the craftsmen and the conservation artists will study the building and try to understand how the original materials were used, and what kind of techniques and tools the craftsmen had used. During repair and reassembling, the craftsmen will as faithfully as possible try to copy the original techniques and also use the same tools as those the original craftsmen used. Thus, repair are useful for the transmission of ancient techniques. This is our approach to repair work.

PROTECTION DES MONUMENTS ET DES SITES HISTORIQUES EN COTE D'IVOIRE

Kindo Bouadi

Directeur du Patrimoine Culturel. Président du Comité national de l'Icomos, République de Côte d'Ivoire.

Far from representing a cultural luxury, the protection of cultural heritage constitutes an absolute necessity because it permits the safeguarding of the testimonies of the national past, considered as fundamental elements of a people's culture. The cultural heritage of the Ivory Coast is characterized by an extraordinary richness, due to the wide diversity of some 60 ethnic groups. Nowadays, this heritage is threatened by destruction caused by both the elements and human activities. Therefore, it is important to establish an emergency restoration program in order to safeguard the cultural properties of the Ivory Coast. Cultural heritage protection includes legal and physical aspects. On the legal level, this protection requires the establishment of rigorous regulation. In this way, the law on the protection of the national cultural heritage presents serious guarantees for better safeguarding of our cultural heritage. The physical aspects of protection deal with inventorying and restoration of this heritage. The inventory has permitted us to identify sites and monuments suitable for inclusion on the protected cultural properties list. As for the restoration of sites and monuments, protection is the object of plurianual programming. Priority is given to the most representative buildings of our architectural heritage. A few of these old buildings will accommodate regional museums. Preserving this cultural heritage means preventing its disappearance. It means not only conserving for the initiated but also making heritage known to a wide public and assuring its perennity.

La protección del patrimonio cultural, lejos de representar un lujo, constituye una necesidad absoluta ya que permite preservar los testimonios del pasado nacional, considerados como elementos fundamentales de la cultura de un pueblo. El patrimonio cultural de la Costa de Marfil se caracteriza por su extraordinaria riqueza, unida a la gran diversidad de sus componentes étnicos cuyo número es de sesenta. En la actualidad, este patrimonio está amenazado de destrucción, tanto por los factores atmosféricos como por la acción del ser humano. En consecuencia, es necesario establecer un programa de emergencia de restauración con el objeto de preservar los bienes culturales de la Costa de Marfil. La protección del patrimonio cultural comprende aspectos jurídicos y aspectos físicos. En lo que respecta a lo jurídico, esta protección exige la puesta en vigencia de una reglamentación rigurosa. De este modo, la ley de protección del patrimonio cultural de la Costa de Marfil ofrece serias garantías para una mejor preservación de nuestra herencia cultural. Los aspectos físicos de la protección tienen que ver con el inventario y la restauración de este patrimonio. El inventario ha permitido identificar los sitios y monumentos susceptibles de figurar en la lista de los bienes culturales inscriptos. En cuanto a la restauración de los sitios y monumentos, constituye el objeto de una programación plurianual. Se ha dado prioridad a los edificios más representativos de nuestro patrimonio arquitectónico. Algunos de estos edificios antiguos albergarán museos regionales. Preservar este patrimonio cultural significa impedir su desaparición. Significa no sólo conservarlo exclusivamente para los iniciados, sino difundirlo al gran público y asegurar su perennidad.

Dans les pays en voie de développement en général et plus particulièrement en Afrique, les recherches et les réflexions menées autour des questions de développement ont toujours privilégié les phénomènes économiques mesurables et les aspects quantitatifs. Celles concernant les aspects culturels et qualitatifs n'ont suscité que peu d'intérêt en raison de l'indigence de certaines données.

Or la protection du patrimoine culturel, loin de représenter un luxe, constitue une nécessité absolue, car elle permet de sauvegarder les témoignages du passé national, considérés comme éléments fondamentaux de la civilisation et de la culture d'un peuple.

Le patrimoine culturel ivoirien se caractérise par une extraordinaire richesse liée à la grande diversité de ses composantes ethniques. En effet, la nation ivoirienne s'est constituée à partir des sociétés traditionnelles réparties en une soixantaine d'ethnies que le système colonial français avait rassemblées. La valeur intrinsèque de ce patrimoine provient en premier lieu de son lien très puissant avec le passé: le patrimoine culturel renferme la totalité de la sagesse, de l'esthétique, de la morale et de la stratégie pour affronter l'environnement. Il représente également le témoin privilégié du génie créateur des ancêtres qui, à travers une étude minutieuse de leur milieu traditionnel, ont sanctionné leurs conceptions de beauté dans le son, le mouvement, l'art et l'architecture.

De nos jours, le patrimoine culturel ivoirien subit, d'une manière accélérée, les outrages que lui infligent le temps et les hommes. Face à cette dégradation qui constitue une menace contre la préservation de l'identité culturelle ivoirienne, il est important d'entreprendre des mesures de protection tant sur le plan juridique que matériel.

LA PROTECTION JURIDIQUE

Jusqu'en 1987, la protection du patrimoine culturel en Côte d'Ivoire était assurée par la loi coloniale n° 56-1106 du 3 novembre 1956. Cette réglementation, complètement dépassée et tout à fait inopérante, a été remplacée par la nouvelle loi n° 87-806 adoptée par l'Assemblée Nationale le 28 juillet 1987. Le champ d'application de cette loi concerne la protection des sites et monuments, la réglementation des fouilles archéologiques et les mesures de protection des biens culturels mobiliers.

La protection des sites et monuments est assurée par trois types de mesures que sont l'inscription, le classement et la déclaration de sauvegarde. Ces mesures permettent au Ministère chargé de la culture de lutter contre toute forme de dégradation, du fait de la nature ou de l'homme, d'un bien culturel quel-

1. Palais du Gouverneur à Grand-Bassam
transformé en musée du costume et de l'habitat.

u du
de Côte

lus par-
ons me-
oujours
aspects
qualita-
ence de

ésenter
de sau-
comme
re d'un

extraor-
osantes
e à par-
e d'eth-
a valeur
de son
nferme
et de la
e égale-
res qui,
nel, ont
mouve-

une ma-
es hom-
e contre
e impor-
le plan

ôte d'I-
novem-
e et tout
87-806
e champ
s et mo-
e les me-

ar trois
et la dé-
inistère
légrada-
rel quel-

La protezione del patrimonio culturale, lungi dal rappresentare un lusso, costituisce una necessità assoluta poiché permette di preservare le testimonianze del proprio passato, considerato come elemento fondamentale della cultura di un popolo. Il patrimonio culturale della costa di Marfil si caratterizza per la sua straordinaria ricchezza, unita alla grande diversità delle sue componenti etniche in numero di sessanta. Attualmente questo patrimonio è minacciato di distruzione tanto per i fattori atmosferici come per l'azione degli esseri umani. In conseguenza, è necessario stabilire un programma di emergenza per i restauri con l'obiettivo di preservare i beni culturali della costa di Marfil. La protezione del patrimonio culturale comprende aspetti giuridici e aspetti fisici. Per quanto riguarda l'aspetto giuridico tale protezione esige l'entrata in vigore di un regolamento rigoroso. In tal modo, la legge di protezione del patrimonio culturale della costa di Marfil offre serie garanzie per una migliore conservazione della nostra eredità culturale. Gli aspetti fisici della protezione riguardano l'inventario e il restauro di questo patrimonio. L'inventario ha permesso di identificare i siti e i monumenti, suscettibili di figurare nella lista dei beni culturali iscritti. In quanto al restauro dei siti e dei monumenti, esso costituisce l'obiettivo di una programmazione pluriennale. Si è data priorità agli edifici più rappresentativi del nostro patrimonio architettonico. Alcuni di tali edifici antichi ospiteranno musei regionali. Preservare questo patrimonio culturale significa impedire la sua scomparsa, significa non solo conservarlo specificamente per gli iniziati, ma anche diffonderlo al gran pubblico e assicurare la sua perennità.

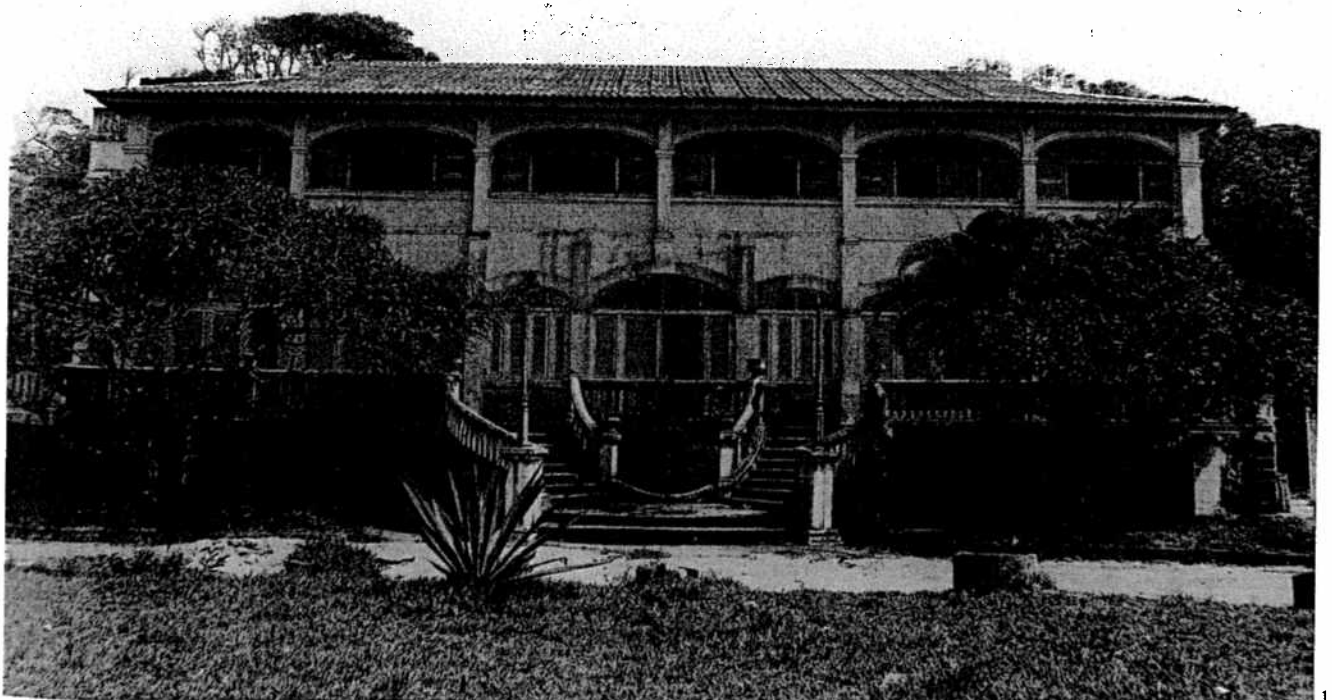
conque, témoin du passé national et par conséquent pôle d'attraction pour le tourisme. C'est le cas du vieux quartier France de Grand-Bassam ou bien du village historique de Kong qui ont fait l'objet de classement par décrets présidentiels.

Un autre point important de la nouvelle loi concerne les fouilles archéologiques. En effet, le passé le plus ancien et peut-être le plus intéressant de notre pays se trouve encore enfoui sous terre. Par conséquent les fouilles archéologiques doivent faire l'objet d'un contrôle, mais également bénéficier d'une assistance technique et financière.

Enfin, la loi prévoit des mesures de protection des biens culturels mobiliers dont les meilleures pièces seront retenues en Côte d'Ivoire en vue de la création des musées ivoiriens. La Côte d'Ivoire pourra, par la même occasion, récupérer les objets précieux indûment aliénés entre les mains de possesseurs étrangers.

LA PROTECTION PHYSIQUE DES MONUMENTS ET SITES

La protection physique du patrimoine culturel passe par plusieurs étapes: l'inventaire, l'étude, la restauration et la mise en valeur. Au sein du Ministère de la Culture, la Direction du Patrimoine Culturel est chargée de veiller à la sauvegarde de l'héritage culturel. préserver le patrimoine culturel, c'est l'empêcher de mourir, de disparaître; c'est non seulement conserver sa mémoire pour les seuls initiés, mais surtout le faire connaître au



2. Palais du Roi d'Abengourou, futur musée régional de l'Est.

3. Ancien marché de Bondoukou, futur musée des Arts et Traditions Populaires.

grand public et l'intégrer à notre société contemporaine pour assurer une certaine continuité entre les époques antérieures et la situation actuelle.

Inventaire du patrimoine architectural ivoirien

Composante physique du patrimoine culturel, l'héritage architectural ivoirien comprend deux parties: le bâti colonial et l'architecture traditionnelle ou vernaculaire.

L'architecture coloniale est représentée par l'ensemble des bâtiments de type européen construits depuis la colonisation. Il s'agit de maisons construites en briques cuites ou en parpaings avec des toitures en tuiles, évérîtes ou tôles ondulées. On rencontre ces monuments de l'architecture coloniale dans tous les anciens chefs-lieux de territoire ou de subdivision. C'est le cas notamment de Grand-Bassam, Bingerville, Abidjan, Grand-Lahou, Sassandra, Dabou San Pédro etc...

Témoins privilégiés du passé colonial de la Côte d'Ivoire, cet héritage architectural est très exposé aux intempéries, à l'accélération de l'histoire et aux transformations très rapides de l'environnement.

Ce patrimoine architectural a été entièrement inventorié et les résultats ont fait l'objet d'une publication intitulée «Architecture Coloniale en Côte d'Ivoire» (paru chez CEDA en 1985).

L'habitat traditionnel ivoirien est un habitat élaboré à partir des ressources locales en matériaux: l'argile et les végétaux; sa rusticité n'est pas sans avantages: coût nul, facilité de mise en oeuvre (tout paysan sait construire son habitat), adaptations aux structures sociales et au mode de vie, pas d'entraves aux migra-

tions individuelles ou collectives dans la recherche de nouveaux terrains, intégration parfaite à l'environnement.

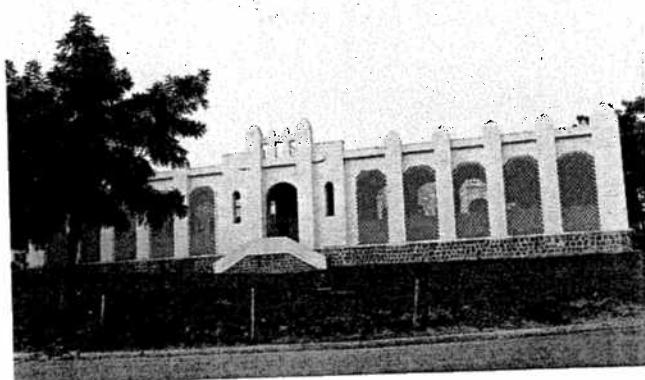
L'architecture traditionnelle doit sa richesse à sa grande diversité. Les soixante groupes ethniques qui composent la nation ivoirienne ont projeté leur conception de la vie et leur vision du monde dans des types d'habitat qui, traditionnellement, s'intégraient dans l'environnement naturel et reflétaient leur identité culturelle.

Cet habitat traditionnel se différencie selon les ethnies par la forme architecturale, l'utilisation et la mise en oeuvre des matériaux locaux d'une part, la structure sociale et familiale qu'il traduira d'autre part.

Cependant un recoupement des formes, techniques et structures sociales de l'architecture permet de distinguer une douzaine de types d'habitat traditionnel. Par exemple, le soukala lobi se différencie nettement de la maison en terrasse des dioula, tout comme la maison traditionnelle des agni-abron se distingue de l'habitat gagou.

La participation de l'habitat traditionnel au paysage naturel, comme les structures et les valeurs sociales les plus authentiques qu'il traduit, se font dans une harmonie parfaite, fruit d'une compréhension originale et intime du milieu. Cependant les mutations socio-économiques entraînent une transformation du mode d'habiter et de l'habitat lui-même. Les formes d'habitat les plus originales disparaissent ou sont déjà oubliées, cédant le terrain à l'anonyme et morne case rectangulaire à toit à double versant dont les matériaux, hier encore naturels, sont remplacés par les parpaings de ciment et le bac de toiture en aluminium.

Mais faut-il que l'amélioration légitime des conditions de vie matérielles s'accompagne nécessairement d'une dégradation ir-



4. *Maison Gbon Coulibaly à Korhogo, futur musée régional du Nord.*

réversible de l'habitat traditionnel et partant de l'environnement? Le mieux-être de la population rurale et la préservation de l'environnement ne sont pas inconciliables.

Restauration et mise en valeur du patrimoine architectural

La sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine architectural constituent une priorité pour le département chargé de la Culture. En effet, l'héritage architectural représente l'expression privilégiée de l'identité culturelle tant recherchée.

Dans le programme national de restauration des monuments une liste prioritaire a été établie en fonction des objectifs fixés. Au cours de la prochaine décennie, le Ministère chargé de la Culture se propose de créer un réseau de musées régionaux à l'intérieur de la Côte d'Ivoire, notamment à Abengourou, Bondoukou, Korhogo, Man etc... Ainsi dans chacune de ces localités, les bâtiments les plus représentatifs de l'architecture locale ont été sélectionnées et font l'objet de restauration.

A Grand-Bassam, l'ancien Palais du Gouverneur a été restauré et transformé en musée du costume et de l'habitat.

A Abengourou, l'ancien Palais des Rois de l'Indenié a été restauré et va abriter le futur musée régional de l'Est.

L'ancien marché de Bondoukou, un bel ensemble architectural de style soudano-sahélien, restauré depuis 1988, est en cours d'aménagement en musée des arts et traditions populaires.

Quant au futur musée régional du Nord, il sera installé à

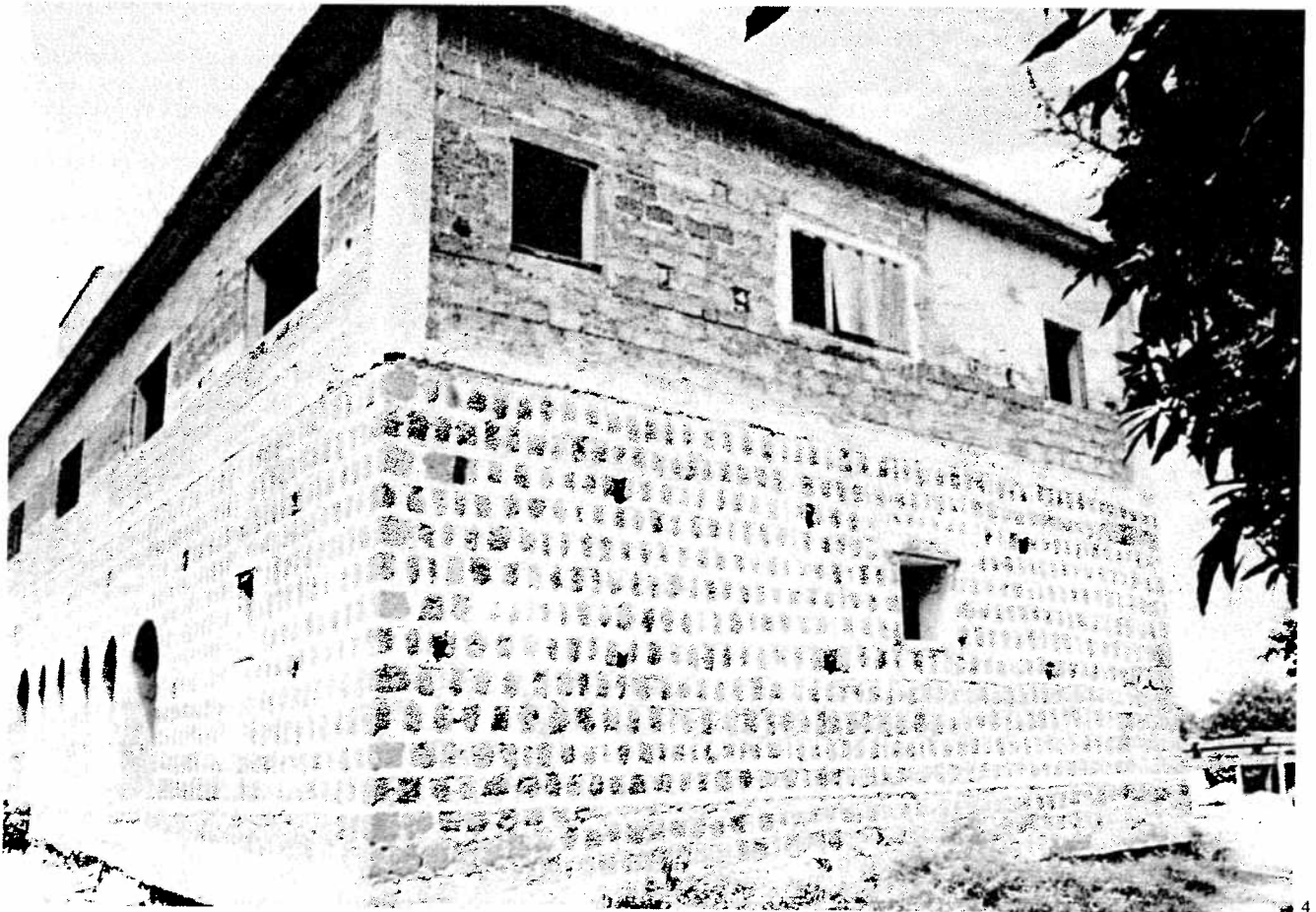
Korhogo dans le palais du Patriarche Gbon Coulibaly, un magnifique édifice qui était en ruine et qui a été entièrement restauré par le Ministère de la Culture.

Ce programme de restauration et de création de musée sera poursuivi au cours des prochaines années. L'objectif est de doter chaque chef-lieu des grandes aires culturelles de la Côte d'Ivoire, d'un musée régional.

CONCLUSION

Malgré sa richesse, le patrimoine culturel ivoirien subit une dégradation très accélérée. La domination coloniale avait déclenché ce mouvement qui est loin de s'arrêter même après l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Il est donc urgent de protéger et de mettre en valeur ce riche patrimoine. En plus des mesures juridiques, des moyens conséquents devront être dégagés pour la lutte contre la dégradation de notre héritage culturel.

Protéger ce patrimoine, c'est l'empêcher de mourir, de disparaître. C'est non seulement conserver sa mémoire pour les seuls initiés que sont les architectes, historiens ou urbanistes, mais surtout le faire connaître au grand public et l'intégrer à la société contemporaine pour assurer une continuité entre le passé et le présent.



TOO MANY VISITORS?

Angus Stirling

Director-General of the National Trust, U.K.

Trop de touristes? Peut-être faut-il d'abord chercher à définir ce phénomène pour mieux le circonscrire. Tourisme de plaisir ou tourisme culturel? Les différents types de tourisme (intellectuel, physique, d'éducation...) ont des impacts économiques différents sur les lieux de visite. Chaque site possède sa propre capacité de recevoir des visiteurs. Si cette potentialité est régulièrement dépassée, une dégradation ou même une éventuelle destruction du lieu est inévitable. La société actuelle rendant le voyage chaque jour plus accessible (mobilité croissante, amélioration et modernisation des modes de transport, facilités économiques, etc.) le tourisme croît rapidement. Ce phénomène grandit non seulement en nombre de visiteurs mais également dans sa diversité géographique: les lieux les plus reculés de la planète deviennent maintenant les derniers lieux d'aventure et d'exploration touristique «à la mode». Quant aux lieux traditionnels de tourisme, leur état de dégradation est tel que les dégâts s'étendent bien au-delà de leur environnement proche. Il est aujourd'hui nécessaire de faire la distinction entre le désir de satisfaction «immédiate» des masses et la prise de conscience de la valeur du monument et de l'esprit d'un lieu. Le but recherché est donc le juste équilibre entre le nombre de visiteurs et sa compatibilité avec le caractère du site visité. Les solutions envisagées par l'auteur (avec exemples à l'appui) sont des mesures qui, tout en facilitant les accès, permettent un meilleur contrôle. Ces mesures pourraient être à l'origine de l'établissement d'un «code international» des pratiques que les responsables de tous niveaux devraient mettre en application en vue d'une meilleure stratégie de la conservation.

Hay demasiados turistas? Para circunscribir mejor este fenómeno, deberíamos primero tratar de definirlo. ¿Turismo de placer o turismo cultural? Los diferentes tipos de turismo (intelectual, físico, de educación...) tienen impactos económicos diferentes en los lugares visitados. Cada sitio posee su propia capacidad para recibir visitantes. Si se sobrepasa regularmente esta potencialidad, resulta inevitable una degradación o incluso una eventual destrucción del lugar. El turismo crece rápidamente, dado que la sociedad actual hace que los viajes sean cada día más accesibles (movilidad creciente, mejora y modernización de los medios de transporte, facilidades económicas, etc.). Este fenómeno crece no sólo en el número de visitantes sino también en su diversidad geográfica: los lugares más remotos del planeta se han convertido hoy en los últimos lugares de aventura y de exploración turística «de moda». En cuanto a los lugares tradicionales del turismo, se encuentran en tal estado de degradación que los daños se extienden mucho más allá de su entorno inmediato. En la actualidad, es necesario establecer una distinción entre el deseo de satisfacción «inmediata» de las masas y la toma de conciencia del valor del monumento y del espíritu de un lugar. En consecuencia, el fin que se persigue es el justo equilibrio entre el número de visitantes y su compatibilidad con el carácter del sitio visitado. Las soluciones que propone en autor (con varios ejemplos) son medidas que permiten un mejor control, facilitando al mismo tiempo el acceso. Estas medidas podrían constituir el núcleo de un «código internacional» de las prácticas que deberían poner en vigencia los responsables de todos los niveles para aplicar una mejor estrategia de la conservación.

Too many visitors? To float the question is voluntarily to throw oneself to the lions.

Is not every one of us a tourist: one—in the definition of the Oxford English Dictionary—“who travels for pleasure or culture, visiting a number of places for their objects of interest, scenery or the like?”.

Who are we to say there are too many? Shall we stop travelling, or dare to tell others they should not travel? Or is it possible that we need do neither of those things, so long as we exercise some restraint over the way we exercise our so-called “right” to travel?

To travel in search of the infinite pleasures and perils of this world, to find self-fulfilment in its wonders is an instinct as old as mankind.

Few would agree with Socrates that “see one promontory, one mountain, one sea, one river and see all”. If we are not all Marco Polos, most people have their own ideal pursued as tourists, be it to relax on their nearest beach or to see the Taj Mahal. The human urge to set forth to another place, to indulge in every virtue and vice known to man, to stretch the mind and body, to swim and climb, to paint and to write, to revel in the unfamiliar and perhaps just to watch the world go by is one of the most powerful known to us. And that urge has come to be harnessed to the concept of travel as one of the fundamental “rights”: a touchstone of a free society—just as to be forbidden to travel is a hallmark of living under a tyranny.

The desire and the freedom to travel need only to be fuelled by ready money, allied to cheap, efficient transport and services to become the mainspring of the world's second largest form of economic activity: tourism.

No practical solution to the question of too many visitors will be found unless the nature of tourism is understood. It is truly Beauty and the Beast, creator and destroyer, and both halves of its Janus-like countenance must be seen for what they are.

First, the benign aspect. The tourist industry earned for this country £ 14 billion in 1988. The BTA's Strategy for Growth aims to raise that figure to £ 24 billion by 1994. Last year 1.4 million people were employed in tourist-related industries. Britain is fifth in the world tourism league, behind Spain, the U.S., France and Italy. The Countryside Commission has calculated that some £ 3,200 million was spent by British and overseas visitors staying in rural areas in 1986. This could increase by 60 per cent by the end of the century.

The beneficiary of tourism, as a major contributor to the annual exchequer, is the nation itself; and the benefits are not only indirect. In some parts of Britain, especially remote rural

1. *Kits Coty House, Maidstone, Kent (United Kingdom). The stone burial chamber of a long removed barrow was a well visited 19th-century tourist attraction. Local antiquarians sought to protect the monument from vandalism on public holidays but it was ultimately protected by the Government's intervention. General Pitt-Rivers, the*

first Inspector of Ancient Monuments advised that cast iron railings be erected and £ 100 was spent in 1883—the first application of public funds for protection under the country's first legislation for monument conservation, the Ancient Monuments Act 1882.

Troppi turisti? Per meglio circoscrivere tale fenomeno dobbiamo in primo luogo cercare di definirlo. Turismo di piacere o turismo culturale? I differenti tipi di turismo (intellettuale, fisico, educativo...) hanno impatti economici differenti nei luoghi della visita. Ogni sito possiede una sua propria capacità di accogliere i visitatori. Se questa potenzialità è regolarmente oltrepassata, il degrado o anche l'eventuale distruzione dei luoghi sono inevitabili. Il turismo cresce rapidamente, considerato che la società attuale rende il viaggio ogni giorno più accessibile (mobilità crescente, miglioramento e modernizzazione dei mezzi di trasporto, facilitazioni economiche, ecc.). Questo fenomeno aumenta non solo nel numero di visitatori ma ugualmente nella sua diversità geografica: i luoghi più remoti del pianeta si sono convertiti oggi negli ultimi luoghi di avventura e di esplorazione turistica «alla moda». Quanto ai luoghi tradizionali di turismo, il loro stato di degrado è tale che i danni si estendono molto al di là del loro intorno immediato. È oggi necessario distinguere tra il desiderio di soddisfazione «immediata» delle masse e la presa di coscienza del valore del monumento e dello spirito di un luogo. Lo scopo è quello di raggiungere il giusto equilibrio tra il numero di visitatori e la compatibilità con il carattere del sito visitato. Le soluzioni proposte dall'autore (con vari esempi) sono misure che permettono un miglior controllo, facilitando al tempo stesso l'accesso. Tali misure potrebbero costituire il nucleo di un «codice internazionale» di comportamento che i responsabili, a tutti i livelli, dovrebbero applicare in vista di una migliore strategia della conservazione.

areas, tourism may be the only reliable source of potential prosperity sufficient to keep the local economy on its feet, and provider of jobs in the community.

Tourist-related activities are, if not the bedrock, at least an indispensable ingredient in the regeneration of our northern cities such as Halifax—a city of which the artist Edward Wadsworth once said: “It’s like Hell, isn’t it?” but now witnessing an inspiring renaissance after years of post-industrial decline.

The tourist industry has been a catalyst, and sometimes a direct stimulus, for better hotels and restaurants, and for the restoration of historic buildings. It is frequently tourism which props up our cathedrals and historic towns, and those which have no obvious focus of attraction are busy trying to manufacture one from less promising material.

The National Trust owes much to the tourist industry and regards itself in many respects as part of it. The annual income from visitors is a vitally important part of our budget (as it is for the Historic Houses Association). We warmly appreciate the contribution and co-operation of the tourist boards, and the travel trade with whom the Trust has worked for many years. They have contributed to the provision of restaurants and facilities of high quality for the enjoyment of our visitors, and to the promotion of our houses and gardens in particular.

In poorer countries, such as India, the importance of tourism is even greater, and the potential hardly tapped. Not only can



2. Roman Amphitheatre, Caerleon, Gwent, S. Wales (United Kingdom). The young visitor stands over and looks at a sign which ironically reads "visitors are requested not to walk over masonry and stairways".

3. Floor damage. The stippled effect on the timber floor boards is caused by the high point loads from ladies' stiletto high beeled shoes.

the traveller provide a desperately needed source of national income, but the will to protect countless otherwise neglected, decaying sites of great historic value is often stirred only when the authorities realise that it is this inheritance alone which provides a key to new sources of income to feed and educate the people.

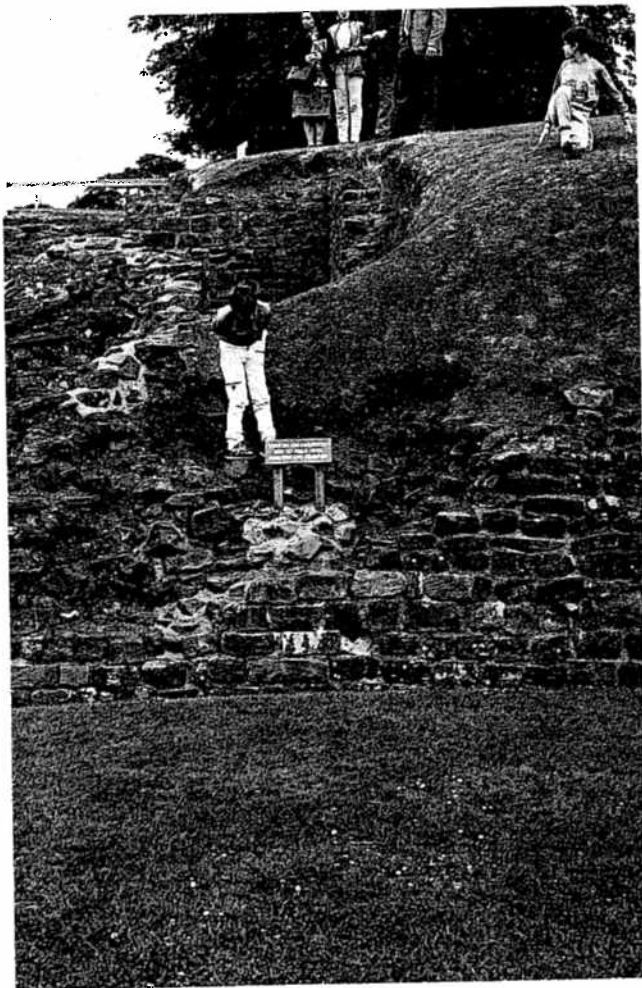
When I first visited India in 1983, it was the fledgling tourist office in Jirpur that was making all the running in persuading the state Government of the merits of conservation in Rajasthan—now epitomised by the famous imperial steel railway tour to the cities of the former princes. In Third World countries, tourism is often the principal, indeed the only engine which sustains the conservation movement. Conversely in countries where tourism cannot flourish and the economy is weak, historic buildings and monuments are left to decay.

Neglect, however, can be a better friend to conservation than the over-zealous attentions of an affluent tourist industry. Alongside the immense benefits of the tourist industry go immense threats. The desire to travel and the means to do so feed upon each other. The industry creates wealth and jobs, but it also creates entrenched vested interests—hotel chains, transport conglomerates, leisure trade operators—which depend for their

success on an ever increasing share of a highly competitive market. Anything other than a rising trend of visitors and income spells failure in the market place, and the result is an inexorable ratchet effect of more and more development, both to generate and then to satisfy more and more visitors. Thus the industry as a whole is not, as it would have us believe, merely providing a fine service to fulfill the laws of supply and demand: an important part of its dynamic comes from internal, financial imperatives which are self-generating and allow of little, if any, constraining influences. Moreover, the remit of national tourist agencies, including those in the UK, is one which focuses on taking maximum advantage of the economic potential of the market.

In the latest Annual Report of the BTA and the ETB there is an almost frenetic emphasis on growth. Their purposes are expressed entirely in terms of promotion, development, increasing market share. It is true that "quality" and "excellence" are referred to as important goals, but only as the essential levers by which fresh arithmetical heights can be scaled.

There is no attempt to lay out the criteria on which quality is to rest. Nothing in these reports suggests that the quality of the touristic experience may depend crucially on balancing, on



the one hand the demands of the visitor and of market forces with, on the other, the integrity of their chosen goal, whether it is Tower of London or a small beach in Cornwall.

The consequences of an uncritical pursuit of tourist growth are now beginning to come home to roost. Two conclusions can be drawn. First, there is no object of a traveller's curiosity, be

4. *Wear and Staining. At the Doge's Palace, Venice: damage to a timber panelled wall due to excessive use of the integral wall seat. Here shoulder blades have worn light coloured horizontal patches across the woodwork whilst above, the dark horizontal stain is from hair grease.*

itive
nd in-
an in-
both
Thus
erely
nand:
finan-
little,
tional
xuses
of the

it a city, an art gallery, a church, a country house, an island, a beach, a river, a nature reserve or even a mountain range that does not have its own threshold beyond which visitor numbers will begin to take physical toll of structure, fabric, and ultimately of the spirit of the place.

Secondly, long before the threshold of destruction is reached, there is another threshold; beyond it visitor numbers will be such as to diminish the quality of experience for everyone; and, more importantly, the quality of life of the local community will begin to deteriorate. These principles apply equally to buildings and to the natural environment.

It is well known that the famous classical monuments of Ancient Greece, above all the Parthenon, have been prostituted in the name of tourism. The plight of Venice, at times choked to a standstill by visitors, is notorious. In the Red Fort in Delhi I have seen tourists prising out the precious stone inlay with impunity; the marble is heavily defaced in places with graffiti. Over the past five years this marvellous building has deteriorated grievously under the unsupervised number of visitors. In Granada a visit to the Alhambra even on a cold wet day in Spring is a miserable crawl with unlimited numbers of coach parties; children scrawl over the arabic carving in felt pens

and nobody says them nay. Florence is now so battered, dirty and degraded, many of its renowned works of art taken from the places for which they were created, that a visit there in high summer is a questionable pleasure. The warm Mediterranean coasts of Spain, France, Italy, Sicily and Greece have had their beauty raped by the sheer greed of a cheap and now satiated market. The same is happening in Turkey, in spite of the lessons of the Costa Brava.

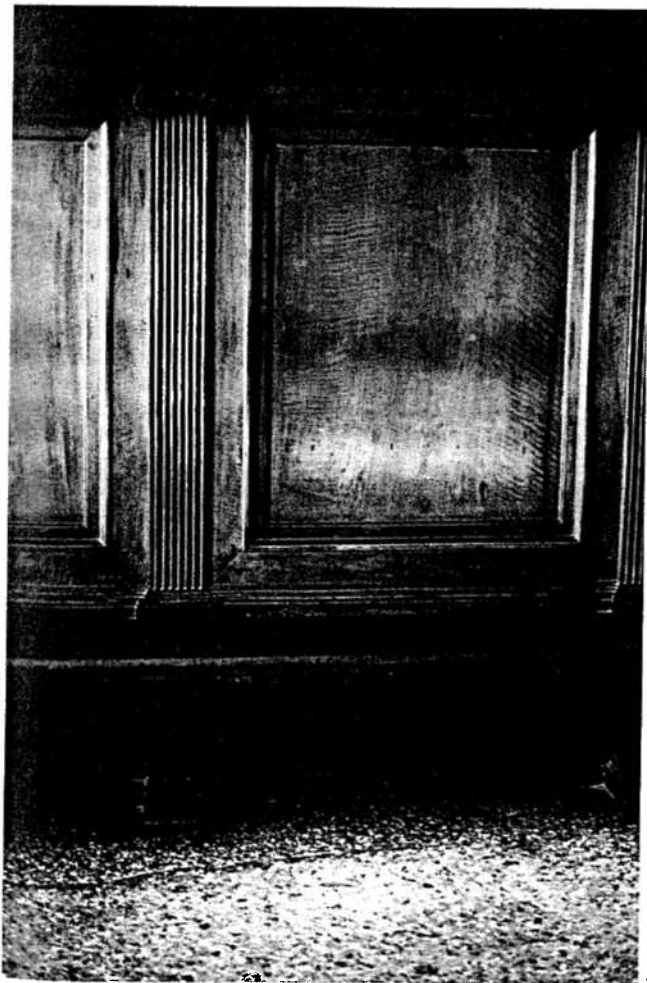
Hardly a month passes without news of the worrying effects of the endless search of travellers for new experiences, and for some relief from the shuffling queues and frustrations of overcrowded Europe. Increasingly, these reports are being underpinned by scientific research. One of the earliest examples was the discovery of the adverse effects of constant visiting on the atmospheric conditions within the cave at Lascaux, causing subtle changes in the atmosphere leading to the corrosion, and eventual disintegration of the prehistoric cave paintings. The cave was closed in the 1950's, and all but qualified specialists now see replicas which have been sited nearby.

In Kenya, there is concern for the cheetah. Because it hunts during the day, this animal is so harassed by tourists that its feeding and breeding cycle is now being seriously interfered with. A cheetah with its kill is like a visit to a busy photographic studio. So disoriented are the creatures that the cubs cannot learn to hunt and are dying in unusual numbers.

The tourist industry brings £ 270 million a year to Kenya alone. Amboseli, one of the country's most celebrated reserves, receives 150,000 visitors a number rising by 15 to 20 per cent a year. Disturbance of the game is guaranteed; the reserves of East Africa have reached saturation point, and the very object of a visit—the wild life—is threatened because of it.

A similar story can be told by many of the once remote wildernesses, now rapidly becoming the play-grounds of the tourist. In the narrow paths of the Himalayas, and even the wastes of Antarctica there are complaints of the surging tide of unthinking commercialism and its disastrous effects on natural history, and on the centuries—old rhythm of community life.

The Alps are under siege from tourism. Juxtaposed with high-tech western problems—proliferating motorways, pollution, ski runs and apartment blocks—are the incipient depredations of the Third World—deforestation, arid landscapes, natural disaster. Villages are locked into a spiral of increasing development to attract more holiday makers, which in turn leads to more development to maintain ascendancy over competing resorts.



forces
ether
rowth
is can
ty, be

5. Staining. An eighteenth-century brass door handle. But note the dark circular stain around it on the wood, the result of hand grease attracting dirt.

If the threat of too many visitors is at its most vivid in the artistic capitals and resorts of the European continent, there is no reason for complacency at home. Neither transport nor services in London can adequately cope with the armies of tourists that now come to us in the height of the season. Spreading the season results in that failure being noticeable for a longer period each year.

Overcrowding is responsible for wearing down fabric and precious monuments—for example in Westminster Abbey, St Paul's Cathedral and here at Canterbury—as meticulously shown at last year's seminar organised by Icomos and English Heritage. No historic city or town is without its problems on how to reconcile the need for revenue provided by tourists on the one hand, and on the other the essential task of controlling the invasion. Some of the college authorities at Oxford and Cambridge are at a loss to know how to cope with the influx of coach loads of tourists who descend like a tidal wave, to the inevitable disruption at times of the purposes for which the colleges exist.

Nor do the open spaces escape. In the Lake District, in the Peak District and in Snowdonia tourism is now creating problems of huge complexity, eroding the ancient trackways, and generating more traffic, roads, hotels, time-share complexes,



marinas, leisure facilities, signs, car parks—in short an ever-increasing incursion into the countryside of urban amenities which tend to conflict with the very qualities which draw people to travel in the first place.

When faced with the problem of excessive visitors, many authorities seize on the fact that the pressure is at its highest in the summer season; accordingly they promulgate the “spreading” solution, that is a massive marketing exercise to persuade visitors to change their plans in time and space; instead of being trampled on in Westminster Abbey in July, why not go and trample on Herriot's Yorkshire in October, and sample the secret mysteries of long lost Tennyson's Lincolnshire on the way?

Clearly it makes some sense if people who would otherwise have smelled an intolerable crowd in Summer can be induced to be part of a more moderate one in a less heavily-visited area. But as an effective solution on its own, the theory of spread is a dangerous illusion. The tourist industry's marketing machine invariably promotes the new, relatively unvisited areas for all they are worth, and the sheer volume of visitors which represent their revenue targets makes it very likely that eventually the saturation of the Lake District today will be found on the Yorkshire Moors tomorrow. If this seems exaggerated, reflect on the fact that the Yorkshire Moors National Park now has 10 to 11 million visitors a year, rising fast.

If I have emphasized the darker aspects of tourism it is because I believe that unless there is a concerted effort on the part of all governments and responsible authorities involved in tourism to face up to them, and to lend their own legislative and practical determination to solutions, the heritage on which tourism depends will be irreversibly degraded, if not destroyed.

Contemplation of the statistical forecasts can only reinforce that view. The World Tourism Organisation forecasts a doubling of the numbers travelling the world by the millenium from 300 to 600 million, probably a conservative estimate. The population of Eastern Europe, Russia, China, Korea, India and Brazil, have yet to make a significant impact on the world market. Even Japan is still, in this context, a sleeping giant: only 9 million Japanese travel abroad, compared with 30 million British. This is increasing by 15 per cent a year; if the same proportion of Japanese were to travel abroad as the British there would be 60 million Japanese heading for cultural centres that are already in danger of being crushed by weight of numbers.

In their evidence to the Select Committee on Employment

earlier this year the Department of Employment set out the likely trends for the growth of tourism in rural areas. The emphasis was on the potential for further expansion. The Department had a number of suggestions on specific developments which, they said, could be realised "in harmony with the environment".

All of them were of a kind designed to cater for growth, indeed to encourage it. They included camping and caravan sites, large-scale holiday villages, golf courses, theme parks, expansion of accommodation and of greater potential at historic houses, wildlife attractions. The possibility of local resistance to such schemes was swept aside in a single sentence by claiming the overriding benefit of increased jobs and economic prosperity.

This submission is characteristic of almost all the advice and recommendations now coming forward from official agencies. The theme is invariably one of expansion which is accommodated rather than controlled; and it is customary to give an obligatory, but all too often ineffectual nod in the direction of the environment.

The truth is that so powerful is the market economy of tourism that there is insufficient will as yet to address a problem which may still be put off for a few years. This may be typical British pragmatism but it is bad stewardship; more to the point, it is self-defeating, because it does nothing to protect the assets on which the industry depends. It is plainly wrong on all counts that an industry which can bring to bear such powerful economic and social influences should be allowed to operate free of the physical and social restraint which applies to other sectors of the economy.

Fortunately we are not without guidance. Recent international conferences here and abroad, including those under the distinguished auspices of Icomos, have shown that a great deal of intellectual effort and practical skill is now being applied to bring about a more harmonious marriage between tourism and conservation. At the Conference in Basle in 1985 we learnt of exemplary schemes in many countries including Mexico, Kenya, Turkey, Yugoslavia and Germany. In our own country many historic towns—York, Cambridge, Chester, Bath, to mention only a few—have developed, often with meagre resources, strategies aimed at enhancing the experience of visitors and protecting the architecture and city environment.

National Parks and Local authorities are making efforts to address the problem. To give a few scattered examples: Devon County Council incorporated a policy for its coastline into its structure plan aimed at providing a consistent degree of protection among its five maritime district councils. The

National Trust itself is working closely with South Shields District council, (and with others) on potential tourist development and the protection of the coast. Berwick Borough Council (including the Cheviot Hills and the Farne Islands) has announced its intention of sponsoring a sustainable Tourism Strategy. And in the Brid Valley in Dorset tourism and community interests are working together to support rural services as part of a green tourism plan.

There are also rapid advances in conservation management which has a vital role in relation to tourism. Modern scientific research and equipment has led to vastly improved techniques of "preventive conservation" aimed at slowing the rate of decay of stone, metal, wood, canvas and textile in historic houses through control of humidity, light and dirt. The National Trust's Manual of Housekeeping proved a best seller and has sold in more than a dozen countries.

In the countryside methods of restoring eroded areas and repairing worn footpaths have been developed by the National Trust, the Countryside Commission and the National Parks. These examples are, however, but the fractured corners of a jigsaw without the rest of the pieces. They can make only a marginal impact on the insistent pressure of too many visitors unless they are co-ordinated and guided by a much more comprehensive policy. It is to this wider horizon that I now want to turn.

If we are to resolve the dilemma of too many visitors, sentiment will prove a false ally. It may be that tourism is changing time-honoured patterns of life and spoiling the tranquillity once enjoyed by the privileged few; but it is also bringing money, jobs, health education and pleasure to those who might otherwise be denied these things. Tourism cannot be slowed, let alone halted, just for the sake of history. In seeking to deduce principles on which to build, I want to start with the presumption that freedom to travel must be upheld. If we believe in the life-enhancing experience of travel, then to adopt measures which would effectively deny access to it by any section of the population would be unacceptable.

But that freedom is not absolute. Nor does it bestow the arrogant assumption that we have a right to act as we please regardless of harmful consequences, for the reasons already given the benefit of travel diminishes on account of the destructive effect of over visiting on the places to which access is sought. It follows that steps are needed to prevent over visiting occurring to such an extent that devaluation becomes both inevitable and progressive.

The aim must be to develop a strategy which not only respects, but positively reinforces three essential components

6. *Limited Solution? Heavy duty elasticated canvas fabric overshoes with felt soles to protect valuable floors. But what about the logistics of storage, security, the provision of a tourists changing room, hygiene, cleaning, wear on the overshoe, durability, repair and maintenance?*

of tourism, interdependent and equal in their importance. They are:

- a. enjoyment and recreation of the visitor;
- b. conservation of indigenous life, beauty and character of place visited;
- c. the maximum economic return consistent with a. and b.

If these goals are relatively easily agreed upon, the path to finding a true, workable balance between them is much more arduous. We must look for sign posts, and not be blind to their instructions when we find them.

First, conservation must be twinned with tourism. They should be two sides of the same coin, and the remit of all tourist agencies and tourist promotion schemes should reflect that marriage.

It is vital in this debate that the concept of conservation is understood to refer to the total environment. It is a positive and creative philosophy that serves people who live and work in a place, not just those who fleetingly derive pleasure from it. Conservation must include both natural and man-made resources available to society for the satisfaction of its needs.



In this sense it can only be realised if it is built into development policies and programmes which relate to the needs of people and the environment in which they live, whether as residents or visitors.

It is in this context that we are beginning to learn that if tourism is to fulfill its potential in buttressing, rather than undermining, local culture and heritage then the infrastructure which supports it should be provided for the specific benefit of the residents of the area as well as for tourists. The seeds of disintegration of a place can often be found in a fundamental separation of the tourism culture from the local one. Nowhere is the dichotomy clearer than in the upland moors where unrivalled scenery provides recreation for millions, but sheer numbers threaten the ability of sheep farmers to conduct their daily business.

If the long term interests of the local community, and all that it has to offer the traveller, are fully taken into account in evaluating the facilities required for tourism, (including basic services such as housing, sewage, water, food) then there is less chance that destruction or over-use of the total environment will result. Indeed, it is essential that the investment made in tourism should be responsive to the needs of the local community without sacrificing environmental and cultural quality. A considerable proportion of the revenues earned by tourist-related industries should be ploughed back specifically to support conservation and environmental needs.

A further essential ingredient in the process of integrating tourism with the local community is education. Tourists, particularly those on day visits organised by the package tour enterprises, all too often have no conception of local traditions or culture, or of the potential impact of their visit upon them and vice versa.

Even the most sophisticated harmonisation of local and tourist investment needs, and careful attention to design and quality of amenities will not alone suffice. A nation's most precious monuments and most beautiful natural resources are still liable to be overwhelmed by numbers and pollution unless some limits upon them are set.

Any analysis of cost/benefit in relation to tourism projects should include a measurement of the capacity of a town or beauty spot to absorb visitors without progressive and ultimately permanent damage to its integrity. Difficult though the consequent solutions undoubtedly are, ways have to be devised to keep within the limits defined by sound conservation policy.

I can perhaps illustrate this by analogy with the National Trust which is increasingly seeking to establish through visitor

research accurate data on the exact pattern of visiting at its historic houses. In this way we seek to ascertain the season and the time when the pressure is greatest, and to establish tolerance levels for the house, its contents, and garden. It is possible then to tailor our visitor strategy to try and keep within those levels.

Response authorities need the courage and the forethought to restrict, and in sensitive areas to prohibit, visiting motor vehicles from entering and parking in the heart of historic towns. Such controls obviously present greater difficulties in the countryside, but I believe the day must come when restraints are placed on the parking of vehicles along every roadside and track in heavily visited country such as the Laka District.

A booking system related to the capacity of an historic site, particularly for the short-term coach trips of mass tourism, is urgently required, however unpalatable to operators that would be in the short term. Such a policy should, to be practical and acceptable, be accompanied by a deliberate investment in other crucial services already referred to. Both the diagnosis and the cure should always be closely associated with the spirit of the place and the need to sustain its character and its life. Quality in this context means not only high standards, but strict control of development, and the wisdom to see that manmade intrusion into wild places of great natural beauty must be treated with utmost caution.

If these principles are to have any chance of working, a policy for tourism must address the situation at international, national, regional and local level. It must have sufficient consistency for its various parts to reinforce the whole. The nature of travel dictates that no single country can resolve the question of too many visitors on its own. It requires a generous and perhaps unprecedented act of international understanding and co-operation and this must be a major objective for the European Community. It is indeed integral to all social and economic policy-making in which environmental concerns rightly play a vital part.

To sum up, conservation and tourism must be approached with a much wider perspective and a more coherent policy than we have so far managed in Britain. Separated, tourism and conservation are like Montagu and Capulet; but together they can complement each other with tangible rewards.

“Green” or “Cultural” tourism are meaningless concepts unless they are underpinned by a rigorous combination of principles which are followed with determination, professionalism and intellectual honesty. A code of practice which embodies these objectives would, if widely adopted across national boundaries, offer the best chance of reconciling tourism and conservation, and of co-ordinating efforts to that end which are now far too fragmentary. Such a code should, I suggest, look something like this:

1. Comprehensive tourist development plans are essential as the pre-condition for developing any tourist potential.

2. It should be a fundamental principle of any tourist development plan that both conservation, in its widest sense, and tourism benefit from it. This principle should be part of the constitutional purpose of all national tourist agencies, and of local authority tourism and recreation departments.

3. A significant proportion of revenue earned from tourism should be applied for the benefit of conservation, both nationally and regionally.

4. The best long-term interests of the people living and working in any host community should be the primary determining factor in selecting options for tourist development.

5. Educational programmes should assist and invite tourists to respect and understand the local way of life, culture, history and religion. Tourism policy should take these factors into account.

6. The design of buildings, sites and transport systems should minimize the potentially harmful visual effects of tourism. Pollution controls should be built in to all forms of infrastructure. Where sites of great natural beauty are concerned the intrusion of man-made structures should be avoided if possible.

7. Good management should define the level of acceptable tourism development and provide controls to maintain that level.

Freya Stark, one of the great travellers and travel writers of our time, has written of the “sudden childish delight” which comes at rare moments when, as travellers, we can achieve a complete unconscious unity with a place—with its people, architecture, animals, trees or rocks, or days and nights in their mere progression.

Such unity is surely what enhances the spirit and makes all true travel worth while. It will be forever inaccessible unless the need for prudent moderation of this kind in tourism is not merely acknowledged, but acted upon.

LA 9^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DE L'ICOMOS

Claude Jaccottet

Président du Comité national Suisse de l'Icomos

VISITES TECHNIQUES

Les premières inscriptions pour l'Assemblée Générale nous sont parvenues et nous attendons les autres en espérant que chacun prendra garde au fait que les délais approchent et qu'il convient d'en tenir compte: cinq mois nous séparent de l'ouverture de l'Assemblée Générale et du colloque.

Le programme détaillé et définitif des réunions est en préparation et sera remis à chacun des participants au moment de son arrivée et de son inscription au centre d'accueil situé à l'entrée du Palais de Beaulieu où se dérouleront les réunions de l'Assemblée Générale et du colloque international.

Dans notre dernier article *Icomos Information* n° 1/1990, nous avons donné une description des tours post-assemblée. Il reste à parler des visites techniques liées au colloque et qui auront lieu le mardi 9 octobre. Pour faciliter les déplacements, les repas et surtout les discussions dans les monuments visités, les groupes participant le lundi aux débats des trois sous-thèmes, «Bilan et Avenir», «Charte de Venise» et «Expérience et Formation», seront divisés chacun en deux groupes et il y aura donc six itinéraires de visites qui sont brièvement décrits ci-après:

Itinéraire 1:

Moudon: dans la ville dominée par le quartier du Vieux Bourg, l'église Saint-Etienne est l'un des édifices religieux les plus intéressants du canton de Vaud (13-18^{ème} siècle) dont la restauration illustre l'évolution des principes d'intervention.

Estavayer: bâtie sur un éperon rocheux dominant le lac de Neuchâtel, conserve un ensemble remarquable formé par l'enceinte, les portes et le château du 15^{ème} siècle. La collégiale Saint-Laurent, édifiée entre le 14^{ème} et le 16^{ème} siècle, a été restaurée selon les directives de la Charte de Venise.

Payeme: l'abbatiale est l'un des monuments religieux les plus représentatifs de la période préromane en Suisse avec son architecture de type clunisien bicolore grise et jaune et ses chapiteaux du milieu du 11^{ème} siècle. Situé au nord-est du canton de Vaud, le canton de Fribourg est le plus ancien canton bilingue à être entré dans la Confédération helvétique. Il possède un nombre important de villes de petite ou moyenne importance fondées pour la plupart à l'époque romane ou gothique. La ville de **Fribourg:** enserrée dans les méandres de la Sarine, offre aux visiteurs l'un des ensembles urbains les plus authentiques de Suisse où, cependant les problèmes de conservation sont rendus particulièrement complexes par la nature du matériau de construction, la pierre de molasse, qui est très friable. De la chapelle baroque de Notre-Dame de Lorette, on découvre entre autre, les beaux monuments que sont: la cathédrale

Saint-Nicolas, la basilique Notre-Dame, l'Hôtel de Ville (14^{ème} et 17^{ème} siècle). L'église Saint-Michel rappelle l'importance qu'a eu la Contre-réforme dans cette région.

Itinéraire 2:

Bulle: la grande place où se tiennent régulièrement les foires agricoles occupe le centre d'un rectangle dont le côté sud est marqué par la présence du château à plan carré de type savoyard. Toute proche, l'église des Capucins conserve un rétable baroque.

A quelques kilomètres de là, la petite ville de **Gruyères** fortifiée sur sa colline, rappelle qu'elle fut la capitale d'une importante région rurale (fromage). Le château des comtes est transformé en musée.

Grandvillard, ce village est particulièrement intéressant pour la qualité de ses nombreuses constructions vernaculaires et par son église, témoin du renouveau architectural au début du 20^{ème} siècle.

La journée se terminera par la visite de l'abbaye cistercienne de **Hauterive** connue pour ses vitraux et ses stalles (13^{ème}-18^{ème} siècle) et par un tour rapide de la ville de **Fribourg.**

Itinéraire 3:

Départ de Lausanne pour **Romainmôtier**, la route passe par **la Sarraz** où furent créées en 1928 les Ciam par le Corbusier et les maîtres des mouvements internationaux dans le remarquable château du 14^{ème}-15^{ème} siècle. L'actuelle abbaye de Romainmôtier, fondé au 5^{ème} siècle au pied du Jura, a été construite entre le 11^{ème} et le 14^{ème} siècle, sous l'influence de Cluny. La restauration dont elle a été l'objet au début du 20^{ème} siècle est exemplaire pour cette époque. Le bourg est, quant à lui, en cours de restauration depuis plus de vingt ans.

Près d'**Orbe**, le site de **Boscéaz** conserve l'ensemble de mosaïques romaines le plus important de Suisse. Depuis leur découverte en 1841, elles sont protégées in situ.

Fondée à l'époque romaine, la ville d'**Yverdon** construite essentiellement en pierre calcaire jaune du Jura, conserve un château sur plan carré de type dit «savoyard» qui borde à l'est la théâtrale place du château. La façade du temple, oeuvre de Jean-Michel Billon (1711), est l'un des exemples les plus élaborés du baroque protestant en Suisse.

Ensemble fort bien conservé, la petite ville du **landeron** a su conserver son plan initial du 14^{ème} siècle et plusieurs édifices intéressants du 15^{ème} au 18^{ème} siècle.

Capitale du canton du même nom, **Neuchâtel** offre entre autre à l'attention du visiteur son Hôtel-de-Ville, chef d'oeu-

1. Estavayer-le-Lac, Canton de Vaud. Collégiale
14ème-16ème siècle, façade ouest.

vre du néo-classicisme (18ème siècle) et le château du 12ème siècle. La collégiale, construite dès le 12ème siècle, fut rénovée en 1867-1870 et fera prochainement l'objet d'une restauration. Quelques hôtels particuliers, tel que l'hôtel des Halles ou l'hôtel du Pyrou, sont dignes d'intérêt.

Itinéraire 4:

Payerne, dont l'abbatiale est l'un des édifices religieux les plus significatifs de la période préromane en Suisse avec son architecture de type clunisien bicolore, grise et jaune, et ses chapiteaux du milieu du 11ème siècle.

Capitale de l'Helvétie romaine, *Avenches* offre non seulement ses ruines imposantes, tels que l'amphithéâtre et l'enceinte de la ville, mais aussi un château renaissance parmi les plus remarquables de Suisse.

Dominant le lac du même nom, la ville de *Morat*, célèbre pour la bataille qui opposa, en 1476, le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, aux cantons suisses, a conservé son enceinte médiévale et de nombreux édifices caractéristiques du 16ème et 17ème siècle.

Le tour s'achève à *Neuchâtel*.

Itinéraire 5:

Saint-Maurice: sur le lieu du martyr de la légion thébaine, des édifices se succédèrent du 4ème au 18ème siècle. Le clocher roman, détruit par une chute de rochers, a subi une anastylose au milieu du 20ème siècle. Trésor remarquable.

Le bourg médiéval bien conservé de *Loèche* présente un mélange d'architecture vernaculaire et patricienne. L'église Saint-Etienne (16ème siècle), le château épiscopal, la tour du vidomme et la maison de Werra sont dignes d'attention.

Dominant le bourg de *Sierre*, qui a pris depuis un quart de siècle des allures de cité moderne, le château de Villa est un exemple intéressant d'architecture locale du 17ème siècle.

Sion: capitale du Valais, la ville est dominée par ses deux collines si caractéristiques, l'une occupée par le château épiscopal de Tourbillon (12ème siècle), l'autre par la collégiale de Notre-Dame de Valère (11ème-15ème siècle) dont la restauration vient d'être entreprise. L'église des Jésuites et celle de Saint-Théodule ainsi que la cathédrale Notre-Dame du Glarier ont subi au cours de ces quarante dernières années des interventions illustrant l'évolution des critères de restauration.

Itinéraire 6:

Aigle: dominant la ville et entouré de vignobles, le château savoyard fut construit au 12ème siècle et remanié à la fin du 15ème siècle. Il est actuellement aménagé en musée du vin et du sel.

Hardiment installée sur sa colline, l'église de *Rarogne*, fut construite au 16ème siècle sur les ruines d'un château médiéval. Dans le cimetière voisin, on peut voir la tombe du poète Rainer Maria Rilke.

L'itinéraire s'achève par *Loèche* et *Sion*.

En conclusion, tous les organisateurs de notre Assemblée générale et du Colloque internationale se réjouissent d'avoir l'honneur de vous recevoir, à Lausanne, le 6 octobre prochain, pour cette réunion qui coïncide avec le 25ème anniversaire de l'Icomos et doit ouvrir la voie de son avenir.



THE 9TH ICOMOS GENERAL ASSEMBLY

Claude Jaccottet

2. Moudon, Canton de Vaud. Eglise St-Etienne, intérieur.

Chairman of the Swiss Committee of Icomos

SYMPOSIUM FIELD VISITS

We have received the first registrations for the General Assembly, and we are awaiting the others hoping that everyone intending to attend will be aware of the approaching deadline: in a mere five months our Assembly and Symposium will open.

The final detailed programme of the sessions is still in preparation. It will be handed out to each participant upon registration on the first day of the Assembly at the entrance of the Palais de Beaulieu where all the sessions will take place.

The last issue of *Icomos Information* No. 1/1990 gave details about the post-Assembly tours. We would now like to present the field visits which are organised in relation to the symposium and which will take place on Tuesday 9 October. In order to facilitate the visits, the meals and above all the on-site discussions, the groups which will have taken part in the Monday debates on the three sub-themes: "Achievements and Future Prospects", "The Venice Charter" and "Experience and Education", will each be divided in two groups. Thus there will be six itineraries:

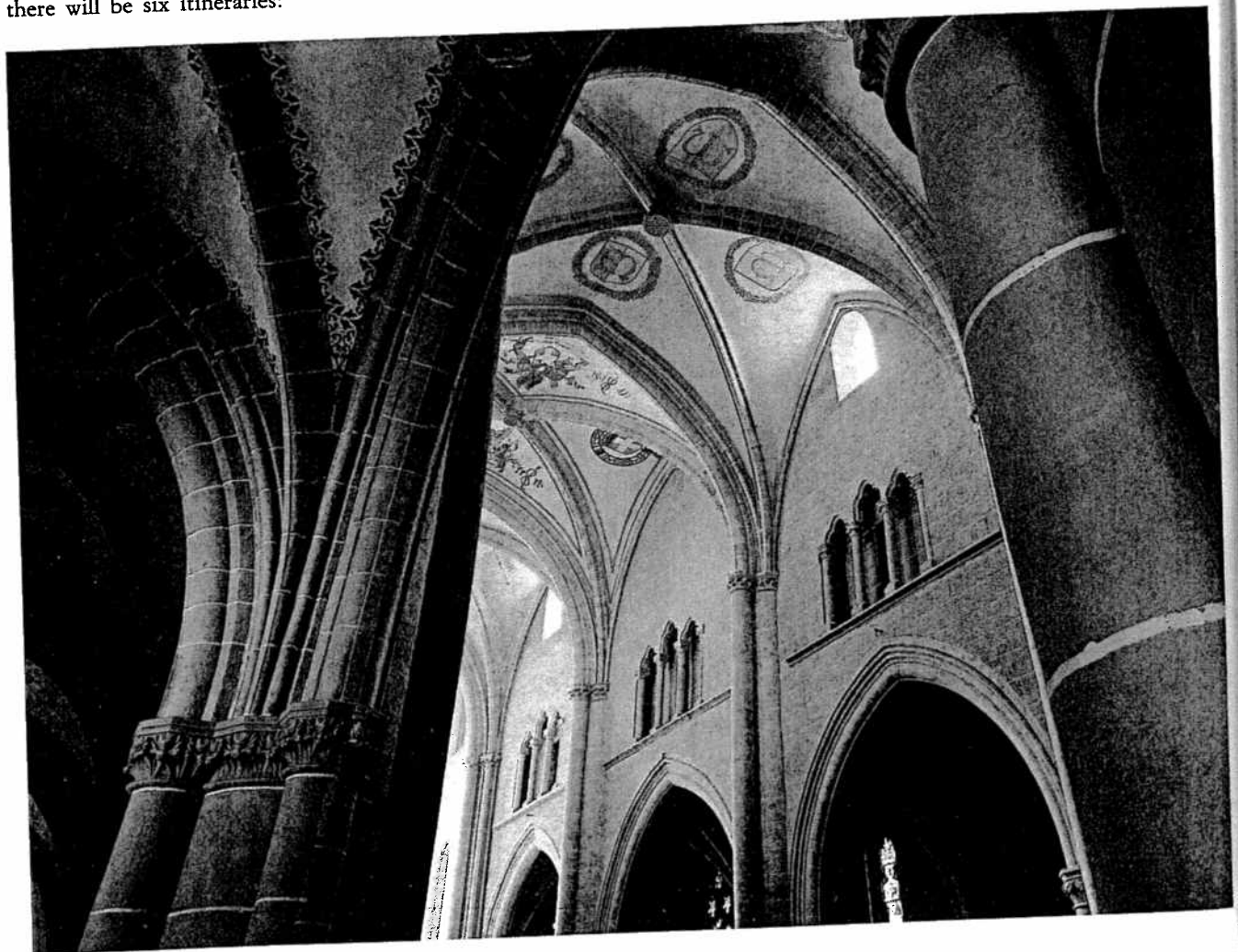
Field Visit No. 1

Moudon: in the city overlooked by the "Vieux Bourg" medieval district, the Saint Etienne Church (13th-18th c.) is one of the most interesting religious buildings of Vaud Canton. Its restoration is an illustration of the evolution of conservation principles.

Estavayer: built on a rocky hilltop overlooking Lake Neuchâtel, this city preserves a remarkable historical complex of city walls and gates, a 15th c. castle, the St. Laurent Collegiate Church, built in the 14th-16th c. and restored in strict observance of the Venice Charter.

Payeme: The abbey church here is one of the most representative religious monument dating back to the pre-Romanesque age in Switzerland: Clunisian architecture with typical two-colour, grey and yellow decoration, and exceptional capitals from the middle of the 11th c.

Fribourg: Located North of Vaud Canton, Fribourg Canton was the first bilingual canton to join the Swiss Confederation. It boasts a large number of small and medium-sized towns founded for the most part during the Romanesque or Gothic periods. The town of Fribourg, built between the meanders of the river Sarine, offers to its visitors one of the most origi-



3. Sierre, Canton du Valais. Château de Villa, 17ème siècle.

nal historical urban complexes of Switzerland. But conservation problems are particularly acute here, mainly because of the soft local sandstone used extensively. From the Baroque chapel of Notre-Dame de Lorette one discovers beautiful monuments such as St Nicolas Cathedral, Our Lady Basilica, the Town Hall (14th-17th c.). The Saint Michel Church bears witness to the importance of the Counter-Reformation in this area.

Field Visit No. 2

Bulle: The large square where regular agricultural fairs are held is located in the centre of a rectangle whose southern side is marked by a castle of the Savoy type. In the vicinity, the Capucins' Church has an exceptional Baroque altar piece.

Gruyères: A few kilometres away this small fortified town on a hilltop reminds us that it was the capital of an important agricultural district, famous for its cheese production. The castle of the Counts of Gruyère has been made into a museum.

Grandvillard: This village is particularly interesting for its numerous and high-quality examples of vernacular architec-

ture, as well as for its church, an expression of the revival of religious architecture at the beginning of the 20th c.

Hauterive: This world famous Cistercian abbey is particularly noted for its stained glass windows and its 13th to 18th c. choir stalls. This field tour will end with a visit of the city of *Fribourg*.

Field Visit No. 3

Romainmôtier: Before reaching this abbey, founded in the 5th c., one passes La Sarraz where, in 1928, the International Congresses of Modern Architecture (Ciam) were created by Le Corbusier and the Masters of the Modern Movement in the beautiful 14th-15th c. castle. Located at the foot of the Jura mountains, Romainmôtier was built between the 11th and the 14th century in the Clunisian style. The restoration of the beginning of the 20th c. is exemplary for its time. The village has been is the process of being restored for the past twenty years.

Boscéaz: Near Orbe, this site presents the most important



urg,
c.) is
Can-
con-

Neu-
ex of
olle-
strict

epre-
pre-
with
ptio-

nton
tion.
foun-
othic
rders
origi-

4. La Sarraz, Canton de Vaud. Château,
14ème-15ème siècle.

complex of Roman mosaics in Switzerland. Since their discovery in 1841, they have been preserved in situ.

Yverdon: Founded in Roman times, the city is built in the characteristic yellow Jura limestone. Its castle with its square plan of the Savoy type overlooks the scenic castle square to the East. The Temple facade, built by Jean-Michel Billon in 1711, is one of the most elaborate examples of protestant Baroque architecture in Switzerland.

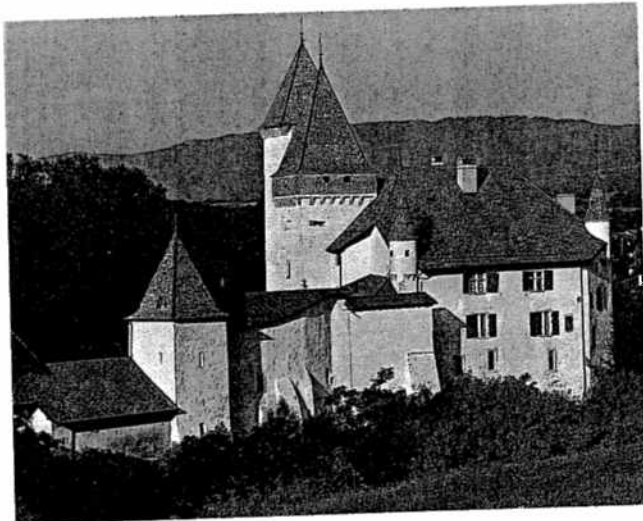
Le Landeron: Very well preserved, this small town still obeys its 14th c. layout. It has some interesting 15th-17th c. buildings.

Neuchâtel: Capital city of Neuchâtel Canton, this city presents, among other monuments, an exceptional Town Hall, 18th c. neo-classical masterpiece and a 12th. c. castle. The Collegiate church, built from the 12th. c. onwards, was restored in 1867-1870. It will be restored again in the near future. Several private palaces such as the Hall or Du Peyrou residences are particularly interesting.

Field Visit No. 4

Payeme: It's abbey church is one of the most significant religious buildings of the pre-Romanesque period in Switzerland with its two-colour Clunisian architecture (grey and yellow) and its mid-11th century capitals.

Avenches: Capital city of Roman Helvetia, this town offers not only major ruins such as the amphitheatre and the city



walls, but also one of the most remarkable Renaissance castles of Switzerland.

Morat: Overlooking Lake Morat, this site is famous for the battle which was fought here between Charles-le-Téméraire, Duke of Burgundy, and the Swiss cantons in 1476. The city has preserved its mediaeval wall and many a remarkable 16th-17th c. building. This field tour ends in *Neuchâtel*.

Field Visit No. 5

Saint Maurice: Place of the martyrdom of the Roman Christian Theban legion. Buildings from the 4th to the 18th c. The Romanesque tower, demolished by a rock avalanche, was rebuilt in the middle of the 20th c. The Abbey preserves a remarkable treasury.

Loèche (Leuk): Well preserved mediaeval township with an interesting mix of vernacular and aristocratic architecture. Particularly to be noted are the Saint Etienne Church of the 16th c., the Bishop's castle, the "Vidonne" tower, and the Werra House.

Sierre (Siders): The city has been heavily modernised during the past 25 years but it is overlooked by the so-called De Villa Castle, an interesting example of 17th-c. local architecture.

Sion: Capital city of Valais Canton, overlooked by two picturesque hills crowned one by the Tourbillon Bishop's castle (12th c.), the other by Our Lady of Valère Collegiate Church (11th-15th c.) the restoration of which has just started. The Jesuits and Saint Théodule churches, as well as Our Lady of Glarier Cathedral have been restored over the past forty years in ways which represent the evolution of restoration criteria.

Field Visit No. 6

Aigle: The Savoyard castle overlooking this city and picturesquely surrounded by vineyards, was built in the 12th c. and modified at the end of the 15th c. It houses today a wine and salt museum.

Rarogne (Raron): Dominating the hilltop on which it is built, the Church of Rarogne was built in the 16th c. over the ruins of a mediaeval castle. The tomb of Rainer Maria Rilke can be seen in the neighbouring cemetery. This field visit ends with *Loèche* and *Sion* (see above).

All the organisers of our General Assembly and the International Symposium are looking forward to the pleasure of welcoming in Lausanne, this 6th of October as many participants as possible at this event, which coincides, with Icomos' 25th anniversary and will open the way for its future.

NOUVELLES

■ REPRESENTATION DE L'ICOMOS

Le Président, M. Roberto Di Stefano, a représenté l'Icomos à la dernière réunion de l'Iccrom les 7, 8 et 9 mai dernier. Il a également participé à la troisième réunion du Comité international pour l'économie de la conservation le 22 mai à Rome; ainsi qu'à la réunion de pré-congrès et à l'Assemblée générale du Comité national italien à Naples et à Rome.

M. Petrov, Président du Comité national d'URSS, a représenté l'Icomos lors de la session du Comité exécutif de l'Icom qui s'est tenue à Moscou du 6 au 12 avril dernier.

M. Kaiser, Directeur par intérim du Secrétariat international, a participé, les 2 et 3 mai 1990, à la réunion du Comité directeur sur la conservation intégrée du Conseil de l'Europe, dédiée principalement à la préparation du programme pour le patrimoine de 1991.

■ ACTIONS DE L'ICOMOS EN FAVEUR DU PATRIMOINE

• **Australie:** Le problème du *Bowstring Truss Wool Store* de Geelong, n'étant toujours pas réglé, c'est au Premier Ministre australien cette fois que le Président Di Stefano s'est adressé pour sauvegarder cet édifice. Malgré cette intervention, le bâtiment a été effectivement détruit.

• **Canada:** Nous avons le plaisir de vous annoncer que l'action menée par le Comité national canadien et le Président de l'Icomos en vue de sauver le *Pavillon Aberdeen* (Ottawa) a porté ses fruits. En effet, ce bâtiment a été épargné de la destruction, un projet de conservation est en cours.

• **France:** M. Jack Lang, Ministre de la Culture a annoncé, lors d'une conférence de presse, le 6 juin, que la restauration de la Basilique Saint Sernin (Toulouse) serait mise en oeuvre selon les recommandations de l'Icomos qui avait appuyé le projet de restauration décidé par la Commission Supérieure des Monuments Historiques.

• **Irlande:** M. Tschudi-Madsen, Vice Président de l'Icomos a été informé par le Secréta-

riat International de l'état d'abandon critique dans lequel se trouve le *Eveagh Baths* à Dublin. Ce bâtiment est un des rares édifices Art Nouveau d'Irlande. M. Tschudi-Madsen est intervenu auprès des autorités responsables de la ville, en faveur de la sauvegarde de cet édifice.

■ RECHERCHE ET DOCTRINE

■ ETUDE SUR L'ETAT DE L'ART POUR L'UTILISATION DES SCIENCES ECONOMIQUES DANS LA CONSERVATION.

1. Le contexte.

L'objectif principal de l'Icomos est de « promouvoir l'application de la théorie, de la méthodologie et des techniques scientifiques à la conservation du patrimoine architectural ». Parmi ses nombreuses activités dédiées à la réalisation de ses buts, le Conseil a mis en place une série de Comités internationaux. Le plus récent, fondé en avril 1988, est celui pour l'économie de la conservation. Ce Comité a été chargé de réaliser une étude sur l'état de l'art sur ce sujet.

2. Le processus de conservation du patrimoine culturel bâti.

Contrairement aux autres objets culturels faisant partie du patrimoine, tels que la musique, les Beaux-Arts ou le langage, le patrimoine culturel bâti est par définition une part indissoluble des édifices ou bâtiments que l'on nomme l'environnement bâti. De ce fait, la conservation est toujours plus nécessaire étant donné les continus changements dans le tissu architectural et dans la fonction donnée aux édifices; changements qui peuvent entraîner la détérioration et la destruction, et donc la destruction du patrimoine.

Ainsi le processus de conservation doit être inclus dans le cycle de vie de l'environnement bâti. De plus l'utilisation et les conditions d'un bâtiment, pris dans son ensemble ou dans ses diverses parties, ne sont pas constantes. L'entretien et la rénovation prolongent la vie physique mais jusqu'à un certain point, avant qu'il ne soit «anéanti», le bâtiment devient «obsolète». Certaines rénovations (sous forme de réhabilitation ou de restructuration) sont donc réalisées, permettant au bâtiment de commencer une nouvelle période de vie. Ce processus peut être répété, une ou plusieurs

fois, avant que le degré d'obsolescence soit tel qu'une nouvelle forme de rénovation est alors indispensable soit sous la forme de redéveloppement ou par le remplacement de la construction par un nouvel édifice, en vue d'une utilisation similaire ou différente. C'est alors le début d'un nouveau cycle de vie d'un édifice à cette même place.

Ce même processus est également valable pour le patrimoine culturel bâti, mais une certaine résistance est opposée à la rénovation à cause des principes mêmes de la conservation. Dans ce cas le processus de rénovation et les utilisations qui découlent des travaux de construction seront différents à cause de la contrainte que le processus de conservation (lois, institutions, agences, etc.) impose au processus de rénovation. Le but de cette contrainte est précisément la «conservation» par le biais de mesures telles que prévention de la détérioration, préservation, restauration, réhabilitation, reproduction ou reconstruction en facsimile. Il peut également concevoir de maintenir les utilisations originelles du bâtiment (pour les monuments par exemple) ou peut accepter de nouvelles utilisations ou activités (adaptation), facilitant ainsi la conservation du bâtiment par l'introduction d'une nouvelle viabilité.

3. Le processus de conservation est en partie un processus économique.

Les principales opérations des mesures de conservation ci-dessus décrites ne sont pas différentes de celles des processus de rénovation ou de conservation du patrimoine bâti en général, sauf pour deux aspects vitaux qui sont: l'objectif de la conservation est de conserver le bâtiment pour une durée de vie maximale avant sa destruction (et pour ce faire, le redéveloppement est nécessaire); et d'autre part, dans tous les travaux d'adaptation, un objectif prioritaire est de perpétuer aussi longtemps que possible les qualités culturelles du patrimoine, même si pour cela il faut parfois en modifier la forme.

Ces contraintes revêtent en elles-mêmes des dimensions économiques, dans la mesure où elles interviennent sur la façon dont le propriétaire, qu'il soit public ou privé, réaliserait ses objectifs économiques s'il n'était pas assujéti aux impositions de la conservation. C'est précisément parce que la conservation du patrimoine culturel bâti possède des dimensions économiques que s'opère un bouleversement dans le domaine de l'économie.

NOUVELLES

4. Les objectifs de l'économie de la conservation.

Il n'y a aucun doute que le principal objectif de la conservation est culturel. En résumé le but de chaque génération est de garder vivant ce qu'il a reçu en héritage et de conserver la valeur des attributs culturels pour les générations suivantes.

Mais, comme dans tous processus de vie, l'utilisation de l'économie peut aider à la réalisation des objectifs non économiques, du moment qu'ils oeuvrent pour l'amélioration et l'enrichissement de la vie familiale, des loisirs ou des institutions religieuses.

Vu de cet angle, l'objectif de l'économie de la conservation est d'assurer que les ressources limitées que nous possédons obligatoirement pour la conservation (dans le stock de notre patrimoine culturel lui-même, la compétence des artisans nécessaire pour sa restauration, le temps dépensé en débat public pour des propositions de conservation, les ressources financières disponibles pour ce domaine, etc.) soient bien gérées. En bref, le but est de donner une meilleure utilisation à toutes les diverses ressources nécessaires pour la conservation, de façon à améliorer la qualité du patrimoine culturel et à diminuer les dangers qu'il encourt.

5. Quelques applications de l'économie de la conservation.

Vu de la sorte, l'économie a de nombreuses applications possibles pour réaliser l'objectif de conserver le patrimoine architectural, comme par exemple:

- le volume du patrimoine culturel bâti dans l'inventaire de la conservation est-il trop large pour les ressources économiques disponibles à la conservation, en opposition aux constructions nouvelles? Ou est-ce qu'un volume encore plus important pourrait être assumé?
- là où l'entretien du patrimoine architectural est plus lourd comparé à celui requis pour un édifice nouveau (étant donné l'âge, la désuétude et les coûts supplémentaires de la rénovation manuelle), cette maintenance est-elle vraiment trop lourde pour nos ressources?
- Est-ce que l'extension de la conservation du patrimoine architectural requiert qu'une communauté dédie ses activités quotidiennes (vie, travail, éducation, etc.) dans des bâtiments à valeur patrimoniale mais qui sont néanmoins inadaptés pour des besoins actuelles dans l'esprit des utilisateurs.

- comment les valeurs inhérentes du patrimoine culturel bâti peuvent-elles être déployées pour créer des bénéfices économiques pour la communauté et le pays qui le possède?

- lors de la préparation des listes établies à partir de l'inventaire des édifices qui, selon la loi, doivent être conservés, la considération portée à l'économie de la conservation est-elle suffisante?

- en menant des projets de conservation, comment les priorités peuvent-elles être choisies de façon à obtenir la meilleure qualité culturelle possible en fonction du niveau donné de ressources disponibles?

- quand se présentent des options en terme de dépenses de conservation pour un projet donné, comment peut-on choisir de façon à rendre le plus rentable possible la valeur culturelle en terme de ressources dépensées?

- quels sont les niveaux de compensation que les autorités responsables de la conservation doivent offrir aux propriétaires qui ont perdu leur liberté d'action sous les contraintes de la conservation?

- comment les bénéfices de la conservation peuvent être récupérés de ceux qui jouissent de ces bénéfices sans avoir contribué financièrement à la conservation?

- étant donné la somme limitée des ressources financières octroyées par les gouvernements, comment peut-on les dépenser en assurant la rentabilité de ces ressources en terme de valeur culturelle?

6. Conclusions de l'étude sur l'état de l'art pour l'économie de la conservation.

Pour répondre à toutes ces questions, les études devraient être standardisées de la façon suivante:

- a. une documentation sur l'état de l'art de la conservation en général dans le pays, à savoir:
 - une description du pays: population, urbanisation, agences gouvernementales responsables de la conservation, etc.
 - les bases nécessaires pour établir les inventaires du patrimoine
 - le rôle de ces inventaires dans la protection du patrimoine
 - un résumé des lois relatives à la conservation
 - comment la conservation est intégrée ou non dans l'aménagement urbain des villes
 - les organisations responsables de la conservation, officielles ou non

- b. Quelles sont les études disponibles sur la théorie, les principes et les méthodes pour l'économie de la conservation?

- c. Quelles sont les études disponibles en économie de la conservation?

- d. Dans quelle mesure l'économie est utilisée (selon l'esprit décrit ci-dessus ou même différent) pour les travaux de conservation?

- e. Quels sont les organisations, institutions ou individus impliqués dans l'économie de la conservation avec coordonnées, fonction, réalisations, etc.?

- f. Existente-t-il des programmes universitaires ou autres, dans le pays, dédiés à l'économie de la conservation? Des programmes de formation professionnelle?

- g. Quels sont les principaux thèmes bibliographiques concernant l'économie de la conservation?

- h. Quelles sont les autres informations importantes sur ce sujet?

■ ADMINISTRATION ET GESTION

□ BUREAU II/90 ET 42^{ème} SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Lors de la 42^{ème} session du Comité Exécutif, le 20 juin 1990, un nombre important de décisions ont été prises sur la base des recommandations établis par le Bureau II réuni le 19 juin.

- Les Comités nationaux qui n'ont pas payé leurs cotisations au 31 mai, seront informés que si le paiement n'est pas effectué au 31 juillet, ils n'auront pas la possibilité de voter à l'Assemblée Générale et leurs candidats ne seront pas éligibles. Toujours à propos de l'Assemblée Générale, le Comité Exécutif a approuvé le rapport de Mme Saaby sur les Comités des Pouvoirs et des Résolutions et a demandé que les Comités nationaux ayant préparé des traductions de la Charte de Venise et de la Charte pour la Conservation des Villes Historiques et des Centres Urbains les reproduisent en vue d'une distribution à l'Assemblée Générale. Le Comité Exécutif a également approuvé la constitution du jury du Prix Gazzola proposée par le Bureau.
- D'autre part, le Comité Exécutif a décidé de procéder à l'élaboration d'un plan stratégique pour le futur de l'Icomos dans lequel seraient intégrées les délibérations de l'Assemblée Générale.

NOUVELLES

• L'estimation budgétaire révisée a été approuvée. Cependant, le projet de programme et budget triennal sera établi lors d'une réunion des membres du Bureau et du Comité Exécutif au début du mois de septembre.

• Quant au problème du bail, il a été décidé que l'Icomos restait pour le moment dans les murs de l'Hôtel Saint Aignan. Le transfert à Versailles ne sera considéré que si cette opération fait partie « d'une solution globale réelle où le choix de Versailles répondra parfaitement aux objectifs d'une organisation pour la protection du patrimoine culturel et la mise en valeur du patrimoine mondial ». Cependant une demande sera faite auprès du Ministre de la Culture de rechercher un édifice de même qualité dans Paris.

• Le Comité Exécutif a également décidé de poursuivre le projet de Profile Disquettes jusqu'à l'Assemblée Générale (où une démonstration sera présentée); la décision définitive de maintien de ce projet sera prise juste après.

• Le Comité Exécutif a décidé que le Comité Consultatif, lors de sa prochaine session avant l'Assemblée Générale, discutera des directives pour les Comités nationaux et internationaux sur la base de celles déjà existantes.

• Le Comité Exécutif a approuvé la création d'un Comité national au Cameroun et la réactivation des Comités en Algérie, Colombie, Equateur, Guatemala, Paraguay et Roumanie à condition qu'ils fournissent la liste de leurs membres et leurs projets de statuts.

• Enfin le transfert du Secrétariat de l'Icahm au Canada a été approuvé ainsi que le programme de ce Comité pour 1990-93.

• Après les réunions administratives, Mme Smith et Mrs Gazaneo et Stelzer ont représenté l'Icomos à la réunion des Comités d'Organisation et Scientifique de l'Assemblée Générale à Lausanne, les 21 et 22 juin.

□ NOUVELLES DES COMITES NATIONAUX

• Colombie: Le Comité national est en voie de réactivation. Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à M. Alberto Corradine Angelo, Apartado Aereo 39610, Bogota D.E. (Colombie).

• Costa Rica: Le Comité national nous a informé que pour la deuxième année consécutive la *Journée Internationale des Monuments et*

des Sites a été célébrée au Costa Rica. A cette occasion, le Comité de l'Icomos de ce pays a institué le *Prix du 18 avril* qui a été décerné au gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne pour l'extraordinaire appui technique et économique qu'il a octroyé ces dernières années afin de préserver le patrimoine bâti costaricain. C'est le Ministre de la Culture du Costa Rica qui a remis ce prix. A la suite de cette manifestation nationale, un cycle de conférences a été tenu par des représentants des Comités nationaux espagnol et argentin de l'Icomos durant deux semaines. D'autre part, le Comité costaricain nous a informé qu'il venait d'être désigné comme coordinateur régional du Copal.

• Guatemala: Le Comité national est en train d'être reformé. Pour toute information, veuillez contacter: Arq. Blanca Nino Noton, Apartado Postal 625 A, 01909 Guatemala C.A. (Guatemala).

• Mexique: Le Comité national a célébré pour la première fois cette année la *Journée internationale des Monuments et des Sites*, le 18 avril, qui a remporté un certain succès auprès du public.

Selon le rapport d'activités du Comité, des sous-comités ont été créés afin de réunir les membres résidant hors de la capitale. D'autre part, un projet de création d'un Centre d'information et de documentation sur les monuments et les sites (Cimos) est en cours, en collaboration avec l'Université de Mexico. Enfin, le Comité national vient de publier une traduction de la *Charte pour la Protection et la Gestion du Patrimoine Archéologique* de l'Icahm.

Information: Comité mexicain de l'Icomos, c/o Academia Mexicana de la Historia, Plaza Carlos Pacheco 21, Mexico D.F. (Mexique).

• Zambie: Un Comité national a été constitué. Toute demande d'information est à adresser à: M. N.M. Katanekwa, National Monuments Commission, P.O.B. 60124, Livingstone (Zambie).

□ NOUVELLES DES COMITES INTERNATIONAUX

• Economie de la conservation: La troisième réunion de ce Comité s'est tenue le 22 mai 1990 à Rome, sur invitation de M. Giuseppe

Proietti, au Ministère des biens culturels. Le Président de l'Icomos, Roberto Di Stefano y a participé. La réunion s'est tenue au ministère pour permettre la présentation, par un groupe de travail du Comité, d'un premier projet de rapport qui avait été demandé par le ministère lui-même. Le groupe de travail se compose des professeurs William Hendon (Université d'Akron, Ohio); Nathaniel Lichfield (Université de Londres, Président); Peter Nijkamp (Université d'Amsterdam); Almerico Realonzo (Université de Naples) et Pietro Rostirolla (Université de Bari). Le projet intitulé *Analyse des coûts et bénéfiques de la conservation du patrimoine bâti*, représente une des trois années de travail sur ce thème; la seconde année étant destinée à un travail sur le terrain en Italie du sud, et la troisième à l'élaboration d'un manuel qui pourra être utilisé par le ministère pour évaluer les projets en vue d'allouer des financements à la conservation.

• Formation: Le Comité International pour la Formation (CIF) de l'Icomos, en collaboration avec l'Iccrom, organise un colloque international sur les *Méthodes scientifiques pour sauvegarder la mémoire d'une ville - problèmes de formation*, qui aura lieu à Sofia (Bulgarie) du 28 septembre au 1er octobre 1990, sur invitation du Comité National bulgare de l'Icomos. Le thème du colloque attire l'attention sur les méthodes pour protéger les valeurs historiques d'une ville, son identité historique qui s'est formée au cours de son évolution. Le processus de cette protection est inévitablement lié à la nécessité de recherches pluridisciplinaires qui engagent un vaste cercle de spécialistes. C'est pourquoi leur formation joue un rôle particulièrement important dans la mise au point d'objectifs, de critères, de méthodes, de langues, de moyens, de communication, d'instruments d'action unifiés. Le cercle des partenaires, objets de la formation, aujourd'hui, une importance inattendue. Il ne comprend pas seulement des spécialistes: conservateurs, urbanistes, architectes, théoriciens de l'art, sociologues, archéologues, économistes et autres, mais aussi des politiciens, des citoyens, des enfants et des jeunes à différents niveaux d'enseignement, qui ont été sensibilisés aux problèmes de la mémoire de la ville. Le colloque mettra l'accent sur les aspects scientifiques des méthodes de protection et sur le déroulement du dialogue entre les partenai-

NOUVELLES

res et l'élaboration d'une stratégie de la conservation. Au cours des séances, les participants pourront présenter les résultats de leur expérience professionnelle et scientifique, des programmes et des activités pour la formation de leur discipline, de leur région ou de leur pays. Lors du colloque aura lieu la session annuelle régulière du Comité International pour la Formation de l'Icomos.

■ INFORMATION ET DOCUMENTATION

□ ACTIVITES DU CENTRE DE DOCUMENTATION UNESCO-ICOMOS

• **Le programme «Profils-Disquettes»:** décrit dans les deux derniers numéros de cette revue (*Icomos Information* n° 4/1989 et n° 1/1990), vient de passer du stade de projet à celui de sa réalisation.

Certains Comités nationaux ont rendu possible cette initiative grâce à leur soutien financier et à leurs conseils sur les questions de prix et la rédaction du projet en vue d'une présentation aux Comités, aux centres de recherche ainsi qu'aux bibliothèques.

Rappelons que ce programme offre à ses utilisateurs la possibilité de choisir, parmi les données contenues dans la base de données bibliographiques de l'Icomos, celles qui les intéressent. Ces données sont regroupées par thèmes «profils», soit «standard», soit «personnalisés». Les profils-standard correspondent pour la plupart aux thèmes des Comités internationaux de l'Icomos, à savoir:

- . Architecture industrielle
- . Architecture vernaculaire
- . Art rupestre
- . Bois
- . Economie de la conservation
- . Formation
- . Gestion sites archéologiques
- . Inventaires
- . Jardins historiques
- . Législation
- . Monuments en zone sismique
- . Photogrammétrie architecturale
- . Pierre
- . Structures en terre (Adobe)
- . Tourisme culturel
- . Villes historiques
- . Vitrail

Quant aux profils-personnalisés, ils fournissent des informations bibliographiques sur les autres aspects de la conservation et de la restauration du patrimoine architectural, plus à votre choix. Quelques suggestions déjà proposées:

- . Théorie de la conservation ou de la restauration
- . Conservation du patrimoine architectural dans un ou plusieurs pays
- . Conservation d'un ou plusieurs sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial
- . Réutilisation des monuments historiques
- . Thème d'un profil standard en y associant un ou plusieurs pays

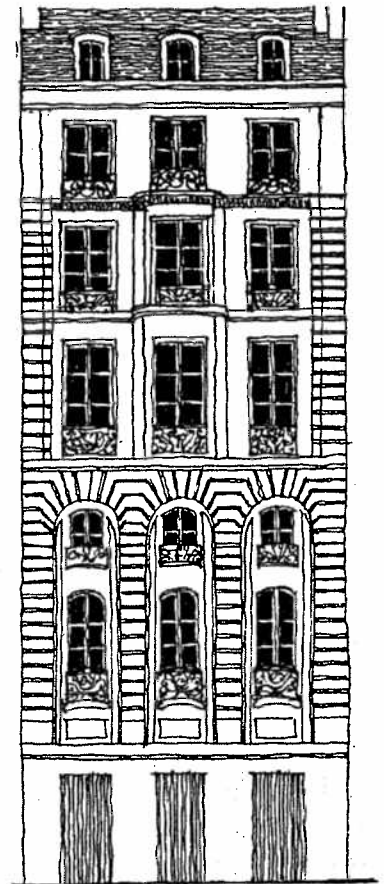
Prix des disquettes de programme «Profils-standard»:
400FF/\$70 jusqu'à 100 références par thème
20FF/\$3,50 pour 10 références supplémentaires.

Prix des disquettes de programme «Profils-personnalisés»:
600FF/\$105 jusqu'à 100 références par thème
30FF/\$5,25 pour 10 références supplémentaires.

Nous ne manquerons pas de donner régulièrement des informations sur le déroulement de ce projet et nous vous invitons à vous adresser au Centre de Documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France) pour toute information. Nous accueillerons très favorablement toutes suggestions de centres ou de bibliothèques susceptibles d'être intéressés par ce programme.

□ FORMATION

• **Jardins historiques:** L'Université de York, qui propose toujours de nombreux stages et cours de formation, invite cette année les spécialistes du paysage et des jardins historiques à suivre le cours sur *comment gérer et entretenir les jardins d'intérêt historique ou spécifique*, qui se tiendra du 2 au 7 septembre 1990 à Askham Bryan (Royaume-Uni). Pour toute demande d'information: Centre for the Conservation of Historic Parks and Gardens, IoAAS, University of York, The King's Manor, York YO1 2EP (Royaume-Uni).





NEWSLETTER

□ ICOMOS REPRESENTATION

The President, Roberto Di Stefano, represented Icomos at the last Iccrom meeting 7, 8 and 9 May 1990. He also participated at the third Meeting of the International Committee on the Economics of Conservation, 22 May in Rome; and also at the pre-Congress Meeting and General Assembly of the Italian National Committee in Naples and Rome.

Mr. Petrov, Chairman of the USSR National Committee, represented Icomos at the session of the Executive Committee of Icom at Moscow 6-12 April 1990.

Mr. Kaiser, Acting Director of the International Secretariat, attended, 2 and 3 May 1990, the session of the Steering Committee on Integrated Conservation of the Council of Europe, devoted largely to the preparation of the programme for heritage in 1991.

□ ICOMOS ACTIONS TO DEFEND OUR HERITAGE

- Australia: Following a first letter to the Premier of Victoria to halt destruction of the *Bowstring Truss Wool Store* at Geelong, the President of Icomos wrote to the Prime Minister of Australia. Notwithstanding this second intervention the building was destroyed.
- Canada: We are pleased to inform you that the intervention of the Canadian National Committee and the President of Icomos on behalf of *Aberdeen Pavillion* (Ottawa) had very positive results. The building will not be destroyed and will be restored.
- France: Mr. Jack Lang, Minister of Culture, announced at a press conference on 6 June that the restoration of Saint Sernin Basilica (Toulouse) will be carried out along the lines recommended by Icomos, which supported the restoration project decided by the High Commission on Historic Monuments.
- Ireland: Mr. Tschudi-Madsen, Vice-President of Icomos was informed by the International Secretariat about the critical condition of the abandoned *Eveagh Baths* in Dublin, which is one of the very few Art Nouveau building in Ireland. He wrote to the

municipal authorities to urge the safeguarding of the building.

■ RESEARCH AND DOCTRINE

□ STATE-OF-ART REVIEW ON THE USE OF ECONOMICS IN CONSERVATION

1. The Context.

A prime aim of Icomos is to "promote the application of theory, methodology and scientific techniques to the conservation of architectural heritage". Amongst its many activities towards the achievement of its aims the Council has set up a series of International Committees. The latest of these, established in April 1988, was that relating to the economics of conservation. The Committee has been asked to carry out an international review of the state-of-the-art in the subject.

2. The Process of Conservation in the Cultural Built Heritage.

Unlike other cultural objects in the heritage (music, fine art, language) the cultural built heritage is by definition an indissoluble part of the buildings, works and their surroundings, which we call the built environment. In these the need for preservation/conservation arises because of the changes over time in the fabric and use of the buildings, which in due course can lead to their deterioration and destruction, and in so doing destroy the heritage.

Thus the process of conservation is to be found in the life cycle of the built environment. Over this life the use and the conditions of the fabric, as a whole or in its separate parts, or within parts, do not remain constant. Maintenance and renovation lengthens physical life but after a certain point, before it reaches "exhaustion", the fabric becomes "obsolescent". Then some renewal (in the form of "rehabilitation or remodelling") is carried out, enabling the fabric to enter a new stage of life. This process will be repeated, once or more, before the degree of obsolescence is such that a different line of renewal takes place, that of redevelopment, the replacement of the fabric by new construction, for a similar or different use. This is the beginning of a new life cycle of built fabric on that site.

This process takes place also in the cultural built heritage, but here there is resistance to the renewal because of the objectives of con-

servation. In this case the process of renewal, and the uses which would flow from the works of construction, would be different because of the constraint that the conservation process (the law, institutions, agencies, etc.) imposes upon the process of renewal. The constraint seeks "conservation" through such measures as the prevention of deterioration, preservation, restoration, rehabilitation, reproduction or reconstruction in facsimile. This can either seek to maintain original uses of the fabric (as in monuments) or can accept new uses or activities in their place (adaptation or new uses for old), so facilitating the conservation of the fabric through the introduction of a contemporary viable use.

3. The Conservation Process is in part an Economic Process.

The conservation measures just described are not different in their essential operation from those of renewal or conservation of the general built heritage, except in two vital respects: the aim of the conservation is to conserve the fabric for the maximum life before its destruction through redevelopment is required; and in all the works of adaptation that take place, an enduring objective is the perpetration as far ahead as practicable of the cultural qualities of the heritage, even though in a somewhat modified form.

These constraints in themselves have economic dimensions, for they intervene in how the owners of the fabric, be they public or private, would pursue their economic objectives if they were not constrained by the imposition of conservation requirements. It is just because the conservation of the cultural built heritage has economic dimensions that there is room in the conservation movement for the art and science of economics.

4. The Objectives of Economics in Conservation.

That the primary objective of conservation is cultural there can be no doubt. In essence the aim of each generation is to keep alive for the succeeding generation that which it has inherited and values because of its cultural attributes. But as in all ways of life, the use of economics can help to achieve non-economic objectives, whether they be for the enhancement of family life, the enrichment of leisure pursuits, or the endowment of religious institutions.

NEWSLETTER

Seen this way, the objective of economics in conservation is to ensure that the limited resources which we necessarily have for conservation (in the stock of the cultural heritage itself, the skills of craftsmen needed for its repair, the time spent in public debate of conservation proposals, financial resources available for the purpose, etc.) will be well managed. In essence the aim is to make better use of all kinds of limited resources which are needed for conservation, so that the quality of the cultural heritage that is produced is higher, and less open to danger, than would otherwise be the case.

5. Some Applications of Economics in Conservation.

Seen this way, economics has many different kinds of applications to achieve the objective of conserving the architectural heritage. Some instances are:

- is the volume of the cultural built heritage in the inventory for conservation too large for the economic resources which are available for conservation as opposed to new construction? Or could a bigger volume be sustained?
- where the maintenance of the architectural heritage is heavy compared with that required for new property, because of the comparative age, obsolescence and additional cost of manmade renovations, is the ever increasing maintenance burden too heavy for the resources available?
- does the extent of conservation of the architectural heritage require that a community carry out its everyday activities (living, working, education, etc.) in buildings which while of heritage quality are nonetheless outmoded for contemporary requirements, in the minds of the people using them?
- how can the inherent values of the cultural built heritage be deployed to create economic benefits for the community and country in which they are found?
- is enough consideration being given to the economics of conservation when preparing lists from the inventory for protection under the law?
- in carrying out conservation projects, how can priorities be selected so that there is the maximum cultural quality obtainable for the given level of resources which are available?
- where there are options in terms of conservation expenditure in any particular project,

how can the choice be made so as to maximise cultural value for money in terms of the resources spent?

- what levels of compensation should be given by the conservation authorities to property owners who have lost their freedom of action owing to conservation constraints?
- how can the benefits of conservation be recouped from those who enjoy the benefits without having made a financial contribution to the conservation?
- given the limited amount of financial resources in subsidy, etc. from governments, how can these be spent to ensure the maximum cultural value for money from financial resources?

6. Outline for state-of-the-art Review on the Economics of Conservation.

Against the above background, the reviews should be standardised as far as practicable on the following lines:

- a. Documentation on the state-of-the-art of conservation generally in the country from the material readily available, for example:
 - country description: population, urbanisation, government agencies responsible for conservation, etc.
 - basis for compiling the inventories of the heritage
 - status of the inventories in terms of protection of the heritage
 - summary of the laws relating to conservation
 - how conservation is integrated, or not integrated, with town planning
 - organisations responsible for conservation, official and non-official
- b. What studies are available on economics theory, principles and method for economics in conservation?
- c. What case studies are available in economics of conservation?
- d. To what extent is economics used, in the spirit of the above or any other, in the work of conservation?
- e. What organisations, institutions and individuals are involved in the economics of conservation with address, function, work, etc?
- f. Are there university or other programmes in the country which focus on and train professionals in the economics of conservation?
- g. What are the major bibliographic items related to the economics of conservation?

h. What other information is relevant to the above?

■ ADMINISTRATION AND MANAGEMENT

□ BUREAU II/90 AND THE 42nd SESSION OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

On 20 June 1990 at the 42nd session of the Executive Committee a number of important decisions were taken on the basis of recommendations made by Bureau II (19 June).

- National Committees that have not paid fees outstanding by 31 May will be informed that if they do not pay by 31 July they will not be permitted to vote at the General Assembly and their candidates will not be eligible for election. Also concerning the General Assembly the Executive Committees approved the report of Mrs. Saaby on the Resolutions and Credentials' Committees and it asked that National Committees having prepared translations of the Venice Charter and the Charter for the Conservation of Historic Towns and Urban Areas reproduce these for distribution at the General Assembly. The Executive Committee also approved the jury for the Gazzola Prize proposed by the Bureau.
- Furthermore, the Executive Committee decided to undertake a strategic planning process for the future of Icomos into which will be integrated the deliberations of the General Assembly.
- The revised budgetary estimate for 1990 was approved. However, the draft triennial programme and budget will be drafted at a meeting of the Bureau and Executive Committee members at the beginning of September.
- Concerning the headquarters situation it was decided that for the time being Icomos will remain at the Hôtel Saint Aignan. Relocation at Versailles will be considered as a viable solution only to the degree that it is par "a real global solution for Versailles aiming at improving considerably the synergy between organizations for the protection of cultural heritage and the enhancement of world heritage". At the same time the Ministry of Culture will be asked to search for another quality headquarters building in Paris.
- The Executive Committee also decided to continue the Disk Profiles project up to the



NEWSLETTER

General Assembly (where it will be demonstrated) after which the final decision of whether or not to continue the project will be made.

- The Executive Committee decided that the Advisory Committee, at its next session prior to the General Assembly, will discuss guidelines for International and National Committees, in the light of existing guidelines.
- The Executive Committee approved the creation of a National Committee in Cameroon and the reactivation of National Committees in Algeria, Colombia, Ecuador, Guatemala, Paraguay and Romania on the condition that they provide resumes for their members and draft statutes.
- Finally the transfer of the ICAHM Secretariat to Canada was approved along with the programme of this Committee for 1990-93.
- Following the administrative meetings, Mrs. Smith and Messrs. Gazaneo and Stelzer represented Icomos International at the Organization and Scientific Committee meetings of the General Assembly at Lausanne, 21-22 June.

□ NEWS FROM THE NATIONAL COMMITTEES

- Colombia: The National Committee is being reactivated. For further information, please write to: Alberto Corradine Angelo, Apartado Aereo 39610, Bogota D.C. (Colombia).
- Costa Rica: The National Committee has informed us that for the second consecutive year the *International Day on Monuments and Sites* has been celebrated in Costa Rica. On this occasion, the Icomos Committee of this country instituted the *Prize of 18 April*, which was awarded to the Government of the Federal Republic of Germany for the exceptional technical and economic support given by it in the last few years to preserve the built heritage of Costa Rica. The Minister of Culture of Costa Rica awarded the prize. After this national event, a cycle of conferences was held over two weeks by representatives of the Spanish and Argentinian Icomos National Committees. Moreover, the Costa Rican Committee has informed us that it has just been chosen regional coordinator of Copal.

- Guatemala: The National Committee is being reactivated. For further information please write to: Arq. Blanca Nino Noton,

Apartado Postal 625 A, 01909 Guatemala C;A; (Guatemala).

- Mexico: The National Committee celebrated the *International Day on Monuments and Sites* the 18th of April, which was a real success with the public. According to the Committee's activities report, sub-committees have been created in order to group the members living outside of the capital. Moreover, a plan for the creation of an Information and Documentation Centre is under way in collaboration with the University of Mexico. Finally, the National Committee has just published a translation of the *Icahm Charter for the Protection and the Management of Archaeological Heritage*.

Information: Icomos Mexican Committee, c/o Academia Mexicana de la Historia, Plaza Carlos Pacheco 21, Mexico D.F. (Mexico).

- Zambia: A National Committee is being constituted. For further information, please write to Mr. N.M. Katankwa, National Monuments Commission, P.O.B. 60124, Livingstone (Zambia).

□ NEWS FROM THE INTERNATIONAL COMMITTEES

- Economics in Conservation: The Third Meeting of this Committee was held on 22 May 1990 in Rome, hosted by Mr. Giuseppe Proietti in the offices of the Ministry of Cultural Properties. The President of Icomos, Mr. Di Stefano joined the meeting. The reason for the location in the Ministry was the presentation by a Working Group of the Committee of its first Draft Report, which had been commissioned by the Ministry. The Working Group comprised Professors William Hendon (University of Akron, Ohio); Nathaniel Lichfield (University of London, Chairman); Peter Nijkamp (Free University of Amsterdam); Almerico Realfonzo (University of Naples); Pietro Rostirolla (University of Bari). The Draft Report, intitled *Cost Benefits Analysis in the Conservation of the Built Heritage*, represented the first of three years' work, in which the second will be application in the field in southern Italy and the third the compilation of a Manual which the Ministry can use in evaluating projects when granting of funds for conservation.

- Training: The Icomos International Committee for Training, in collaboration with Iccrom, is organizing an international symposium on *Scientific Methods for the Safeguarding of the Memory of a City - Training problems*, which will be held in Sofia (Bulgaria) from 28 September to 1st October 1990, hosted by the Icomos National Committee of Bulgaria. The theme of the symposium focuses on the methods for safeguarding the historical values of a city and its historical identity which has formed over time. The protection process is obviously linked with the necessity of pluridisciplinary research which involve many specialists. This is why training plays a particularly important role in the preparation of objectives, criteria, methods, languages, means, communications, unified tools for action. The partners—for whom the training is destined—are today of an unexpected importance. This does not only include specialists as conservators, planners, architects, art theoreticians, sociologists, archeologists, economists and so on, but also politicians, citizens, children and young people at different teaching levels, who have been sensibilised to the problems of the memory of a city. The symposium will also focus on the scientific aspects of the preservation methods and on the development of the communication between the partners and elaboration of a strategy of conservation. Participants will be allowed to present the results of their professional or scientific experience, regional or national programmes and activities of training in their field. During the symposium will be held the regular annual session of the Icomos International Committee of Training.

■ INFORMATION AND DOCUMENTATION

□ UNESCO-ICOMOS DOCUMENTATION CENTRE ACTIVITIES

- The "Disk Profiles" programme described in *Icomos No. 4/1989* and *Icomos No. 1/1990* has left the planning stage and is being carried out.

Several National Committees have made this possible thanks to their financial support, their advice on pricing and their help in writing up the project for presentation to Committees, research centres and libraries.

NEWSLETTER

Let us remind you that the programme offers users selections of data from the Icomos data base. The data can be chosen using "standard" or "personalized" criteria. Most of the standard profiles correspond to the themes of the Icomos International Committees which are listed below:

- . Industrial Architecture
- . Vernacular Architecture
- . Rock Art
- . Wood
- . Economics of Conservation
- . Training
- . Archaeological Sites
- . Inventories
- . Historic Gardens
- . Legislation
- . Monuments in Seismic Areas
- . Architectural Photogrammetry
- . Stone
- . Earthen Structures (Adobe)
- . Cultural Tourism
- . Historic Towns
- . Stained Glass

Personalised profiles provide information on other aspects of conservation and restoration of architectural heritage according to individual choice. Here are a few examples of requests which have already been made:

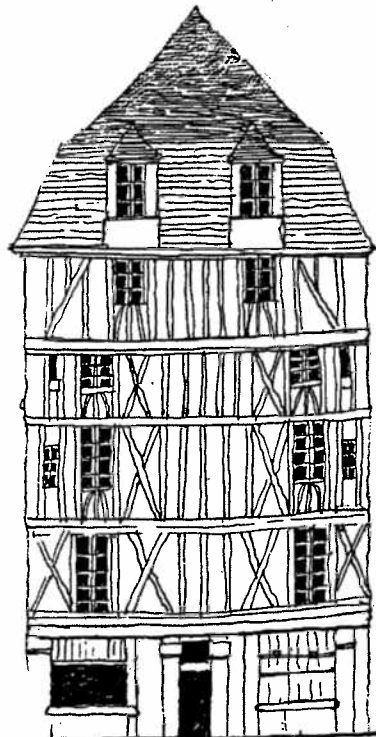
- . Theory of conservation and restoration
- . Conservation and restoration in one or several countries
- . Conservation of one or several sites included on the World Heritage List
- . Re-use of Historic Monuments
- . A standard profile concentrating on one or several countries.

Price of "Standard Profiles" diskettes:
400FF/\$70 for 100 references per theme.
20FF/\$3.50 per 10 additional references.
Price of "Personalized Profiles" diskettes:
600FF/\$105 for 100 references per theme.
30FF/\$5.25 per 10 additional references.

We will continue to inform you of the project's progress. Further information may be obtained from the Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France). Any suggestions on centres or libraries which might be interested in the project would be most welcome.

□ TRAINING

- **Gardens of historic interest:** The University of York, which often proposes few stages and training courses, invites this year all the specialists in historic gardening and landscape work to follow the training course on *the Care and Upkeep of Gardens of special and historic Interest*, which will be held from 2 to 7 September 1990 in Askham Bryan (United Kingdom). For further information, please write to: Centre for the Conservation of Historic Parks and Gardens, IoAAS, University of York, The King's Manor, York YO1 2EP (United Kingdom).





**INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX**

**SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES**

L'Index Analytique de l'Icomos (IAI) est établi à partir des publications récentes reçues au centre de Documentation Unesco-Icomos. Nous avons sélectionné des références traitant d'aspects techniques de conservation et de restauration et les avons rédigées ainsi: auteur, titre de l'article ou du chapitre, nom du périodique ou du livre, volume, numéro et année de publication, pages, illustrations, bibliographie, langues des résumés. La cote de placement et le numéro d'enregistrement au centre sont indiqués à la suite, ainsi que les numéros d'ISSN ou d'ISBN. Les rubriques sont identifiées par les trois premiers mots-clés utilisés pour l'intégration à la base Icomos, et classées par ordre alphabétique d'auteurs. La numérotation renvoie à l'index où est signalée l'adresse où se procurer les documents. En raison d'une nouvelle mise en page, nous avons été amenés à modifier la présentation de l'IAI. Veuillez adresser vos appréciations et vos suggestions au: Centre de Documentation Unesco-Icomos, 75, rue du Temple, 75003 Paris (France). Rédaction: Denyse Vaillancourt.

1. TOURISME CULTUREL

SIMONET-LENGLART, MARC, Défense et apologie du visiteur, *La Demeure Historique*, n° 1, 1990, pp. 26-29, fr. (TO. 222)
«Pour séduire le visiteur, il faut le connaître». Or, en France, il apparaît que la moitié des responsables de monuments ne connaissent pas leur public. Cette constatation faite, l'auteur de l'article développe sa théorie sur ce que devrait être l'accueil du public dans les monuments historiques. Il fonde sa réflexion sur le comportement des visiteurs d'un château. Si ces visiteurs présentent une extrême diversité sociologique, ils manifestent pourtant des intérêts similaires. L'auteur met en exergue ces attentes, souvent plus ou moins conscientes. Le premier désir du visiteur est de se sentir introduit dans l'intimité d'une demeure étrangère; la seconde attente est liée à l'attrait mythique de l'édifice; le public recherche toutes les manifestations de la «vie de château». Enfin, le visiteur compte beaucoup sur la rencontre avec «l'Art et l'Histoire». Ce dernier désir est aussi le plus vague dans la mesure où les réels amateurs sont peu nombreux. En vue d'améliorer la fréquentation des monuments historiques, l'auteur de l'article propose donc d'aller à la rencontre des attentes du public. Il préconise un contact chaleureux avec les visiteurs, l'ouverture des pièces d'apparat, des jardins, et enfin un commentaire historique cohérent, propre à éveiller l'intérêt. Selon lui, ces objectifs ne pourront être atteints que si la fonction de guide est revalorisée et si sont créés des centres de documentation où le public pourra approfondir librement sa visite. Pourquoi tant d'effort? Quand le public français, à l'instar de l'anglais, considérera ces témoignages du passé comme la mémoire collective de la nation, un grand pas aura été fait en faveur de la protection du patrimoine. Restent à trouver les moyens financiers indispensables à cette prise de conscience. * accès au monument historique - visiteurs - directive - France *

La Demeure Historique, Hôtel de Nesnord, 57 quai de la Tournelle, 75005 Paris (France)

2. ARCHITECTURE INDUSTRIELLE

SLOTTA, RAINER, La sauvegarde du patrimoine minier: l'exemple de la République Fédérale

d'Allemagne, *Un avenir pour notre passé*, n° 37, 1990, pp 8-12, ill., fr/ang. (A.I. 376)
La sauvegarde du patrimoine minier en R.F.A. témoigne d'un intérêt croissant pour le patrimoine industriel en général. La plupart des Länder dotés de sites miniers ont procédé à l'inventaire et à la sauvegarde des monuments techniques. Le travail le plus important, en faveur de la conservation du patrimoine minier, a été effectué par la Rhénanie du Nord-Westphalie, Land où les installations minières sont les plus nombreuses. Néanmoins, la conservation des monuments techniques de la mine incombe aux services du patrimoine de l'Etat et aux propriétaires privés. Or, la conservation des monuments de grandes dimensions est réellement problématique: elle exige un appui financier considérable à long terme. Aussi la collaboration entre propriétaires et services de l'Etat, ainsi que la contribution de mécènes, sont-elles les garants d'une conservation réussie. Les critères qui favorisent la sauvegarde d'un monument sont quand la poursuite de l'exploitation économique est réalisable ou quand une utilisation publique (musée) ou privée est possible. Le Musée allemand de la Mine de Bochum est un institut de recherche sur l'histoire de la mine. Sa contribution à l'étude et à l'inventaire des monuments miniers est un apport précieux à l'archéologie industrielle. Fort de l'exemple du Musée de la Mine de Bochum, l'auteur développe la théorie suivant laquelle tout monument doit être considéré comme «le résultat et la somme des influences de la culture et de l'environnement». Dans cette optique, le monument minier est une source d'information inestimable pour l'histoire de l'industrie. Il témoigne, en effet, du contexte culturel, économique, social, écologique, historique qui fut à l'origine de sa construction et de ses formes. L'auteur illustre son propos par une étude sur la mine du Dr. Geier à Waldalgesheim où il apparaît que l'architecture, l'équipement mécanique et les conditions du terrain sont étroitement liés. * bâtiment minier - installation minière - conservation, interprétation archéologique - musée - R.F.A. *

Conseil de l'Europe, BP 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex (France) ISSN 0252-0834 (fr.) 0252-0842 (ang.)

SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

3. CONSERVATION DE SITE ARCHEOLOGIQUE

Conservation Research Proposal for the Great Sphinx Presented in Cairo, *The Getty Conservation Institute Newsletters*, volume V, n° 1, 1990, pp 1-3, ill., ang. (R-314)

La conservation du Grand Sphinx de Guizah, en Egypte, continue d'être l'une des préoccupations majeures de l'Egyptian Antiquities Organization (EAO). A la demande de l'EAO, le Getty Conservation Institute a étudié la question. Il propose que soit lancé un projet international de conservation du monument, commun à l'EAO et au Getty Institute, en collaboration avec l'Unesco. L'enjeu est de taille. Il s'agit, avec un minimum d'intervention, de consolider la pierre calcaire très friable et de la protéger des atteintes extérieures futures. Les experts ont en effet montré que la pierre s'érodait de 30cm par siècle. Fondé sur les nombreuses données scientifiques et photographiques d'études antérieures, le projet de recherche sur la conservation du Grand Sphinx se déroulerait en deux temps. Une première phase de recherche: appréciation de l'état de conservation du monument et des mécanismes de dégradation; étude quantitative de l'usure par rapport à divers critères tels que la proportion de surface érodée, le degré d'humidité du calcaire, les réactions chimiques, le rôle de la rosée nocturne, des sels, les effets de l'environnement moderne, etc. Une seconde phase de planification du programme de conservation. Ce projet sera conduit par une équipe d'experts internationaux. Il s'agit, à l'issue de cet important travail de recherche, de permettre à l'EAO de prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde de ce témoignage unique de la civilisation égyptienne. * patrimoine culturel mondial - campagne internationale - sphinx - calcaire - recherche scientifique - Egypte *

The Getty Conservation Institute, 4503 Glencoe Avenue, Marina del Rey, California 90292-6537 (U.S.A.)

4. CONSERVATION DU BOIS

FEIST, WILLIAM C., **Outdoor Wood Weathering and Protection**, *Archaeological Wood, Properties, Chemistry and Preservation*,

edited by Roger M. Rowell & R. James Barbous, *Advances in Chemistry Series*, n° 225, pp. 263-298, ill., ang. (BO. 245).

Cet article est extrait du recueil des communications présentées lors du colloque sur le bois archéologique, organisé par l'American Chemical Society, à l'occasion de son congrès national en 1988. L'auteur aborde le problème de la conservation du bois exposé aux conditions normales du plein air. Le processus naturel de dégradation du bois en plein air se traduit par une décoloration et une détérioration dues à la lumière, à l'humidité et à des micro-organismes qui le tachent. Cette combinaison d'agents de type chimique, mécanique ou lumineux ainsi que leur action sur la qualité du bois est discutée de manière approfondie. L'auteur décrit tout d'abord, les dégradations organiques qui affectent le bois: une surface rugueuse ou craquelée. Il présente ensuite les altérations chimiques qui sont à l'origine d'une succession complexe de réactions à radical libre. Une fois exposées les causes et les conséquences de l'altération météorique du bois, il présente de manière succincte les moyens d'y remédier. Dans la mesure où la lumière ne pénètre le bois qu'en surface (200 microns), le processus de dégradation est un phénomène superficiel. Aussi, la peinture, la teinture, le vernis apparaissent-ils comme des moyens de protection suffisants. Cette étude a pour but d'alimenter la réflexion sur la conservation des structures en bois historiques. * architecture en bois - altération météorique - dégradation bio-chimique - physique et mécanique - couche de protection * American Chemical Society, 1155 Sixteenth street, N.W. Washington D.C., 20036 (U.S.A.).

5. TRAVAIL DE RESTAURATION

MESSINAC, C., PAOLINI, L., SESTINI, V., **Il recupero statico delle strutture in legno nel Teatro Niccolini di San Casciano Val de Pesa, *Il restauro del legno***, Firenze, Nardini Editore, 1989, vol. 1, pp 201-208, ill., ita., (BO. 243). Les questions liées à la restauration du bois ont fait l'objet d'un second colloque national à Florence (Italie), en 1989. Présentée au cours de ce colloque, l'étude de cas sur la restauration du Théâtre de San Casciano est l'illustration réussie d'une tentative de remise

en fonction statique des structures en bois de l'édifice. Cette opération de sauvetage des structures en bois originelles du Théâtre Niccolini, menacées de disparition du fait d'un entretien de la couverture trop longtemps négligé, a été rendue possible grâce à la pression des pouvoirs publics. Au cours de leur exposé, les intervenants ont tout d'abord présenté les critères théoriques qui guidèrent la restauration ainsi que les technologies qui furent appliquées à sa réalisation. Les travaux engagés consistaient en: la reconstruction de plusieurs cintres de la voûte acoustique; la consolidation du lien entre les nervures et les claires de la voûte elle-même; le renforcement des grandes fermes. Enfin, les auteurs ont décrit la méthode de raidissement adoptée pour les poutrelles en bois des trois séries de balcons. Sur celles-ci, un système mixte fait de bois et de béton, avec des entretoises métalliques prétendues, a été réalisé de manière à contenir toute déformation sismique. * bois - éléments structurels - consolidation de structure - théâtre - Italie *

Collegio degli Ingegneri della Toscana (Federato A.N.I.A.I. - Lungarno Guicciardini 1, 50125 Firenze (Italie) ISBN 88-404-4009-7.

6. FORMATION

Centre nordique de préservation des métiers de Raadvad (Danemark), *Métiers du patrimoine*, n° 4, 1989, pp 5-12, ill., fr/ang, (K-345).

Le centre nordique de préservation des métiers de Raadvad au Danemark est né en 1986 de l'action conjuguée de trois institutions danoises, l'Office National d'Aménagement du Territoire, la Fédération Danoise des Métiers et l'Ecole Technique de Copenhague, en faveur du maintien des métiers traditionnels. Le Centre est une fondation privée, dont le rayonnement s'est étendu à la Norvège et à la Suède. Complémentaire aux institutions vouées à la conservation muséographique des traditions populaires, il poursuit un double objectif: développer un savoir-faire en matière de techniques de restauration, en favorisant la recherche et le stockage d'informations; constituer un corps d'artisans formés aux manières traditionnelles de bâtir et de décorer



SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

en assurant une formation à la fois théorique et pratique. Pour mener à bien ce programme, le Centre abrite sept entreprises artisanales privées spécialisées et recherche activement des projets de restauration pour une application directe des techniques traditionnelles. Les métiers actuellement couverts par la formation sont essentiellement liés à la conservation des bâtiments, de leurs meubles et équipements ainsi que de leurs abords en général: maçonnerie, taille de pierre, charpente, sculpture sur bois, peinture, tournage sur bois, forge, plomberie, orfèvrerie, paysagiste, etc. Parallèlement à cette activité, le Centre mène une importante réflexion sur l'intégration des méthodes traditionnelles à l'architecture contemporaine. * formation des artisans - techniques traditionnelles - restauration - Danemark * Conseil de l'Europe, Division de la Conservation Intégrée du Patrimoine Historique, BP 431 R6, Strasbourg Cedex (France)

7. URBANISME

LAWRENCE, RODERICK, J., **Le bruit en milieu urbain, hier et aujourd'hui**, *Habitation*, n° 1-2, 1990, pp. 2-5, ill., fr. (K-91).
L'histoire de l'urbanisme met en évidence, selon l'auteur, une vieille opposition entre les préoccupations des concepteurs de la ville et celles des utilisateurs. La transformation de la rue, depuis la fin du 19ème siècle, en Suisse, est de ce point de vue riche en enseignement. L'architecture du 20ème siècle a cherché à faire disparaître les rues et les quartiers dits insalubres hérités du passé, pour les remplacer par une morphologie urbaine nouvelle faisant bénéficier les logements d'un ensoleillement maximal, de ventilation naturelle et d'espaces verts. Réforme sanitaire sans doute louable, mais, en définitive, au détriment des principaux intéressés. En effet, plus l'urbanisme s'ouvre à l'air et à la lumière, plus l'habitat est vulnérable au bruit. L'accroissement du réseau routier, en ôtant à la rue son caractère social, facilite la propagation de nuisances sonores que nul obstacle extérieur n'arrête plus. L'étude sur le bruit à Genève démontre que la conception d'une ville devrait prendre en considération les interactions qui existent entre toutes les caractéristiques de l'écosystème humain

présent dans la ville. Le paysage urbain en effet est tributaire de l'évolution des techniques et des valeurs humaines. * mesure et instruments de mesure du bruit - histoire de l'urbanisme - ville - Suisse *
Section romande de l'Union suisse pour l'amélioration du logement, 8 rue Clos-de-Bulle, 1004 lausanne (Suisse)

8. THEORIE DE L'ARCHITECTURE

BRESSANI, MARTIN, **Notes on Viollet-le-Duc's Philosophy of History: Dialectics and Technology**, *Journal of the Society of Architectural Historians*, Vol. 48, n° 4, 1989, pp. 327-350, ill., ang. (K-117).
Dans le souci d'élargir l'interprétation rationaliste, communément admise, de l'oeuvre de Viollet-le-Duc, l'auteur de l'article propose une réflexion sur le discours dialectique que l'architecte tient sur les notions de progrès et d'histoire. La philosophie de l'histoire de Viollet-le-Duc est en fait une idéologie de la liberté. En effet, les témoignages architecturaux depuis l'origine lui démontrent que l'humanité a su transformer une nature hostile en un monde harmonieux. La dialectique historique de Viollet-le-Duc est l'expression de sa conception du monde en général. Elle s'articule en trois temps: la civilisation asiatique (théocratie), l'Antiquité (aristocratie) et enfin le Christianisme (démocratie), qui est une synthèse des deux étapes précédentes. Pour Viollet-le-Duc, la technique est l'activité humaine qui traduit le mieux l'engagement dialectique de l'homme avec le monde. Dans cette optique, le style est le résultat d'une activité humaine tiraillée entre le monde réel et le monde idéal. La dialectique historique de Viollet-le-Duc apparaît clairement dans son analyse comparée de l'architecture grecque et de l'architecture gothique. L'architecture grecque tente de se libérer de l'emprise de la tradition, tandis que l'architecture gothique montre l'éclosion d'un esprit qui cherche à sublimer à la fois la nature et la tradition. Ainsi, le christianisme est la dernière étape de la dialectique historique où l'homme devient réellement une créature à l'image du Créateur. * histoire de l'architecture - 19ème siècle *
Society of Architectural historians, 1232 Pine street, Philadelphia PA 19107 (U.S.A.) ISSN: 0037-9808

9. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SANI, MARGHERITA, «Siris», **Sistema Informativo per la Ricostruzione dell'Insediamento Storico**, *Catalogazione e nuove tecnologie applicate allo studio del territorio*, IBC *Informazioni*, n° 1, 1989, pp. 57-58, ill., (K-111).

Le projet Siris (Système d'information pour la reconstitution de l'occupation du sol dans une perspective historique) lancé au printemps 1986 commence à prendre forme. Ce système de catalogage d'un territoire donné, en Emilie-Romagne, vise, avec l'appui de nouvelles technologies, la création d'une banque de données spécialisée. Ce projet repose sur la constitution d'un fichier qui réunit des documents d'archives et des cartes permettant la reconstitution de l'implantation sur l'ensemble du territoire. Ce fichier s'enrichit, mais pour quelques communes seulement, d'analyses morphologiques du paysage, du catalogage du patrimoine architectural et de l'étude des procédés de planification territoriale. Cette documentation est élaborée au sein de onze unités de travail spécialisées qui mettent largement à contribution les nouvelles technologies:

- . photogrammétrie aérienne pour les cartes du territoire et pour les relevés du patrimoine architectural.
- . photogrammétrie et topographie appliquées au relevé des édifices majeurs du centre historique de certaines villes.
- . méthode de catalogage qui requiert une documentation exhaustive sur le patrimoine architectural (localisation, description, état de conservation, fonctionnement, utilisation, etc.).
- . données cartographiques (mode d'occupation du territoire, utilisation du sol, structure de la propriété foncière, toponymie) qui permettent d'établir une véritable carte des phases de l'évolution du territoire extra-urbain.
- . traitement du matériel d'archives et bibliographique qui amène la création d'une banque de données sur le territoire et d'un lexique annexe.
- . système de classement thématique et critères d'analyse de photographies qui illustrent, à partir de la fin du 19ème siècle, les aspects de la vie, du travail et du paysage dans les communes étudiées.



SELECTION DE LA LITTERATURE TECHNIQUE SUR LA CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES

. élaboration de modèles d'archivage de données démographiques, économiques et urbanistiques qui pourront être utilisées par les administrations publiques, les chercheurs et les planificateurs.

. mise au point de six cartes d'analyse détaillée du paysage servant de base pour la construction de la carte matrice du milieu géographique.

* technique informatique - relevé photogrammétrique - photographie aérienne - carte - base de données - Italie *
Istituto per i beni artistici, culturali e naturali della Regione Emilia-Romagna, Via Manzoni 2, 40121 Bologna (Italie).

10. PIERRE/PHOTOGRAMMETRIE

GRASSEGGER, GABRIELE, ECKSTEIN, GÜNTER, **Schadensvermessung an Natursteinen. Photogrammetrische und naturwissenschaftliche Untersuchungen, Präzisionsvermessungen zum zeitlichen Verlauf von Steinschäden, Denkmalpflege in Baden-Württemberg**, n° 1, 1990, pp. 23-33, ill., all., (K 60-Ph. 208/Pi. 374).

Dans la région Baden-Württemberg (République Fédérale d'Allemagne) le nombre de cas de détérioration de pierre a dramatiquement augmenté. Les relevés photogrammétriques réalisés depuis leur découverte dans les années 1960 sont très importants pour analyser les causes de détérioration. Ils sont également la base des programmes de rénovation et restauration des édifices. Le Département de Conservation (Landesdenkmalamt) utilise maintenant de nouvelles méthodes photogrammétriques qui permettent non seulement de mesurer les détériorations relatives des surfaces mais également de définir des valeurs absolues. Auparavant, une échelle de 1:50 était utilisée pour les croquis photogrammétriques; aujourd'hui les méthodes ont été affinées. Le procédé peut être divisé en différentes phases. En premier lieu, la détérioration que l'on peut montrer graphiquement, est reproduite à grande échelle (1 à 20). Ensuite, selon les recherches scientifiques, une clef d'interprétation doit être définie. La surface sera alors mesurée, pierre par pierre, par interprétation stéréoscopique à une échelle beaucoup plus précise (de 1 à 120). Un schéma exact du niveau de détérioration peut alors

être reproduit. Les parties détériorées les plus difficiles à mesurer sont celles de surface (gradation 0-1). Des parties de la pierre sont également examinées au microscope et aux rayons X, qui permettront d'analyser, par exemple, les changements de la composition minérale de la pierre d'origine. La tendance actuelle est de considérer comme très important le fait de mesurer la détérioration, à savoir, les pertes, la régularité des périodes, etc. En effet, les parties qui sont déjà détériorées semblent être spécialement vulnérables. L'exemple de la Cathédrale de Salem montre que 15% de la surface examinée s'est détériorée sur 1mm en huit mois. Une des conclusions est que ces relevés photogrammétriques particulièrement détaillés ne sont pas seulement importants pour la documentation sur la détérioration mais aussi pour prévoir la rapidité de cette détérioration; la politique de conservation peut donc être ajustée en fonction de tous ces éléments.

*relevés photogrammétriques - restitution photogrammétrique - pierre - détérioration - recherche scientifique - République Fédérale d'Allemagne *

Landesdenkmalamt Baden-Württemberg, Mörihestrasse 12, 7000 Stuttgart 1 (République Fédérale d'Allemagne).

11. SCULPTURES EN BRONZE

MONTAGNA, DENNIS R., **Conserving Outdoor Bronze Sculpture, Preservation Tech Notes, Metals**, n° 1, CRM Bulletin 1), 1990, 8 pp., ill., ang., (K 308).

Les sculptures en bronze des portes de façade, non protégées, se corrodent quand elles sont exposées trop longtemps aux composants chimiques de notre environnement. A la longue, les surfaces se patinent d'une couleur verte due aux éléments corrosifs: le plus souvent un mélange de sulfates de cuivre et de carbonate formé par la réaction du métal aux dioxydes de carbone et de soufre. Des méthodes agressives telles que le sablage, le bombardement de billes de verre ou des traitements chimiques ont été utilisées pour supprimer ces éléments corrosifs. Les recherches montrent cependant que ces procédés agressifs de nettoyage détruisent la patine existante et arrachent le métal des surfaces. Ainsi, les résultats n'ont donné qu'un ultérieur endommagement des surfaces

déjà détériorées. Ces dernières années, le Département du Parc National de Washington D.C. a expérimenté avec succès de nouvelles méthodes de nettoyage: en 1987, le monument Kosciuszko a été nettoyé par une technique de projection explosive de coquilles de noix. Alors que le bombardement de coquilles de noix entières est une technique abrasive de nettoyage, les coquilles de noix pulvérisées sont beaucoup plus douces que le sable ou que les billes de verre, et sont projetés à une moindre pression. Après les opérations de bombardage et de lavage, un anticorrosif Benzotriazole (BTA) a été appliqué, et enfin un polissage avec une couche de cire protectrice a été effectué. Cette opération de nettoyage sur l'édifice Kosciuszko a été entreprise dans le cadre du cours de formation sur les principes et pratiques de conservation des portes extérieures sculptées du Département du Parc National. Le monument a retrouvé la couleur et l'éclat métallique qu'il possédait avant d'être sujet à des années de négligence et aux vicissitudes d'un environnement hostile. Avec un programme de maintenance régulière peu onéreux, la conservation de l'édifice peut être assurée.

* nettoyage - bronze - sculptures - détérioration - techniques de conservation - prévention de la détérioration - USA *
Tech Notes, Preservation Assistance Division, National Park Service, P.O.Box 37127, Washington D.C. 20013-7127 (USA). ISSN 0791-9023.



**INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX**

**A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS**

The Icomos Analytical Index (IAI) is based on recent publications received at the Unesco-Icomos Documentation Centre. We have selected those references pertaining to the technical aspects of conservation and restoration and presented them in the following order - author, title of article or chapter, title of the periodical or book, volume, number and year of publication, number of pages, illustrations, bibliography, and the languages in which the articles, and summaries are written. The Centre shelf and registration numbers are given in parentheses. The headings correspond to the first key word used for integration into the ICOMOS database. The other keywords follow the summary and are placed between asterisks. The reference ends with the address where the work may be obtained and the ISSN and ISBN numbers. Please send your comments and suggestions to the Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

1. CULTURAL TOURISM

SIMONET-LENGLART, MARC, *Défense et apologie du visiteur, La Demeure Historique*, n° 1, 1990, pp. 26-29, Fr. (TO. 222).

"In order to please your visitor you must first know something about him". However, in France, it would appear that as many as a half of those in charge of historic monuments know nothing of their public. Following up on this observation the author develops his ideas on how the public should be welcomed to historic monuments. He bases his theory on the behaviour of people visiting a castle. Though they may have very different sociological backgrounds they have many common interests. The author defines this set of expectations of which even the visitor himself may be partly unaware. The first wish is to feel admitted into the privacy of the unknown dwelling; the second is linked to the romantic appeal of the building, with the public looking for every available sign of "gracious living"; lastly, the visitor sets much store on meeting "Art and History". The last is the least well defined of all the visitor's expectations since true connoisseurs are few and far between. If more people are to be encouraged to visit historic monuments, then more has to be done to match the public's expectations. The author recommends a warm welcome and lively contact throughout the visit, opening up the ceremonial reception rooms, and the gardens, and a coherent historic commentary to stimulate interest. All this is possible only if new meaning is given to the functions of guides and if documentation centres are provided where the public are at liberty to follow up their visit. Would the effort be worth it? The author concludes that when the French public catches up with its English neighbours and considers these monuments as the expression of a national collective memory, heritage protection will have made a huge step forward. The problems of financing this cultural and educational effort still have to be solved. * access to historic monuments - visitors - guidelines - France *

La Demeure Historique, Hôtel de Nesnord, 57 quai de la Tournelle, 75005 Paris (France).

2. INDUSTRIAL ARCHITECTURE

SLOTTA, RAINER, *La sauvegarde du patrimoine*

minier: l'exemple de la République Fédérale d'Allemagne, Un avenir pour notre passé, n° 37, 1990, pp 8-12, ill., Fr/Eng. (A.I. 376).

The protection of the mining heritage in F.R.G. is an example of the growing interest in industrial heritage in general. Most of the Lander (provinces) which have mines have already made inventories and have turned to the conservation of technical monuments. The most important work on the conservation of mining heritage has taken place in North Rhine-Westphalia, where mining installations are the most plentiful. The conservation of the mines' technical monuments is the responsibility of the State Heritage Authorities and private owners. The conservation of large monuments is complex and requires considerable long-term financial support. Co-operation between owners and State authorities, allied to financial patronage, seems to be the best way to guarantee satisfactory conservation. The conditions most favourable to conservation seem to occur when the mine can be worked or when a public or private use (eg. museums) can be found for the monument. The German Museum at Bochum is a research institute specialising in the history of mines. Its study and inventory of mining monuments has been an invaluable contribution to archaeological industry. Taking the Bochum Mine Museum as a guideline, the author develops a theory that every monument should be considered "the sum and product of cultural and environmental influences". Seen from this angle, the mining monument is an invaluable source of information on the history of industry. It is a living testimony to the cultural, economic, social, ecological and historic forces which engendered its construction and lines. The author illustrates his point with Dr. Geier's study at Waldalgesheim, from which it appears that architecture, mechanical equipment and soil conditions are closely linked. * mining buildings - mining equipment - conservation - archaeological interpretation - museums - F.R.G. *

Council of Europe, BP 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex (France) ISSN 0252-0834 (Fr.) 0252-0842 (Eng.)

**3. CONSERVATION OF
ARCHAEOLOGICAL SITES**

Conservation Research Proposal for the Great Sphinx Presented in Cairo, The Getty Con-



A SELECTION OF TECHNICAL LITERATURE ON THE CONSERVATION OF HISTORIC MONUMENTS

ervation Institute Newsletters, volume V, No. 1, 1990, pp 1-3, ill., Eng. (R-314).

The conservation of the Great Sphinx at Guizah in Egypt continues to be a major preoccupation for the Egyptian Antiquities Organisation (EAO). They asked the Getty Conservation Institute to study the question and it has suggested that it should join with the EAO and Unesco to launch an international project to conserve the Sphinx. The task will be onerous. It will involve strengthening and protecting the brittle limestone whilst keeping intervention to the minimum. Experts have shown that 30 cm of stone are eroded every century. The conservation research proposal is based on scientific and photographic information gathered from numerous previous studies. It suggests that the work be carried out in two stages. First will come a research stage to assess the state of conservation and the deterioration process: wear and tear will be related to various criteria such as the proportion of the surface which has been eroded, the dampness in the limestone, chemical reactions, the role played by dew, by salts, by the modern environment, etc. The second phase will plan a conservation programme. The project will be led by a team of international experts. The goal of the extensive research is to enable the EAO to take the necessary steps to conserve this unique example of Egyptian civilisation. * world cultural heritage -international campaigns - sphinx - limestone - scientific research - Egypt *

The Getty Conservation Institute, 4503 Glencoe Avenue, Marina del Rey, California 90292-6537 (U.S.A.).

4. CONSERVATION OF WOOD

FEIST, WILLIAM C., *Outdoor Wood Weathering and Protection, Archaeological Wood, Properties, Chemistry and Preservation*, edited by Roger M. Rowell & R. James Barbous, *Advances in Chemistry Series*, n° 225, pp. 263-298, ill., Eng. (BO. 245).

The article is an extract from the collection of papers presented to the American Chemical Society's Symposium on Archaeological Wood, which took place during its 1988 national congress. The author broaches the problem of the outdoor weathering of wood

and its conservation. The natural weathering of outdoor wood brings loss of colour and deterioration due to exposure to light, to damp and to micro-organisms which leave marks. The effects of this combination of chemical and mechanical agents and light upon wood is discussed in great depth. The author first describes the organic deterioration: rough and cracked surfaces. He then describes the chemical changes which lie behind a complex series of reactions involving free radicals. This is followed by a presentation of the causes and effects of meteoric changes on wood. Finally the author gives concise suggestions for solving the problem. When light affects only the surface of the wood (up to 200 microns), the deterioration is only superficial and a layer of paint, dye or varnish seems to give adequate protection. The study invites further reflexion on the conservation of historic wooden buildings. * wooden architecture - meteorics - bio-chemical deterioration - physics and mechanics - protective layers * American Chemical Society, 1155 Sixteenth street, N.W. Washington D.C., 20036 (U.S.A.).

5. RESTORATION WORK

MESSINAC, C., PAOLINI, L., SESTINI, V., *Il recupero statico delle strutture in legno nel Teatro Niccolini di San Casciano Val de Pesa, Il restauro del legno*, Firenze, Nardini Editore, 1989, vol. 1, pp 201-208, ill., Ita., (BO. 243). A second national symposium on questions relating to the restoration of wood took place in Florence (Italy) in 1989. A case study of the restoration of the San Casciano Theatre provides an illustration of the successful structural repairs. The original structures of the Niccolini Theatre appeared doomed because repairs to the roof were long overdue, but pressure from the authorities eventually led to a successful rescue. In this expose, the participants present the theoretical criteria on which the restoration was based and the technology with which it was carried out. The work consisted of: rebuilding several arches of the acoustic dome; strengthening of the joins between the ribs and the screening of the dome; reinforcement of the great trusses. The authors also describe how the wooden rafters supporting the dress

and upper circles and the gallery were strengthened: a combination of wood and concrete, incorporating pre-stressed metallic cross-struts, was used to limit seismic damage.

* wood - structural elements - reinforcement - theatre - Italy *

Collegio degli Ingegneri della Toscana (Federato A.N.I.A.I. - Lungarno Guicciardini 1, 50125 Firenze (Italy) ISBN 88-404-4009-7.

6. TRAINING

Raadvad Nordic Trade Preservation Centre (Denmark), *Heritage Trades*, No. 4, 1989, pp 5-12, ill., Fr/Eng, (K-345).

Three Danish institutions, the National Town and Country Planning Office, the Danish Trades Federation and the Copenhagen Technical School, created the Raadvad Nordic Trade Preservation Centre in Denmark in 1986. The aim was to support traditional crafts. The Centre is a private institution whose influence extends to Norway and Sweden. Its work complements that of other institutions devoted to the museographic conservation of popular traditions. Its aim is twofold: enlarging restoration know-how by developing research and storing information; and theoretical and practical training of a body of craftsmen in the traditional crafts, building and decoration. In building up its programme the Centre has taken seven private, specialised, craft industries under its wing. It is now actively seeking restoration projects which will put the traditional techniques into practice. The training programme covers those trades closely connected to the conservation of buildings, their furniture and fittings and general surroundings: masonry, stone cutting, carpentry, wood carving, paints and painting, wood-turning, forging, plumbing, metalwork, landscaping, etc. The Centre is also giving a great deal of thought to integrating traditional methods into contemporary architecture. * training of craftsmen - traditional techniques - restoration - Denmark * Council of Europe, Historic Heritage Integrated Conservation Division, BP 431 R6, Strasbourg Cedex (France).

7. TOWN PLANNING

LAWRENCE, RODERICK, J., **Le bruit en milieu**



A SELECTION OF TECHNICAL LITERATURE ON THE CONSERVATION OF HISTORIC MONUMENTS

urbain, hier et aujourd'hui, *Habitation*, n° 1-2, 1990, pp. 2-5, ill., Fr. (K-91).

The history of town planning shows up the old feud between town designers and users. The transformation of the Swiss street since the end of the 19th century illustrates the point. In the 20th century old streets and districts which were considered unhealthy were replaced by new housing which emphasised green spaces and more sun and fresh air. Though there is no doubt that in many ways this brought healthier environment, the overall effect was detrimental. The problem is that the more the town is opened up to light and air the more vulnerable it becomes to noise. The larger road system deprived the street of its social character and reduced its capacity to absorb or muffle noise. The study of noise in Geneva shows that town planning must take into consideration the interactions of all aspects of the human ecosystem within the town. The town landscape is dependent on the development and expression of evolving techniques and human values. * noise measurements and instruments - history of town planning - towns - Switzerland *

Section romande de l'Union suisse pour l'amélioration du logement, 8 rue Clos-de-Bulle, 1004 Lausanne (Suisse).

8. THEORY OF ARCHITECTURE

BRESSANI, MARTIN, *Notes on Viollet-le-Duc's Philosophy of History: Dialectics and Technology*, *Journal of the Society of Architectural Historians*, Vol. 48, n° 4, 1989, pp. 327-350, ill., Eng. (K-117).

This article develops the widely accepted rationalist interpretation of the work of Viollet-le-Duc, concentrating upon the architect's dialectical reasoning on the notions of progress and history. Viollet-le-Duc's philosophy of history is based on an ideology of freedom. He felt that, from the beginning of time, architecture has shown man's ability to transform a hostile environment into a harmonious world. Viollet-le-Duc's view of history illustrates his general philosophy, which hinges on three stages: the Asian civilisation (theocracy), Antiquity (aristocracy) and lastly Christianity (democracy, a synthesis of the two previous stages). Human techniques are the best expression of man's

dialectical relationship with the world. Seen from this angle, style is the product of human actions struggling to match the real world to an ideal world. Viollet-le-Duc's view of history is clearly shown in his comparative analysis of Greek and Gothic architecture. Greek architecture struggles to break the bonds of tradition whereas Gothic architecture shows the dawning of a new spirit seeking to sublimate both nature and tradition. Christianity is the synthesis of this view of history with man evolving to become a creature made in the image of his maker. * architecture history - 19th century * Society of Architectural Historians, 1232 Pine street, Philadelphia PA 19107 (U.S.A.) ISSN: 0037-9808.

9. TOWN AND COUNTRY PLANNING

SANI, MARGHERITA, "Siris", *Sistema Informativo per la Ricostruzione dell'Insediamento Storico, Catalogazione e nuove tecnologie applicate allo studio del territorio*, *IBC Informazioni*, n° 1, 1989, pp. 57-58, ill., (K-111).

The Siris project is a computer based system for developing a historical record of land occupancy. It was launched in the Spring of 1986 and is beginning to take shape. The system is being used to catalogue land use in Emilia Romagna, the aim being to use new technologies to create a specialised data bank.

The data base being built up includes archives, documents and maps to be used to provide an overall picture of land use in the entire territory. For a number of districts the data base will also include morphological analyses of the landscape, a catalogue of the architectural heritage and a study of planning procedures. The documentation is being drawn-up by eleven specialised working units making intensive use of new technologies:

- . aerial photogrammetry for territorial maps and architectural heritage surveys.
- . photogrammetry and topography for surveys of the major buildings in the historic centres of certain towns.
- . cataloguing methods which require thorough documentation on the architectural heritage (locality, description, state of conservation, functioning, use, etc.).
- . cartographic data (form of land occupancy, use of land, structure of land ownership,

toponymy) to draw maps of the stages in the use of land outside the towns.

. processing of archive and bibliographic material to create a data bank and associated glossary on the territory.

. thematic filing systems and photographic analysis criteria which show aspects of life, of work and of the landscape in the districts concerned since the end of the 19th century.

. development of filing methods for demographic, economic and urban data for use by public bodies, research workers and planners.

. setting up of six detailed analytical maps of the landscapewhich will be the basis for a geographical master map.

* data processing - photogrammetric surveys

* aerial photography - maps - data base - Italy

*

Istituto per i beni artistici, culturali e naturali

della Regione Emilia-Romagna, Via Manzoni

2, 40121 Bologna (Italy).

10. STONE/PHOTOGRAMMETRY

GRASSEGER, GABRIELE, ECKSTEIN, GÜNTER, *Schadensvermessung an Natursteinen. Photogrammetrische und naturwissenschaftliche Untersuchungen, Präzisionsvermessungen zum zeitlichen Verlauf von Steinschäden, Denkmalpflege in Baden-Württemberg*, n° 1, 1990, pp. 23-3, ill., Ger., (K60-Ph. 208/Pi. 374).

In the region Baden-Württemberg (Federal Republic of Germany) the number of cases of deterioration of natural stone has dramatically increased. Photogrammetric surveys carried out since the break-through in the 1960s are of great importance in analysing the causes of the deterioration of natural stone. They also form the basis of the renovation and restoration program for the buildings. The Conservation Department (Landesdenkmalamt) now uses new photogrammetric methods. It is not only possible to measure relative deterioration of the surfaces, but also to draw up absolute values. In former cases a scale of 1:50 was used for photogrammetric sketches. The methods have been refined. The process can be divided into different phases. First the deterioration that can be shown graphically is reproduced to a large scale (1 to 20). Arise that, depending on natural scientific research,



A SELECTION OF TECHNICAL LITERATURE ON THE CONSERVATION OF HISTORIC MONUMENTS

an interpretation key has to be defined. The surface will be measured, stone by stone, by stereoscopic interpretation to a far more precise scale (e.g. 1 to 120). An exact scheme of the level of deterioration can be reproduced. The most difficult deterioration parts to be measured are those at the very surface (graduation 0-1). Pieces of the stone are also examined by microscope and X-ray equipment. This shows, for example, the changes in mineral composition of the original stone. A new opinion is that it is very important to measure the deterioration, i.e. the losses over regular periods. The parts that are already deteriorated seem especially to be very vulnerable. The example of the cathedral in Salem shows that 15% of the examined surface had been worse within 8 months by over 1 mm. One of the conclusions is that specific detailed photogrammetric surveys are not only important for documentation of the deterioration, but also for the predictable speed in which the deterioration takes place, and this has consequences for conservation policy.

* photogrammetric surveys - photogrammetric plotting - stone - deterioration - scientific research - GFR *

Landesdenkmalamt Baden-Württemberg,
Mörihestrasse 12, 7000 Stuttgart 1 (GFR).

11. BRONZE SCULPTURES

MONTAGNA, DENNIS R., **Conserving Outdoor Bronze Sculpture**, *Preservation Tech Notes, Metals*, n° 1, CRM Bulletin 1, 1990, 8 pp., ill., eng., (K 308).

Unprotected outdoor bronze sculptures corrode with prolonged exposure to chemical compounds in the environment. Over time, surfaces acquire a green patina composed of corrosive products, usually a complex of copper sulfates and carbonates formed by the metal's reaction with carbon dioxides and sulphur dioxides. Aggressive methods such as sandblasting, glass-bead peening and chemical applications have been used to remove all corrosive products. Research indicates that these aggressive cleaning processes destroy existing patina and remove metal from the surface. In this way it has often served to further compromise already deteriorated sculptures. In recent years the National Park Service in Washington D.C. successfully

utilized new cleaning methods: in 1987 the Kosciuszko Monument was cleaned using a walnut shell blasting technique. While walnut shell blasting is an airborne abrasive technique for cleaning, pulverized walnut shells are much softer than either sand or glass beads, and are used at a much lower pressure. After the blasting and also washing procedures, a corrosion inhibitor Benzotriazole (BTA) was applied, followed by the application and buffing of a protective wax coating. This work on the Kosciuszko Monument was undertaken as part of a National Park Service training course on the principles and practices of outdoor sculpture preservation. The monument regained the colour and the metallic sheen it had possessed before being subjected to years of neglect and the vicissitudes of a hostile environment. With a regular low-cost maintenance program the preservation of this monument can be insured.

* cleaning - bronze - sculptures - deterioration - conservation techniques - prevention of deterioration - USA *

Tech Notes, Preservation Assistance Division,
National Park Service, P.O.B. 37127,
Washington D.C. 20013-7127 (USA) ISSN
0741-9023.



OUVRAGES REÇUS

SELECTION D'OUVRAGES REÇUS AU CENTRE DE DOCUMENTATION UNESCO-ICOMOS

Legno e restauro; Ricerche e restauri su architettura e manufatti lignei, dirigé par Gennaro Tampone, Firenze, Messagerie Toscane, 1989, 368 p., ill., ita., abstracts en ang., fr., all. (BO. 244).

L'exposition «Bois et restauration» s'est tenue à Florence (Italie) parallèlement au second colloque national sur le même thème. Le Collegio degli Ingegneri della Toscana ainsi que le Ediligno-Fedulegno Arredo sont à l'origine de ces deux manifestations. Toutes deux ont fait l'objet d'importantes publications. Le catalogue de l'exposition, que nous vous présentons ici, a le mérite d'offrir un panorama complet et abondamment illustré sur l'état de la question. Les thèmes abordés sont ceux du colloque: typologie des constructions en bois à intérêt historique ou artistique (architecture civile, militaire, religieuse, etc.); traités sur les constructions en bois; études, plans, analyses du comportement des structures de bois anciennes; restauration de structures porteuses en bois et restauration d'objets et d'éléments d'aménagement intérieur; dégradation des structures en bois et leur réhabilitation, sauvetage du patrimoine bâti. Parmi les nombreuses études de cas qui jalonnent cette exposition, celles se référant au patrimoine italien sont les plus nombreuses. Néanmoins, figurent aussi quelques exemples pris dans le patrimoine immobilier en bois d'autres parties du monde (Népal, Laponie, Europe occidentale, etc.).

Information: Collegio degli Ingegneri della Toscana (Federato A.N.I.A.I.), Lungarno Guicciardini 1, 50125 Firenze (Italie).

Municipal conservation of historic monuments on the rails? An inquiry into the performance of municipal conservation of monuments, by Nico Nelissen and Ben Verfünden, Stichting Nationale Contactcommissie Monumentenbescherming, Amsterdam, 1989, 195 pp., ill., bibl., Dut., (10155), ISBN 90-71107-16-7. Depuis 1989 aux Pays-Bas, une nouvelle législation pour la conservation des monuments historiques est en vigueur. Sur la base de cette législation des décrets-lois sont en train d'être préparés visant à remplacer les règles actuelles concernant les garanties gouvernementales en matière de restauration et entretien des monuments publics. Avec l'adoption de ces nouvelles règles, un système entièrement nouveau pour la conservation, dans lequel un rôle

central est donné aux municipalités, est sur le point d'être finalisé. Les municipalités ont en effet la tâche principale de gestion décentralisée du patrimoine culturel national. Le problème est de savoir si ces municipalités sont suffisamment préparées et expertes face à ces nouvelles responsabilités. La Fondation nationale pour la gestion des Monuments (NCM), qui regroupe des organisations privées aux Pays-Bas, a publié les résultats d'une enquête réalisée au niveau national dans toutes les municipalités et auprès de nombreux organismes privés de protection de monuments (qui jouent également un rôle important pour la conservation des monuments) sur la mise en place des nouvelles règles de conservation des monuments au niveau municipal. Cette publication donne des informations intéressantes sur les mesures prises par les municipalités, les problèmes auxquelles elles doivent faire face, les possibilités de coopération avec des organisations privées et l'image qu'elles ont des autres partenaires dans le domaine de la conservation des monuments. L'information est complétée par de nombreux graphiques et schémas clairs et précis.

Information: Stichting Nationale Contactcommissie Monumentenbescherming, Sint Antoniesbreestraat 69, 1011 Amsterdam (Pays-Bas). Prix: Dfl. 15-.

Stadt Bamberg - Innere Inselstadt, by Tilmann Breuer und Reinhard Guthier, R. Oldenbourg Verlag, München, 1990, 1344 pp., ill., all., (1062- Inventories/GFR) ISBN 3-486-54591-4.

Ce volume fait partie d'une série d'inventaires des monuments et édifices historiques de Bavière («Die Kunstdenkmäler von Bayern»). L'attention est portée essentiellement sur la ville de Bamberg. Un des huit volumes relatifs à cette ville, est dédié au centre historique dénommé «Innere Inselstadt» qui date de la première période médiévale. Enfermé entre les deux bras de la rivière Regnitz, ce quartier, avec son Hôtel de Ville, a toujours été un centre administratif. Heureusement ce quartier fut épargné des grands dégâts de la seconde guerre mondiale et de ce fait, il possède un nombre considérable de monuments, édifices historiques et oeuvres d'art. Dans le relevé très précis d'un des quartiers de la ville, les bâtiments historiques sont décrits en détail

et montrés dans leur contexte historique et architectural. Cet ouvrage est richement illustré de plus de 1000 photographies, plans, cartes et dessins qui exposent la situation exacte des édifices et l'aménagement de la ville depuis des époques très anciennes.

Information: R. Oldenbourg Verlag, Christine Schrödl, Postfach 801360, 8000 München (République Fédérale d'Allemagne). Prix: DM 168-.

Apotek i Sverige, en kulturhistorisk inventering, by Johan Ahnbörg, Nils Thörn and Gunnar Aberg, Riksantikvarieämbetet, Stockholm, 1980, 112 pp., ill., sué. (10147-Inventories/Sweden) ISBN 91-7192-455-8.

La fermeture de la pharmacie «Elefanten» (éléphant) à Stockholm en 1975 a attiré l'attention publique sur la disparition croissante de ces édifices historiques d'intérêt culturel en Suède. Une équipe composée des responsables de la corporation nationale des pharmaciens suédois, de la société pharmaceutique de Suède, du Comité central des Antiquités nationales, du musée Nordiska et du musée de la ville de Stockholm a décidé de réaliser un inventaire à l'échelle nationale pour montrer combien de vieilles pharmacies avaient une valeur historico-culturelle et, présenter des recommandations pour celles d'entre elles qui devraient être sauvegardées dans le futur. L'année 1945 a été choisie comme date limite d'ancienneté. Le recensement fut également illustré d'une documentation complète sur toutes les pharmacies concernées. Le rapport d'inventaire inclut une sélection de photographies qui forme la principale source de documentation, ainsi que des descriptions de tous les aspects qui ne montrent pas les photographies ou les dessins. Cet inventaire des 47 pharmacies à valeur historico-culturel a permis de dresser la liste des 15 bâtiments dont l'intérêt est tel qu'il peut susciter une protection officielle et légale.

Information: Rekvireras fran Riksantikvarieämbetet, Informationssektionen, P.O.Box 5405, 11484 Stockholm (Suède).

BOOKS RECEIVED

SELECTION OF BOOKS RECEIVED BY THE UNESCO-ICOMOS DOCUMENTATION CENTRE

Legno e restauro; Ricerche e restauri su architetture e manufatti lignei, led by Gennaro Tampone, Firenze, Messagerie Toscane, 1989, 368 p., ill., Ita., abstracts in Eng., Fr., Ger. (BO.244)

The "Wood and Restoration" exhibition took place in Florence at the same time as the second national symposium on the same theme. The Collegio degli Ingegneri della Toscana and the Ediligno-Fedulegno Arredo organised both events which were the subject of numerous articles. The catalogue of the exhibition, which we present here, describes the subject in great detail and is abundantly illustrated. The themes are the same as those of the symposium: typology of wooden buildings of historic or artistic interest (public, military and religious architecture etc.); treatise on wooden buildings; studies, plans, analyses of the evolution of ancient wooden buildings; the restoration of wooden supporting structures and the restoration of objects and elements of interior architecture; the deterioration of wooden structures and their rehabilitation, the rescue of built heritage. Most of the numerous case studies exhibited refer to Italian heritage. However, there are a few examples of wooden property heritage from other parts of the world (Nepal, Lapland, Western Europe etc.).

Information: Collegio degli Ingegneri della Toscana (Federato A.N.I.A.I.), Lungarno Guicciardini 1, 50125 Firenze (Italy).

Municipal conservation of historic monuments on the rails? An inquiry into the performance of municipal conservation of monuments, by Nico Nelissen and Ben Verfunden, Stichting Nationale Contactcommissie Monumentenbescherming, Amsterdam, 1989, 195 pp., ill., bibli., Dut., (10155), ISBN 90-71107-16-7. Since 1989 in the Netherlands new legislation for the conservation of historic monuments has come into force. On the basis of this legislation, Orders-in-Council are being prepared, which will replace the present rules regarding state grants for the restoration and maintenance of state monuments. With the adoption of these new rules a complete new system of conservation of monuments, in which a central role is given to the municipalities, is nearing completion. The municipalities now have the important task of decentralized care for the cultural heritage of the country. A question is whether or not the

municipalities are sufficiently prepared and capable of performing these new tasks. The National Contact Foundation Committee for Monuments Care (NCM), an authoritative umbrella organisation of private monument organisations in the Netherlands, published the results of a nationwide inquiry carried out in all municipalities and many private monument organisations (which also play an important role in the conservation of monuments) into the implementation of the new rules for conservation of monuments at a municipal level. The publication contains valuable information about the measures that the municipalities are taking, the bottlenecks that they face or expect to face, the possibilities of extended cooperation with private monument organisations and the image that municipalities have of other parties that are concerned in the conservation of monuments. The information is complemented with many clear graphs and schedules.

Information: Stichting Nationale Contactcommissie Monumentenbescherming, Sint Antoniesbreestraat 69, 1011 Amsterdam (Netherlands). Price: 15- Dfl.

Stadt Bamberg - Innere Inselstadt, by Tilmann Breuer and Reinhard Guthier, R. Oldenbourg Verlag, München, 1990, 1344 pp., ill., maps, Ger., (10162- Inventories/GFR) ISBN 3-486-54591-4.

In this volume from the series of inventories of the monuments and historic buildings of Bavaria ("Die Kunstdenkmäler von Bayern") attention is focussed on the town of Bamberg. One of the eight volumes concerning this town is devoted to the historic centre called "Innere Inselstadt", that dates back to the early medieval period. Enclosed by two branches of the Regnitz River, this quarter, with its townhall, has always been a centre of civic life. Fortunately, this quarter was spared heavy damage during the Second World War. For this reason it contains an important and coherent number of monuments, historic buildings and works of art. In this very extensive inventory of a city quarter the historic buildings are described in detail and shown in their architectural and historical context. It is richly illustrated with over 1000 photographs, plans and maps including drawings that show the location of the buildings and town planning from earlier periods.

Information: R. Oldenbourg Verlag, Christine Schrödl, Postfach 801360, 8000 München (GFR). Price: 168- DM.

Apotek i Sverige, en kulturhistorisk inventering, by Johan Ahnberg, Nils Thörn and Gunnar Aberg, Riksanantikvarieämbetet, Stockholm, 1980, 112 pp., ill., Swe., (10147 - Inventories/Sweden). ISBN 91-7192-455-8.

The closing of Elefanten (the "Elephant") pharmacy in Stockholm in 1975 drew public attention to the ongoing disappearance of this culturally interesting type of historic building in Sweden. A project team consisting of representatives of the National Corporation of Swedish Pharmacies, the Pharmaceutical Society of Sweden, the Central Board of National Antiquities, the Nordiska Museet and the City Museum of Stockholm decided to carry out a nationwide inventory to find out how many older pharmacies having historico-cultural value were left and to recommend which of these should be preserved for the future. The year 1945 was set as the anterior time limit. At the same time the inventory was to be accompanied by documentation of all the pharmacies concerned. The inventorying report includes a selection of the photographs, that form the major source of documentation, together with descriptions, concentrating on aspects which are not evident from photographs and drawings, pertaining to the 47 pharmacies which are thought to have historico-cultural value. One of the results was elaboration of a list of 15 pharmacies whose value is such that they should be given legal protection.

Information: Rekvireras från Riksanantikvarieämbetet, Informationssektionen, Box 5405, 11484 Stockholm (Sweden).

COMMUNIQUES

UNESCO

Les Presses de l'Unesco annoncent la publication des six premiers volumes d'une **Collection exceptionnelle destinée aux enfants et aux adolescents: «Le Patrimoine de l'Humanité»**. Les titres déjà disponibles sont: *Refuges de la faune, L'Empire de Chine, Migrations d'oiseaux, L'Egypte des Pharaons, Colosses de la nature, La Grèce antique*. Chaque volume de la collection rassemble une série de monuments ou de biens naturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Une partie du produit de la vente sera d'ailleurs versée au Fonds du Patrimoine mondial; en vous procurant les volumes de cette collection vous participerez à la sauvegarde de notre Patrimoine commun. Information: Les Presses de l'Unesco, Services commerciaux, 7 place de Fontenoy, 75700 Paris (France)

SAUVEGARDER LE 20^{ème} SIECLE

L'Institut canadien de conservation, qui relève de Communications Canada, organise un symposium qui se tiendra à Ottawa (Canada) du 16 au 21 septembre 1991. Cette conférence aura pour thème **la dégradation et la préservation des matériaux modernes**, et sera centrée sur les polymères synthétiques, les polymères naturels modifiés, les métaux et les composites.

Restaurateurs et scientifiques s'intéresseront aux pratiques de conservation ainsi qu'aux aspects scientifiques de la dégradation et de la stabilisation des matériaux modernes. Une invitation officielle à soumettre des articles sera lancée ultérieurement mais toute personne qui le désire peut toutefois envoyer des articles. Information: Cliff McCawley ou David Grat-tan, Symposium 91, Institut Canadien de conservation, Ministère des Communications, 1030 chemin Innes, Ottawa K1A 0C8 (Canada).

SAVING THE TWENTIEH CENTURY

The Canadian Conservation Institute, a programme of Communications Canada, is hosting a symposium from the 16th to 21st September 1991 to be held in Ottawa (Canada). The Conference theme will be **Degradation and Conservation of Modern Materials**. The focus will be on synthetic and modified natural polymers, metals and composites.

Conservators and scientists will address conservation practices, as well as scientific aspects of the degradation and stabilization of modern materials. A formal call for papers will appear at a later date. However, preliminary submissions of papers are welcomed.

Information: Cliff McCawley or David Grat-tan, Symposium 91, Canadian Conservation Institute, Department of Communications, 1030 Innes Road, Ottawa K1A 0C8 (Canada).

JARDINS HISTORIQUES

La remise des prix du concours **Restauration et mise en valeur des jardins historiques**, a distingué les trois jardins français suivants:

- . le jardin de la Commanderie de Neuilly-sous-Clermont (Oise)
- . le jardin du château d'Esnon (Yonne)
- . le parc oriental de Maulévrier (Maine et Loire)

La Société Saint Hilaire et le Ministre français de la Culture ont ainsi récompensé des restaurations et mises en valeur entreprises afin de faire revivre l'art des jardins.

APT: ASSOCIATION POUR LA PRESERVATION ET SES TECHNIQUES

Loger un musée dans un bâtiment historique
L'installation de musées dans des bâtiments historiques, conçus ou recyclés à cette fin, amène des défis qui frôlent le paradoxe. D'une part, les conservateurs des collections imposent des conditions environnementales rigoureuses et les muséologues réclament celles que requiert la mise en oeuvre de nouveaux programmes, et d'autre part, il est difficile de répondre à certaines de ces nouvelles exigences sans mettre en péril l'intégrité architecturale du bâtiment. Pourtant la raison d'être des musées est autant compatible avec les exigences de la préservation architecturale qu'avec celles de la conservation des collections. Mais, même si l'idée de loger un musée dans un bâtiment historique semble bonne a priori, dans les faits, elle exige un examen sérieux.

Ce dilemme sera le principal objet d'un colloque dont l'objectif principal est de développer une série de lignes directrices visant à orienter l'insertion d'une fonction muséologique dans un bâtiment historique. Organisé

par l'APT en collaboration avec l'American Institute for Conservation, ce colloque aura lieu les 7, 8 et 9 septembre 1990 au Centre Canadien d'Architecture, à Montréal.

Information: APT Symposium, Conference Office, McGill University, 3450 rue University, Montréal H3A 2A7 (Canada).

APT: ASSOCIATION FOR PRESERVATION TECHNOLOGY

Museums in historic buildings

The accommodation of museum functions in historic buildings—whether they were originally designed as museums or recycled into them—presents a paradox: the environmental conditions imposed by collection conservators, along with other requirements of today's museums, are difficult to meet without modifications to the building fabric that are often considered inappropriate by architectural conservators. Yet the very reason d'être of museums is entirely consistent with the objectives of collection and architectural conservation. While in theory the idea of accommodating museum functions in historic buildings seems to be sound, in practice it demands careful consideration.

This dilemma will be the main theme of a symposium which objective is to develop a series of guidelines for consideration when accommodating museum functions in historic buildings. Organized by the APT together with the American Institute for Conservation, this symposium will take place the 7, 8 and 9 September 1990 at the Canadian Centre for Architecture in Montreal.

Information: APT Symposium, Conference Office, McGill University, 3450 rue University, Montreal H3A 2A7 (Canada).

CONSEIL DE L'EUROPE

Un Réseau européen des métiers du Patrimoine

Dans le cadre de ses activités en faveur de la mise en valeur du patrimoine architectural, le Conseil de l'Europe s'attache à promouvoir un **Réseau européen des métiers du patrimoine**. L'objectif est d'assurer la transmission des savoir-faire de la restauration qui sont eux-mêmes un patrimoine autant que les créations qu'ils ont engendrées. Cette transmission dépend beaucoup de la relève qu'il importe

COMMUNIQUES

d'assurer pour les métiers, en valorisant leur image, en suscitant des vocations et en assurant le maintien de la qualité du savoir. Un tel réseau répond en fait à un triple objectif:

- mieux faire connaître et resituer cette expression particulière de l'identité culturelle européenne dans une vision contemporaine et dynamique. Il ne s'agira pas d'une rétrospective de métiers. Quel sera plutôt le devenir de ces savoir-faire et de ceux qui les pratiquent dans une Europe post-industrielle où le travail de la main et l'expression artistique devraient en toute hypothèse avoir droit de cité?
- valoriser, sur le plan européen, l'usage des savoir-faire traditionnels sans pour autant méconnaître l'apport positif des nouvelles technologies.
- favoriser le développement d'un secteur hautement spécialisé de l'économie, créateur d'entreprises, d'emplois et de revenus pour l'ensemble de la collectivité.

Buts du réseau européen

Dans cette optique, le Réseau européen s'attache à promouvoir entre les 23 Etats membres du Conseil de l'Europe, et bientôt des pays de l'Europe centrale et de l'Est, un échange systématique d'informations, d'expériences, d'expertises et progressivement de personnes en vue de favoriser:

- une meilleure connaissance réciproque des structures professionnelles, des méthodes de formation et des techniques utilisées dans les divers pays européens;
- une coopération entre partenaires européens poursuivant de mêmes objectifs sur le plan international, à l'échelon régional ou transfrontalier, en vue de la conception de programmes communs ou complémentaires.

Domaines actuels d'intervention du Réseau

- identification des partenaires
- lancement d'un programme de publications
- coordination pédagogique des centres de formation et soutien aux échanges de formateurs et de stagiaires
- développement d'un programme d'études sur les structures professionnelles et la problématique de la formation initiale et continue dans les métiers manuels de la restauration

Activités complémentaires du Réseau

- établissement d'un recueil des banques de données sur les savoir-faire de la restauration, articulation des systèmes et création de réseaux inter-actifs

- nouvelles technologies et savoir-faire traditionnels
- organisation de congrès européens sur les métiers

Information: Conseil de l'Europe, Division de la Conservation Intégrée du Patrimoine Historique, B.P. 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex (France)

COUNCIL OF EUROPE

European Network of Heritage Crafts

As part of its efforts to promote the enhancement of the architectural heritage, the Council of Europe is establishing a *European Network of Heritage Crafts*. The purpose is to ensure the transmission of restoration skills, which are in themselves as much a heritage as the creations they have produced. This transmission relies greatly on a continuing influx of young craftsmen, which should be ensured by enhancing the image of the crafts sector, encouraging craft vocations and preserving the level of craft expertise.

Such a Network meets a threefold objective:

- making this particular aspect of Europe's cultural identity better known and setting it in a dynamic contemporary context. Rather than looking back over the history of the crafts sector, it is important to consider the future of such skills and of those who practise them in a post-industrial Europe where manual work and artistic expression should in any case occupy an honourable place.
- enhancing at European level the use of traditional skills, though without neglecting the positive contribution of new technologies.
- encouraging the development of a highly specialised sector of the economy, which is a generator of firms, jobs and incomes for the entire population.

Aims of the European Network

Accordingly, the European Network is intended to promote among the Council of Europe's 23 member States—and in the near future certain countries of Central and Eastern Europe—a systematic exchange of information, experience, expertise and, gradually, people with a view to fostering:

- fuller reciprocal knowledge of professional structures, training methods and techniques used in the various European countries;
- co-operating among European partners pursuing the same objectives at international,

regional or transfrontier level with a view to designing common or complementary curricula.

The Network's present spheres of action

- identification of partners
- launching of a publications programme
- educational co-ordination of training centres and support for exchanges of trainers and trainees

- development of a programme of studies on professional structures and problems concerning initial and further training in manual restoration crafts

Other Network activities

- compilation of a list of restoration know-how data-banks, co-ordination of systems and establishment of interactive networks
 - new technologies and traditional skills
 - organisation of European craft congresses
- Information: Council of Europe, Division for Integrated Conservation of the Historic Heritage, B.P. 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex (France).

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Comme chaque année, la Commission des Communautés Européennes lance un programme de soutien à des projets pilotes de conservation et de promotion du patrimoine architectural communautaire. Annuellement, un budget est alloué pour soutenir les projets sélectionnés se référant aux monuments d'importance exceptionnelle quelle qu'en soit l'époque (du 7^{ème} siècle avant J.C. au 20^{ème} siècle). Les 24 projets sélectionnés en 1989 seront ainsi soutenus financièrement. Des formulaires type de demande de soutien d'un projet pilote pour 1990 sont disponibles auprès de: Commission des Communautés Européennes, DG X «Action Culturelle», Bureau J.E.C.L. 2/116, Rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles (Belgique).

CALENDRIER / CALENDAR

* Manifestations organisées par ou avec la participation de l'Icomos

* Events organized by or with the participation of Icomos

1990

Septembre 2-8, Bruxelles (Belgique): 7e Congrès international du patrimoine industriel sur *Technologies, organisation du travail et modifications du paysage industriel*. Information: The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage, Rue Ransfort 27, 1080 Bruxelles (Belgique).

Septembre 3-7, Bruxelles (Belgique): 13e Congrès international de l'IIC en collaboration avec l'Institut Royal du Patrimoine Artistique sur *Nettoyage, retouches et enduits: la technologie et la pratique pour les peintures de chevalet et la sculpture polychrome*. Information: IIC, 6 Buckingham street, WC2N 6BA Londres (UK).

Septembre 3-8, Zurich-Wollishofen (Suisse): 3e Congrès international sur *L'archéologie dans les eaux intérieures*. Information: Mme Beat Eberschweiler, Pfahlbauland «Kongress», Post Fach 64, 8702 Zollikon (Suisse).

Septembre 3-8, Vicenza (Italie): Colloque international sur *La place du Moyen-Age et de la Renaissance en Italie septentrionale*. Information: Centro Internazionale di Studi di Architettura «Andrea Palladio», C.P. 593, 36100 Vicenza (Italie).

Septembre 3-9, Montréal (Canada): *Conservation pour le 21e siècle*. Information: Héritage Montréal, 406 Notre Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C8 (Canada).

Septembre 7-9, Abbaye Royale de Fontevraud (France): Le Centre Culturel de l'Ouest organise un colloque sur *Jardins Français, Jardins Anglais*. Information: Centre Culturel de l'Ouest, 49590 Fontevraud l'Abbaye (France).

Septembre 8-9, Montréal (Canada): Colloque organisé par l'Apt (Association pour la préservation et ses techniques) en collaboration avec l'American Institute for Conservation sur *Loger un musée dans un bâtiment historique*. Information: Apt Symposium, c/o Conference Office, McGill University, 3450 rue University, Montréal H3A 2A7 (Canada).

Septembre 11-22, Vicenza (Italie): 32e cours international d'histoire de l'architecture sur *L'architecture de Andrea Palladio*. Information: Centro Internazionale di Studi di Architettura «Andrea Palladio», C.P. 593, 36100 Vicenza (Italie).

Septembre 13-15, La Valette (Malte): Atelier: *Les parcs archéologiques et le tourisme culturel*. Information: Mediterranean Institute, Foundation for International Studies, University Building, St. Paul street, Valletta (Malte).

1990

September 2-8, Brussels (Belgium): 7th International Conference on the Industrial Heritage on *Technologies, Work Organisation and Industrial Landscape Modifications*. Information: The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage, Rue Ransfort 27, 1080 Brussels (Belgium).

September 3-7, Brussels (Belgium): 13th International Congress of the IIC with the collaboration of the Royal Institute for Artistic Heritage on *Cleaning, Retouching and Coatings: Technology and Practice for Easel Paintings and Polychrome Sculpture*. Information: IIC, 6 Buckingham Street, WC2N 6BA London (United Kingdom).

September 3-8, Zurich-Wollishofen (Switzerland): Third International Congress on the *Archaeology of Inland Waters*. Information: Ms. Beat Eberschweiler, Pfahlbauland «Kongress», Post Fach 64, 8702 Zollikon (Switzerland).

September 3-8, Vicenza (Italy): International Symposium on *The Square of the Middle Ages and Renaissance in Northern Italy*. Information: Centro Internazionale di Studi di Architettura «Andrea Palladio», C.P. 593, 36100 Vicenza (Italy).

September 3-9, Montreal (Canada): *Conservation for the 21st Century*. Information: Heritage Montreal, 406 Notre Dame East, Montreal, Québec, H2Y 1C8 (Canada).

September 7-9, Abbaye Royale de Fontevraud (France): The Centre Culturel de l'Ouest organises a Symposium on *French Gardens and English Gardens*. Information: Centre Culturel de l'Ouest, 49590 Fontevraud L'Abbaye (France).

September 8-9, Montreal (Canada): Symposium organized by Apt (The Association for Preservation Technology) in collaboration with the American Institute for Conservation on *Museums in Historic Buildings*. Information: Apt Symposium, c/o Conference Office, McGill University, 3450 rue University, Montreal H3A 2A7 (Canada).

September 11-22, Vicenza (Italy): 32nd International Training Course of architectural history on *The architecture of Andrea Palladio*. Information: Centro Internazionale di Studi di Architettura «Andrea Palladio», C.P. 593, 36100 Vicenza (Italy).

September 13-15, Valletta (Malta): Workshop on *Archaeological Parks and Cultural Tourism*. Information: Mediterranean Institute, Foundation for International Studies, University Building, St Paul Street, Valletta (Malta).

***Septembre 14-21, Pavie (Italie):** Le Comité International sur la Pierre de l'Icomos organise une réunion sur le thème de: *Les méthodes analytiques d'examen des pierres endommagées*. Information: Prof. F. Veniale, Dipartimento di Scienze della Terra, Università di Pavie, 4 via Bassi, 27100 Pavie (Italie).

Septembre 16-21, Edinburgh (Royaume-Uni): *Les dépôts acides: leur nature et leur impact*. Information: The General Secretary of the Royal Society of Edinburgh, 22-24 George Street, Edinburgh EH2 2PQ (UK).

Septembre 17-Octobre 5, Grenoble (France): Cours international organisé par l'Iccrom et CRA Terre sur *Préservation du patrimoine architectural en terre*. Information: CRA Terre, Mme Trappeniers, Ecole d'Architecture de Grenoble, 10 galerie des Baladins, 38100 Grenoble (France) et/ou ICCROM, M. Alva, 13 via di San Michele, 00153 Rome (Italie).

Septembre 20-23, Valence (Espagne): 8e Congrès sur *la Conservation et la restauration des biens culturels*. Information: Secretariat, Mme Monica Espi Pastor, Especialidad Conservacion y restauracion, Facultad de Bellas Artes, Universidad Politecnica de Valencia, Camino de Vera, 14, 46022 Valencia (Espagne).

Septembre 20-23, La Haye et Utrecht (Pays-Bas): Europa Nostra organise sa réunion annuelle et une conférence sur *Le patrimoine indivisible: éducation pour l'avenir*. Information: Europa Nostra, 35 Lange Voorhout, 2514 EC La Haye (Pays-Bas).

Septembre 20-25, Valcamonia (Italie): Symposium organisé par le Car: *Art Rupestre: nouvelles perspectives de recherche*. Information: Car, Centro Camuno di Studi Preistorici, 25044 Capo di Ponte, Valcamonia (Italie).

Septembre 24-Octobre 4, York (Royaume-Uni): Cours proposé par l'Institute of Advanced Architectural Studies de l'Université de York, en collaboration avec l'Iccrom et le British Council sur: *Une introduction à la conservation en Angleterre*. Information: The Institute of Advanced Architectural Studies, The University of York, King's Manor, York YO1 2EP (UK).

Septembre 28-Octobre 1er, Sofia (Bulgarie): Le Comité International pour la Formation de l'Icomos, en collaboration avec l'Iccrom, organise un colloque international sur les *Méthodes scientifiques pour sauvegarder la mémoire d'une ville - problèmes de formation*. Lors du colloque aura lieu la session annuelle du Comité International pour la Formation. Information: Dr. Todor Kretev, Icomos Bulgarie, 44 bd Dondoukov, 1000 Sofia (Bulgarie).

***September 14-21, Pavia (Italy):** The Icomos International Committee on Stone organises a meeting on: *Analytical Methodologies for the Investigations of Damaged Stone*. Information: Prof. F. Veniale, Dipartimento di Scienze della Terra, Università di Pavie, 4 via Bassi, 27100 Pavia (Italy).

September 16-21, Edinburgh (United Kingdom): *Acidic Deposition: its Nature and Impact*. Information: The General Secretary of the Royal Society of Edinburgh, 22-24 George Street, Edinburgh EH2 2PQ (United Kingdom).

September 17-Octobre 5, Grenoble (France): International Course organised by Iccrom and CRA Terre on *Preservation of the Earthen Architectural Heritage*. Information: Cra Terre, Mrs. Trappeniers, Ecole d'Architecture de Grenoble, 10 Galerie des Baladins, 38100 Grenoble (France) and/or Iccrom, Mr. Alva, 13 via di San Michele, 00153 Roma (Italy).

September 20-23, Valencia (Spain): 8th Congress on the *Conservation and Restoration of Cultural Property*. Information: Secretariat, Ms. Monica Espi Pastor, Especialidad Conservacion y Restauracion, Facultad de Bellas Artes, Universidad Politecnica de Valencia, Camino de Vera 14, 4602 Valencia (Spain).

September 20-23, The Hague and Utrecht (The Netherlands): Conference and Annual Meeting of Europa Nostra on *The Indivisible Heritage: Educating the Future*. Europa Nostra, 35 Lange Voorhout, 2514 EC The Hague (The Netherlands).

***September 20-25, Valcamonica (Italy):** Symposium organized by the Car: *Rock Art: New Horizons of Research*. Information: CAR, Centro Camuno di Studi Preistorici, 25044 Capo di Ponte, Valcamonica (Italy).

September 24-Octobre 4, York (United Kingdom): Training Course of the Institute of Advanced Architectural Studies of the University of York, in collaboration with Iccrom and the British Council on: *An Introduction to Conservation in England*. Information: The Institute of Advanced Architectural Studies, The University of York, King's Manor, York YO1 2EP (UK).

September 28-Octobre 1st, Sofia (Bulgaria): The Icomos International Committee for Training in collaboration with Iccrom organises an International Symposium on *Scientific Methods for the Safeguarding of the Memory of a City - Training Problems*. During the symposium will be held the regular annual session of the Icomos International Committee of Training. Information: Dr. Todor Kretev, Icomos Bulgaria, 44 bd Dondoukov, 1000 Sofia (Bulgaria).

CALENDRIER / CALENDAR

Septembre, Mérida (Vénézuéla): 2e Congrès mondial d'Archéologie. Information: Jacqueline Clarac de Briceno, Museo Arqueologico, Av. 3, Edificio Rectorado, ULA, Mérida (Vénézuéla).

***Octobre 3-11, Lausanne (Suisse): 9e Assemblée générale de l'Icomos et colloque international: Icomos, un quart de siècle d'existence: bilan et avenir.** Information: M. Claude Jaccottet, Président, Icomos Suisse, 6 rue de l'Horloge, 1095 Lutry (Suisse).

Octobre 4-5, Australie: Art, architecture et tourisme, sera le thème de la 1ère conférence et exposition du Pacifique asiatique. Information: Charles Fleetwood, Consult Fleetwood Management Services, 343 Trouts Road, Mc Dowall QLD 4053 (Australie).

Octobre 4-7, Berkeley (Etats-Unis): Conférence organisée par l'Association Internationale pour l'Etude de l'Environnement Traditionnel: *Monde riche/Tiers monde dualité et coïncidence des habitations et établissements traditionnels.* Information: IASTE Conference, Center for Environmental Design Research, University of California, 390 Wurster Hall, Berkeley CA 9420 (USA).

Octobre 7-12, Conurbation du Randstad (Pays-Bas): 14e Congrès de l'Inta sur La force de la région urbaine. Information: Organization INTA 1990, POB 6699, 3002 AR Rotterdam (Pays-Bas).

Octobre 11-13, Washington (Etats-Unis): le Waterfront Center organise sa 8e conférence annuelle sur le thème: *Planifier la navigation de course.* Information: Susan Kirk, The Waterfront Center, 1436 44th St. N.W., Washington D.C. 20007 (USA).

***Octobre 14-19, Las Cruces (Etats-Unis): La conservation de l'architecture de terre,** 6e conférence internationale organisée par le Getty Conservation Institute, le Museum of New Mexico State Monuments, l'Iccrom et l'Icomos. Information: Mr. Michael Taylor, New Mexico State Monuments, PO Box 2087, Santa Fe, New Mexico, 87504 (USA).

Octobre 15-20, Palencia/Mérida (Espagne): 6e Colloque international organisé par le Comité international sur les Mosaïques anciennes. Information: Mme. Calleja, Departamento de Cultura, Excma. Diputacion Provincial, 0234000 Palencia (Espagne).

Octobre 18-20, Conimbriga (Portugal): Le Comité directeur pour la conservation intégrée du patrimoine historique du Conseil de l'Europe organise un colloque sur *Les sites archéologiques en Europe: conservation, entretien et mise en valeur.* Information: Conseil de l'Europe, CDPH, B.P. 431 R6, 67006 Strasbourg (France).

September, Merida (Venezuela): 2nd World Conference on Archaeology. Information: Jacqueline Clarac de Briceno, Museo Arqueologico, Av. 3, Edificio Rectorado, ULA, Merida (Venezuela)

***October 3-11, Lausanne (Switzerland): 9th Icomos General Assembly and International Symposium: Icomos, a Quarter of a Century: Achievements and Future Prospects.** Information: Mr. Claude Jaccottet, Chairman, Icomos Switzerland, 6 rue de l'Horloge, 1095 Lutry (Switzerland).

October 4-5, Australia: Art, Architecture and Tourism, will be the theme of the First Asia Pacific Conference and Exhibition. Information: Charles Fleetwood, Consult Fleetwood Management Services, 343 Trouts Road, Mc Dowall QLD 4053 (Australia).

October 4-7, Berkeley (USA): Conference organized by the International Association for the Study of Traditional Environments: *First World/Third World: Duality and Coincidence in Traditional Dwellings and Settlements.* Information: IASTE Conference, Center for Environmental Design Research, University of California, 390 Wurster Hall, Berkeley CA 94720 (USA).

October 7-12, The Randstad (Holland): 14th Inta Congress on The Strength of the Urban Region. Information: Organization INTA 1990, POB 6699, 3002 AR Rotterdam (Holland).

October 11-13, Washington (USA): The Waterfront Center organises its 8th Annual Conference on *Charting the course.* Information: Susan Kirk, The Waterfront Center, 1436 44th St. N.W., Washington D.C. 20007 (USA).

***October 14-19, Las Cruces (USA): The Conservation of Earthen Architecture,** 6th International Conference organized by the Getty Conservation Institute, the Museum of New Mexico State Monuments, Iccrom and Icomos. Information: Mr. Michael Taylor, New Mexico State Monuments, P.O. Box 2087, Santa Fe, New Mexico 87504 (USA).

October 15-20, Palencia/Merida (Spain): 6th International Symposium organized by the International Committee on Mosaics on Ancient Mosaics. Information: Ms. Calleja, Departamento de Cultura, Excma. Diputacion Provincial, 0234000 Palencia (Spain).

October 18-20, Conimbriga (Portugal): The Division for Integrated Conservation of the Historic Heritage of the Council of Europe organises a Symposium on *The Archaeological Sites in Europe: Conservation, Maintenance and Enlightenment.* Information: Council of Europe, CDPH, B.P. 431 R6, 67006 Strasbourg (France).

October 18-21, (République Fédérale Allemande): Assemblée Générale de l'IBI; Information: Ibi, Château de Rosendaël, 6891 DA Rozendaal (Pays-Bas).

***Octobre 22-24, Amsterdam (Pays-Bas):** Salon international, organisé par la Rai, l'Iccrom, l'Unesco et l'Icomos sur *Les techniques de restauration et de conservation «Restauration 90»* et Congrès international: *L'environnement: une menace pour le patrimoine culturel?* Information: RAI Gebouw BV, Europaplein, 1078 GS Amsterdam (Pays-Bas).

Octobre 25-26, Barcelone (Espagne): Le Conseil de l'Europe organise un colloque sur *La protection de l'architecture du 20ème siècle.* Information: Conseil de l'Europe, CDPH, B.P. 431 R6, 67006 Strasbourg (France).

Octobre, (Australie): Colloque organisé par le Comité australien de l'Icomos en collaboration avec Hapi (Heritage of Asia and the Pacific Island): *Organisation de la conservation.* Information: Australia Icomos, PO Box 77, Grosvenor street, Sydney NSW 2000 (Australie).

Novembre 5-16, Paphos (Chypre): Cours organisé par le Getty Conservation Institute et le Ministère des Antiquités de Chypre: *La conservation des sites fouillés: approches et techniques nouvelles.* Information: Stanley Price, GCI, 4503 Glencoe Avenue, Marina del Rey, Californie 90292-6537 (USA).

Novembre 6, Paris (France): l'Association Internationale pour la Sauvegarde de Tyr organise, dans le cadre de la campagne internationale de l'Unesco, un colloque sur *Tyr et la formation des civilisations méditerranéennes.* Information: Comité français pour la sauvegarde de Tyr, 67 rue de Courcelles, 75008 Paris (France).

Novembre 7-9, Brighton (Royaume-Uni): 5e Conférence internationale sur La durabilité des matériaux et composants de construction. Information: Mr. H. Davis, Building Research Establishment, Bucknalls Lane, Garston, Watford, WD2 7JR (UK).

Novembre 7-9, Avignon (France): RMG Patrimoine organise le 6e colloque des *Rencontres internationales pour la protection du patrimoine culturel.* Information: RMG Patrimoine, Nicole Leroy, BP 149, 84008 Avignon Cedex (France).

Novembre 13-15, Paris (France): L'Ecole d'Architecture de Versailles, l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage et l'Université de Paris VIII organise un colloque *Jean-Claude Nicolas Forestier, ingénieur, polytechnicien, paysagiste.* Information: Bénédicte Leclerc, Ecole d'Architecture de Versailles, 2 avenue de Paris, 78000 Versailles (France).

October 18-21, (Germany FR), IBI General Assembly. Information: IBI, Château de Rosendaël, 6891 DA Rozendaal (The Netherlands).

October 22-24, Amsterdam (The Netherlands): 'Restauration 90': International Trade Fair for Restoration and Conservation Techniques and International Congress: Environment a Threat to Cultural Heritage?, organized by Rai, Iccrom, Unesco and Icomos. Information: RAI Gebouw BV, Europaplein, 1078 GZ, Amsterdam (The Netherlands).

October 25-26, Barcelona (Spain): The Council of Europe organises a Symposium on *Protection of 20th-Century Architecture.* Information: Council of Europe, CDPH, B.P. 431 R6, 67006 Strasbourg (France).

***October, (Australia):** Symposium on *Conservation Planning* organized by the Australian Committee of Icomos and HAPI (Heritage of Asia and The Pacific Islands). Information: Australia Icomos, PO Box 77, Grosvenor street, Sydney NSW 2000 (Australia).

November 5-16, Paphos (Cyprus): Course organized by the Getty Conservation Institute and the Department of Antiquities of Cyprus: *Conservation of Excavated Sites: New Approaches and Techniques.* Information: Stanley Price, The GCI, 4503 Glencoe Avenue, Marina del Rey, California 90292-6537 (USA).

November 6, Paris (France): The International Association for the Safeguarding of Tyr organises, in the framework of the Unesco international campaign, a symposium on *Tyr and the Foundation of the Mediterranean Civilisations.* Information: Comité français pour la sauvegarde de Tyr, 67 rue de Courcelles, 75008 Paris (France).

November 7-9, Brighton (United Kingdom): 5th International Conference on Durability of Building Materials and Components. Information: Mr. H. Davis, Building Research Establishment, Bucknalls Lane, Garston, Watford WD2 7JR (United Kingdom).

November 7-9, Avignon (France): RMG Heritage organises the 6th Symposium of the *International Meeting on the Conservation of Cultural Heritage.* Information: RMG Patrimoine, Nicole Leroy, BP 149, 84008 Avignon Cedex (France).

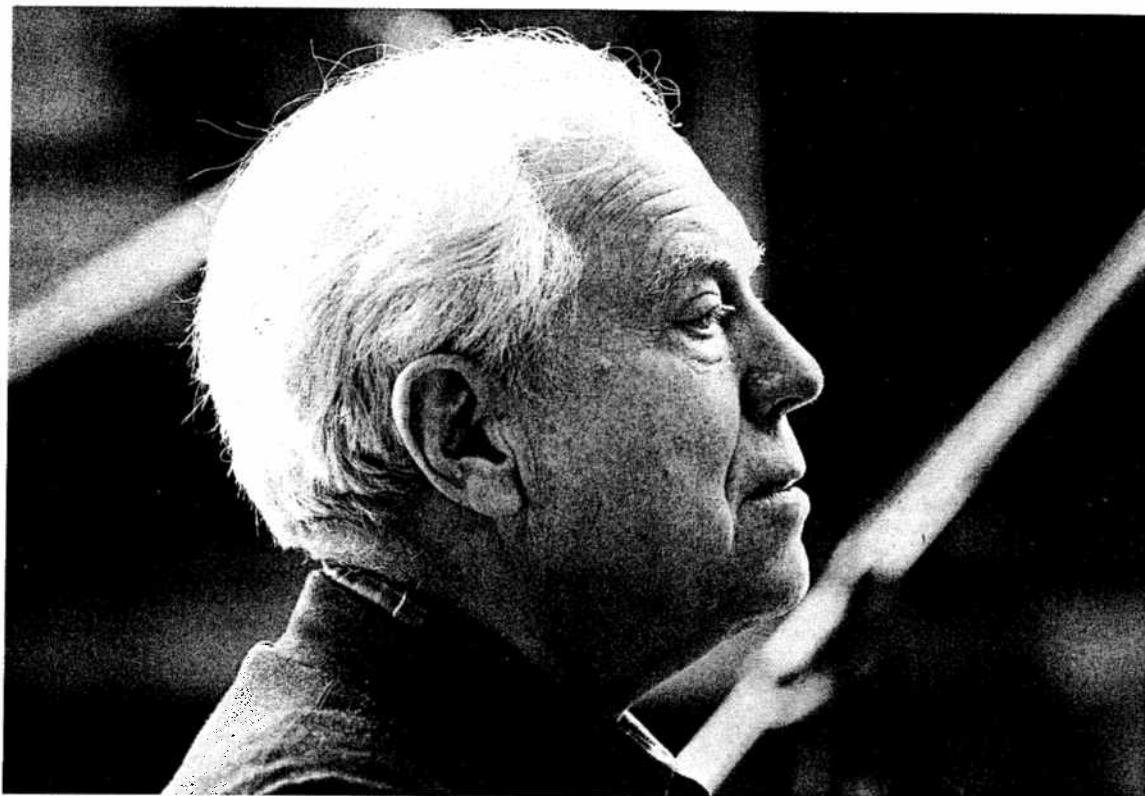
November 13-15, Paris (France): The School of Architecture of Versailles, The Higher National School of Landscape and the University of Paris VIII organise a symposium on *Jean-Claude Nicolas Forestier, Engineer, Graduate of the Polytechnic School and Landscape Painter.* Information: Bénédicte Leclerc, Ecole d'Architecture de Versailles, 2 avenue de Paris, 78000 Versailles (France).



EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

DAVID SCHIFF

ELLIOTT CARTER

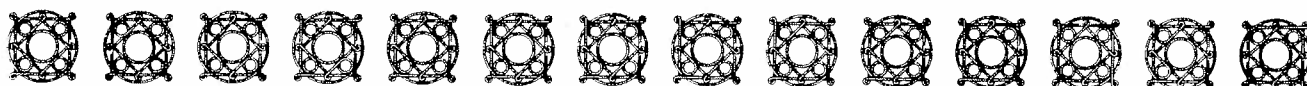


Il linguaggio di Elliott Carter è certamente uno dei più originali del nostro tempo e il suo cammino di compositore uno dei più notevoli; mi fa pensare alla massima: «seguire la propria inclinazione a condizione che salga».

La strada di Carter è salita senza sosta fino ad una altezza impressionante. Certamente, l'ascoltatore può trovare quest'opera di approccio a volte difficile. Ed è vero: questa musica non si lascia ascoltare senza sforzo; ma non la si dimentica neppure. Tutti gli aspetti della creazione musicale in essa vengono sottoposti ad una prova radicale, ad una riflessione intensa e

profonda. Si possono descrivere numerosi aspetti in questo modo reinventati quali la scrittura ritmica, la concezione armonica, l'invenzione formale. L'opera di Carter è una delle più intellettuali che esistano ma porta in se stessa una espressività estremamente varia: è specialmente preziosa, abbondante e diversa la musica da camera. È ricca di insegnamenti e di scoperte: al suo contatto rinnovato, non si finisce mai di arricchirsi.

1990; pp. 766; 122 esempi musicali; f.to 14,5 x 22,5; L. 90.000





EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

LORENZO DA PONTE

ESTRATTO DALLA VITA

CON LA STORIA DI DIVERSI DRAMMI DA LUI SCRITTI
E FRA GLI ALTRI
IL FIGARO, IL DON GIOVANNI E LA SCOLA DEGLI AMANTI
MUSICA DI MOZART

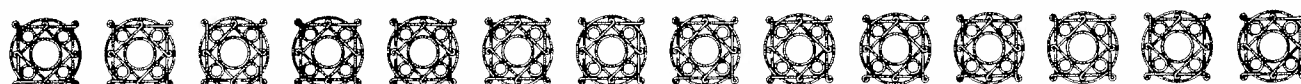


a cura di
Marina Maymone Siniscalchi e Franco Carlo Ricci

La traduzione italiana di *An Extract from the Life of Lorenzo Da Ponte*, dato alle stampe dallo stesso autore a New York nel 1819 e mai ripubblicato, nasce dall'esigenza di riproporre un'opera finora sconosciuta ma di particolare rilievo nel corpus della produzione letteraria e drammaturgica dapontiana. Nella pagine dell'*Estratto*, polemica risposta ad un articolo apparso nell'*Edinburgh Magazine*, l'autore offre ai lettori, oltre ad una sintesi delle sue vicende

biografiche nelle quali privilegia i rapporti di collaborazione con Mozart, un minitratto sulle tecniche compositive dell'opera in musica ed una testimonianza del suo estro poetico. Le edizioni originali degli scritti raccolti nel volume sono state reperite in biblioteche europee e statunitensi.

1989; pp. 208; f.to 14,5 x 22,5; L. 20.000





EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

DA TORINO A FRANCOFORTE



Lo stand delle Edizioni Scientifiche Italiane al Salone del Libro di Torino, 1990

Sebastiana Papa, *I segni del silenzio*; Franco Carlo Ricci, *Vittorio Rieti*; Girolamo De Simone, *Le parole sospese o del silenzio in arte*; Umberto Vassallo, *Conversando coi grandi della musica*; Lorenzo Da Ponte, *Estratto dalla vita*; David Schiff, *Elliott Carter* sono gli autori e i testi della collana «La Musica e la Danza», diretta da F.C. Ricci, che le Edizioni Scientifiche Italiane hanno proposto al Salone del Libro di Torino, che ha privilegiato, per il 1990, il settore musicale. La storia delle Edizioni Scientifiche Italiane è strettamente collegata allo sviluppo di Napoli e del Mezzogiorno. La casa editrice nasce nel secondo dopoguerra e subito si impone come un significativo polo di aggregazione culturale intorno alla storica rivista «Nord e Sud», diretta dall'autorevole meridionalista Francesco Compagna. Questa dimensione di costante confronto-incontro tra Sud e Nord, oltre che da una serie di pubblicazioni specialistiche, viene avvalorata da una fortunata opera a carattere enciclopedico: *Storia dell'Italia contemporanea*, diretta da Renzo De Felice. La svolta rispetto alla prima storia della E.S.I. si realizza all'altezza degli anni Settanta, attraverso una forte attenzione riservata al campo giuridico e una più organica sistemazione del materiale editoriale in collane e riviste, che allargano e approfondiscono sempre più l'orizzonte operativo dell'industria editoriale. Negli ultimi anni, collane di cinema, danza, musica, teatro si affiancano a quelle tradizionali di diritto e scienze umane, mentre nuova, particolare attenzione viene dedicata a settori emergenti, quali la pedagogia, la psicologia, la psichiatria e le comunicazioni di massa. Intanto nuove riviste, quali, per citarne solo qualcuna, «Icosmos-Information», «Filosofia e teologia», «Comunicazioni scientifiche di psicologia generale», si affiancano a solide testate, quali «Clio», «Rivista storica italiana» e «Nord e Sud», quest'ultima nella nuova serie. La prospettiva che emerge da questo sintetico quadro informativo è quella di una casa editrice aperta a recepire le più moderne istanze del progresso intellettuale, senza però mai rinunciare alle radici di un'esperienza, capace di rilanciare il Sud in una dimensione europea, che da sempre peraltro culturalmente e storicamente gli appartiene. Napoli si ripropone come capitale di un Mezzogiorno che, superando clichés di stantie questioni, intende rifondare i termini di una presenza consapevole e civile, che solo il recupero delle sue più alte tradizioni gli consente.

Sfogliando il recente catalogo (1945-1990) della E.S.I., che festeggia i quarantacinque anni della sua costante attività, si resta particolarmente colpiti dalla quantità e qualità di titoli riguardanti la cultura europea.

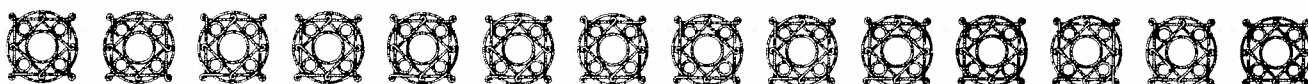
Nel settore specifico della letteratura, critica letteraria e linguistica, la Francia, l'Inghilterra, la Spagna, la Russia occupano, con i loro autori e le loro opere, un posto di assoluto rilievo, mentre uno spazio del tutto particolare appare riservato alla cultura tedesca, come basterebbero a documentare i ripetuti interventi di Ernesto Guidorizzi su Goethe e Wagner. Il romanzo di Goethe *Gli anni del pellegrinaggio di Wilhelm Meister ovvero coloro che rinunziano*, tradotto per la prima volta in italiano e curato dallo studioso citato, ha meritato il Premio Goethe per il 1988.

Ma anche le varie pubblicazioni universitarie accolgono saggi e volumi di ampio respiro continentale. In particolare, i prodotti dell'Università di Perugia rivelano una densa apertura linguistica verso la Francia, la Spagna, il Portogallo, sino alla Germania dell'Effetto Wagner di Lia Secchi. Gli studi di letteratura e linguistica dell'Università di Salerno, a livello di quaderni e volumi collettanei e di studi specifici, rinsaldano lo spessore di un intenso impegno europeo.

Wilhelm Humboldt, Friedrich Nietzsche, per non dire di Kant, Hegel, Marx e Weber, animano e arricchiscono la visione di una filosofia europea carica di problematici e progressivi umori. Queste rapide segnalazioni trovano, come sempre, nel catalogo della E.S.I., un decisivo momento di coagulo comparato nelle numerose pubblicazioni di diritto, le quali mostrano un fervido interesse per le legislazioni europee.

Le collane di geografia, economia, politica, pedagogia, psicologia, sociologia sono tutte sostenute da un solido impegno europeo. Un titolo per tutte: Heimke Schierloch, *La lingua tedesca dei bambini italiani in Germania. Presupposti teorici e risultati di una ricerca pilota sulla popolazione italiana nel Saarland*.

L'architettura, l'urbanistica, l'arte, la musica, lo spettacolo sono tutte direzioni di ricerca che non possono essere perseguite se non in chiave europea ed extraeuropea. Ruskin e Morris; Mozart e Da Ponte; lo stesso Pulcinella, grande maschera napoletana ed europea, si prestano ad un'indagine a tappeto sull'idea culturale di Europa, a poco tempo dalla sua effettiva unità politica.





EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE

Johann Wolfgang Goethe

PHILIPP HACKERT LA VITA



Gli appunti autobiografici di Philipp Hackert, raccolti da J.W. Goethe. Per la prima volta pubblicati in Germania nel 1811 sono ora leggibili in lingua italiana grazie alla traduzione pubblicata per i tipi delle Edizioni Scientifiche Italiane. Il volume è introdotto da una splendida prefazione di E. Guidorizzi, direttore della collana «Il Castello di Malcesine», inaugurata con questa pubblicazione. Il libro è completato da 71 immagini in bianco e nero che illustrano i capolavori del grande artista tedesco.

1989, pp. 324; 71 ill. b/n; f.to 13x21; L. 36.000.

The autobiographical notes by Philipp Hackert, collected by J.W. Goethe. They were first published in 1811 in Germany and they are now readable into Italian, thanks to the translation published by the Edizioni Scientifiche Italiane.

The volume is introduced by a wonderful preface by E. Guidorizzi, editor of the series «Castello di Malcesine», of which this is the first publication. The book is completed by 71 black and white images illustrating the masterpieces of the great German artist.

1989; 324 pages; 71 black and white pictures; format 13x21; \$ 28.





**MEMBRES DU COMITÉ
CONSULTATIF DE L'ICOMOS
MEMBERS OF THE ADVISORY
COMMITTEE OF ICOMOS
PRÉSIDENT/CHAIRMAN: MR.
JACQUES DALIBARD
(CANADA)
VICE-PRÉSIDENT/VICE-CHAIR-
MAN: MR. ANDRAS ROMAN
(HONGRIE/HUNGARY)**

Algerie/Algeria
Mr. Abderrahmane Khelifa
c/o Agence nationale d'archéologie, de
la protection des sites et monuments
2 Avenue Mohamed Taleb
ALGER

Angola
M. Elsterio Freire
Conseil National de la Culture
Cx Postal 1223 LUANDA

Argentine/Argentina
Arq. Maria de las Nieves Arias Incolla
Casilla de Correo 2163
BUENOS AIRES C.P. 1000

Australie/Australia
Ms. Jane Lennon
Australia Icomos P.O. Box 77
Grosvenor Street
SYDNEY, N.S.W. 2000

Autriche/Austria
Mr. Ernst Bachler
Bundesdenkmalamt
Schweizerhof Säulenstiege
1010 WIEN I, HOFBURG

Belgique/Belgium
Mr. Andries Van den Abele
Groot Begijnhof 95 3000 LEUVEN

Bolivia/Bolivia
Arq. Teresa Gilbert
Museo de Arte Nacional
Casilla 609 LA PAZ

Bresil/Brazil
Mme Fernanda Collagrossi
Icomos Bresil
Rua 13 de Maio
25600 Petropolis RIO DE JANEIRO

Bulgarie/Bulgaria
Dr. Arch. Todoe Krestev
Icomos Bulgarie
44, bulv. Dondoukov SOFIA 1000

Burkina Faso
Mr. Boureima Diamitani
08 BP 11289
OUAGADOUGOU

Canada
Mr. Jacques Dalibard
P.O. Box 737
Station B OTTAWA, ONT K1P 5R4
Chili/Chile
Arq. R. Marquez de la Plata
Agustinas 1070 Oficina 420 SANTIAGO

Cyprus/Cyprus
Dr. Vassos Karageorghis
Director of Antiquities
P.O. Box 2024 NICOSIA

Colombie/Colombia
Arq. A. Corradine Angulo
Apartado Aereo 39610 BOGOTA, D.E. 1

Costa Rica
Arq. Edgar Vargas V.
Apartado Postal 3866 SAN JOSE 1000

Côte d'Ivoire/Ivory Coast
Mr. Kindo Boudi
Direction de la conservation
du patrimoine culturel
B.P. V. 39 ABIDJAN

Cuba
Sra. Marta Arjona
Direccion del Patri. Cultural Calle A, 608 entre 25 y
27 Vedado, LA HABANA

Danemark/Denmark
Prof. Hans Munk Hansen
The Royal Academy of Fine Arts
Kongens Nytorv, 1
1050 COPENHAGEN

Egypte/Egypt
Dr. Ahmed Kadey
Egyptian Antiquities Org.
Ministry of Culture
41, Fakhri Abdel Nour Street Abbasiya, EL CAIRO

Espagne/Spain
Arq. Alvarez Gomez-Ferrer Bayo
Icomos España Consejo Sup. Col. Arquitectos
Paseo de la Castellana 12 MADRID 1

Etats-Unis d'Amérique/USA
Mr. Elliot Carrol
USIcomos, Decatur House 1600 H Street,
N.W. WASHINGTON, D.C. 20006

Ethiopie/Ethiopia
Mr. Tedesse Terfa
Ministry of Culture
Box 1907 ADDIS ABEBA

Finlande/Finland
Mrs. Leena Artkio
Helsinki City Museum
Dagmarink 6
00100 Helsinki

France
M. Michel Jantzen
Section Française Icomos
62 rue Saint-Antoine 75004 PARIS

Gabon
M. Pierre Ayamine-Anguillet
Ministère de la Culture
B.P. 1007 LIBREVILLE

Ghana
Arch. D.S. Kpodotay
P.O. Box 52 LEGON

Grèce/Greece
M. Nicolas Agriantonis
P.O. Box 17188 10024 ATHÈNES

Haiti
M. Daniel Elie
Icomos Haiti
B.P. 2484 PORT AU PRINCE

Honduras
Dra. Gloria de Hasemann
Apartado Postal 1518 TEGUCIGALPA, D.C.

Hongrie/Hungary
Dr. Andras Roman
Intendance des Monuments Hist.
Tancsics Mihaly Utc 1 H-1250 BUDAPEST

Inde/India
Prof. Bruno Dias Souza
4, Block-B, Indraprastha Estate,
NEW DELHI - 110002

Israël
Mr. Michael Turner
c/o Bezalel, Academy of Arts and Design
P.O. Box 7314, JERUSALEM 91071

Italie/Italy
Prof. Mario Roggero
Vico Donnarogins 26 80138 NAPOLI

Jamaïque/Jamaica
Mrs. Ann Hodges
16 1/2 Old Hope Road
KINGSTON 6

Japon/Japan
Mr. Kyotari Tsuboi
c/o Bunkazai Kougaku Kenkyu-sho
3-9-5-113 Okubo, Shinjuku-ku
TOKYO 169

Jordanie/Jordan
Dr. Adnan Hadidi
Department of Antiquities P.O. Box 88 AMMAN

Liban/Lebanon
Prof. Joseph Phares
70, rue Saint Didier 75116 PARIS
ou B.P. 50222
Beyrouth

Luxembourg/Luxembourg
Mme Blanche Weicherding
21, route de Diekirch WALTERFANGE

Mexique/Mexico
M. Alberto Gonzalez Pozo
Academia Mexicana de la Historia
Plaza de Carlos Pacheco, 21, MEXICO 1 D.F.

Norvège/Norway
Mr. Stephan Tschudi-Madsen
Central Office of Hist. Mon.
Akershus Festning Bygn. 18 Oslo Mil, OSLO 1

Nouvelle Zélande/New Zealand
Mr. David Reynolds
P.O.B. 37428 Parnell AUCKLAND 1

Pays-Bas/The Netherlands
Mr. Jan Jessurun
Huis de Pinto Sint Antoniesbreestraat 69
1011 HB AMSTERDAM

Pérou/Peru
Arq. Jose Correa
Av. Salaverry 2457
LIMA 27

Pologne/Poland
Dr. Olgierd Czerner
Icomos Poland
Zamek Krolewski
60277 WARSZAWA

Portugal
M. Sergio Infante
Icomos Portugal
Rua Alexandre Herculano 57, 3º
1200 LISBOA

Rep. Démocratique Allemande/Germany
Democratic Republic
Dr. Ludwig Deiters
Institut für Denkmalpflege Brüderstrasse 10
102 BERLIN

Rep. Fédérale Allemande/Federal Rep. of Germany
M. Michael Petzet
Bayerische Landesamt für Denkmalpflege
Hofgraben n. 4, 8000 MUNCHEN 22

Rép. Pop. et Dém. de Corée/People's Democratic Rep. of Korea
M. Djang Tchoul
Ministère de la Culture et des Arts PYONG YANG

Republique Dominicaine/Dominican Republic
Arq. Esteban Prieto Vicioso
Museo de las Casas Reales
Calle las Damas SANTO DOMINGO

Royaume-Uni/United Kingdom
M. Sherban Cantacuzino
10 Barley Mow Passage Chiswick
LONDON W4 4PH

Sei Lanka
Mr. Roland Silva
Central Cultural Fund
212, Buddhaloka Mawatha COLOMBO 7

Suède/Sweden
Mrs. Margareta Björnstad
Riksanstaltsverksamheten
c/o Mrs. Moberg
P.O. Box 5405
S-11484 STOCKHOLM

Suisse/Switzerland
M. Claude Jaccotet
6, rue de l'Horloge
1095 LUTRY

Tanzanie/Tanzania
Mr. A.A. Mturi
Min. Info. Cult., Ant. Div.
P.O. Box 2280 DAR ES SALAAM

Tchécoslovaquie/Czechoslovakia
Valdstejnske Nam 14
PRAHA 1 801

Tunisie/Tunisia
M. Abdelaziz Daoulati
33 Rue Tourbet El Bey TUNIS

Turquie/Turkey
Mr. Orhan Semerci
ICOMOS Turkiye Milli Komitesi,
Eski Eseler ve Müzeler Genel Müdürlüğü ANKARA
U.R.S.S./U.S.S.R.
Prof. Serguei Petrov
2 Zatchatievsky 2 Corp. 3 G-34 MOSCOU

Yugoslavie/Yugoslavia
Dr. Ivo Curk
Zavod SR Slovenije za varstvo naravne in
kulturne dediscine
Plecnikov trg 2 61001 LJUBLJANA

Zaïre
M. Zola Kuandi
Institut de Muséé nat. du Zaïre
B.P. 4249 KINSHASA II

**MEMBRES DU BUREAU
DE L'ICOMOS
MEMBERS OF THE BUREAU
OF ICOMOS**

President
Prof. Roberto Di Stefano,
ICOMOS 75 Rue du Temple 75003,
Paris-FRANCE

Secrétaire Général/Secretary General
Dr. Helmut Stelzer,
Institut für Denkmalpflege
Richard Wagner-Str. 9-10, Halle R.D.A./G.D.R.
Délégué Général aux Finances/Treasurer General
Arq. Jorge O. Gazaneo,
Casilla de Correo 2867,
Buenos Aires 1000 ARGENTINE/ARGENTINA

Vice-President
M. Jonas Glemza,
Zemaitijos 13/10
Vilnius 232024 U.R.S.S./U.S.S.R.

Vice-President
Mr. Jaime Ortiz Lajoux,
Av. Mexico No. 61 A
Colonias Hipodromo Condesa
Mexico, D.F. 11 MEXIQUE/MEXICO

Vice-President
Mr. Roland Silva,
Central Cultural Fund
212 Buddhaloka Mawatha
Colombo 7 SRI LANKA

Vice-President
Mrs. Ann Webster Smith,
3233 Klinge Road, N.W.
Washington, D.C. 20008 USA

Vice-President
Mr. Stephan Tschudi Madsen,
Central Office of Historic Monuments
Akershus Festning Bygn. 18 Oslo Mil, Oslo 1
NORVEGE/NORWAY

**MEMBRES DU COMITE EXECUTIF
MEMBERS OF THE EXECUTIVE
COMMITTEE**

M. Ernst Bachler,
Bundesdenkmalamt
Schweizerhof Säulenstiege
1010 Wien, Hofburg AUTRICHE/AUSTRIA

M. Jean Barthélémy,
rue J. Lescares, 13
7000 Mons BELGIQUE/BELGIUM

M. Yves Boiret,
176, bd St. Germain
75005 Paris FRANCE

M. Kindo Boudi,
Direction de la conservation, protection
et valorisation du Patrimoine Culturel
B.P. V. 39 Abidjan
COTE D'IVOIRE/IVORY COAST

Mr. Henry F. Cleere,
Council for British Archaeology
112, Kennington Road
London SE11 ROYAUME-UNI/
UNITED KINGDOM

Mr. Olgierd Czerner,
c/o Icomos Pologne
Zamek Krolewski
60277 Warszawa POLOGNE/POLAND

Mr. Augusto De Silva Telles
Av. Rio Branco, 46, 31 andar
20090 Rio de Janeiro BRÉSIL/BRAZIL

M. Abdelaziz Daoulati,
33 Rue Tourbet El Bey
Tunis TUNISIE/TUNISIA

Mr.M.C. Subhadra Ditsal,
Director, SPAFA Regional Centre
5th Floor Darakarn Building
920 Sukhumvit Road
Bangkok 10110 THAILANDE/THAILAND

Mrs. Birgitta Hoberg,
Central Board of Nat. Antiquities
P.O. Box 5405
11 184 Stockholm SUEDE/SWEDEN

Dr. Nobuo Ito,
19-18, Midorigosoka, Kashiwa-shi
Chiba-ken, 277 JAPON/JAPAN

M. Claude Jaccotet,
6, rue de l'horloge
1095 LUTRY SUISSE/SWITZERLAND

Mr. Amiri Mturi,
Ministry of Information and Culture
Antiquities Division
P.O. Box 2280
Dar es Salaam TANZANIE/TANZANIA

Prof. Joseph Phares,
70, rue Saint Didier
75116 Paris FRANCE

M. Herb Stovel,
26, Stevens Avenue
Ottawa, Ont. K1K 1 K5 CANADA

Mme Blanche Weicherding,
Commission des Sites et Mon. Nat
21, route de Diekirch
Walterfange LUXEMBOURG/LUXEMBURG

Mr. Solomon Woredal,
Ministry of Culture, CRCCB, Box 1907
Addis Abeba ETHIOPIE/ETHIOPIA

**PRESIDENTS D'HONNEUR /
HONORARY PRESIDENTS:**

Prof. Raymond Lemaire,
Groot Begijnhof, 95
3000 Leuven BELGIQUE
M. Michel Parent
112 bd Raspail
75006 Paris FRANCE

**COMITES INTERNATIONAUX
SPECIALISES / SPECIALIZED
INTERNATIONAL COMMITTEES**

Art Rupestre/Rock Art
Prof. Emmanuel Anati,
Centro Camuno di Studi Preistorici
25044 Capo di Ponte Brescia ITALIE/ITALY

**Architecture Vernaculaire/Vernacular
Architecture**
Prof. Dr. Haluk Sezgin,
Mimar Sinan Üniversitesi Findikli
Istanbul TURQUE/TURKEY
BP 715 BG. 4000 Plovdiv
BULGARIE/BULGARIA

Bois/Wood
Mr. Martin E. Weaver,
22 Kepler Crescent
Nepean Ont K2H 5Y2 CANADA

Structures en Terre/Earth Structures
M. John Warren
App. 100 Station Road
Horsham Sussex ROYAUME UNI/UNITED KINGDOM

Economies of Conservation/Economie of the Conservation
Prof. Nathaniel Lichfield,
Star House
104/108 Grafton Road
London NW5 4BD
ROYAUME UNI/UNITED KINGDOM

Formation/Training
Prof. Andrey Tomaszewski,
13 via San Michele, 00153 Roma ITALIE/ITALY

**Gestion du Patrimoine Archeologique/
Archaeological Heritage Management**
Mrs. Margareta Björnstad,
Central Board of National Antiquities
Box 5405 S-11484 Stockholm SUEDE/SWEDEN

Inventaire/Inventories
Faire parvenir toute correspondance au Sec.
International/Send all mail to the International Sec.
Jardins et Sites Historiques/Historic Gardens and
Sites

Mme Carmen Anon Feliu,
Ecole Supérieure d'Architecture
Auda de Baviera 9 - E-28028 Madrid 33
ESPAGNE/SPAIN

Photogrammetrie/Photogrammetry
Prof. Ing. Mario Fondelli
Università degli Studi di Firenze
Facoltà di Ingegneria
Via S. Marta 3
50139 Firenze ITALIE/ITALY

Pierre/Stone
Mr. Marc Camillan,
9, allée du Bois Comtesse
91440 Bures sur Yvette FRANCE

Tourisme Culturel/Cultural Tourism
M. Robertson Collins,
c/o US ICOMOS, Decatur House
1600 H Street N.W.
Washington D.C. 20006 USA

Villes Historiques/Historic Towns
Intendance des Monuments Historiques
Tancsics Mihaly Utc 1
1250 Budapest 1
HONGRIE/HUNGARY

Vitral/Stained Glass
Dr. Ernst Bachler,
Bundesdenkmalamt Schweizerhof Säulenstiege
1010 Wien I, Hofburg AUTRICHE/AUSTRIA

ICOMOS is an international non-governmental organization bringing together people and institutions actively concerned with the conservation of buildings, groups of buildings and larger units of architectural, archaeological and historical interest. Both nationally and internationally it is directed by its members and its effectiveness and the scope of its influence are dependent on their number, their competence and their dynamism. It is their General Assembly which elects the Executive Committee, the members of which are responsible for the administration of the Council and for the general policy guiding the work of the Secretariat since it is they who are called on to implement the programmes adopted triennially by the General Assembly (Cracow 1965, Oxford 1969, Budapest 1972, Rothenburg 1975, Moscow 1978, Rome 1981, Rostock-Dresden 1984, Washington 1987).

The aims of Icomos, as set out in its Statutes, are the furthering of the conservation, protection, rehabilitation and enhancement of monuments, groups of buildings and sites. To this end it strives to bring together all individuals or bodies (official or private) taking an active part in conservation. The scope of its membership has broadened as the concept of the architectural heritage itself has developed. At the same time, Icomos is in regular and close contact with numerous international organizations, governmental, professional and private.

When, in 1964, the 2nd International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments decided to set up a permanent association, it was encouraged to do so by Unesco and, as early as 1970, Icomos was included by Unesco among its international non-governmental organizations enjoying consultative and associate status. Besides providing Icomos with regular assistance in the form of a subsidy supplementing its members' subscriptions and the subsidies paid by several governments, Unesco finances specialized assignments under contract. Icomos thus had an important part in the preparation of the World Heritage Convention (1972), in the organization of exchange and training programmes in the field of preservation of historic quarters (1980, 1982, 1984) and in the preparation of various recommendations.

The Assembly at which the Council was founded decided that its headquarters should be in Paris. Since 1971 it has been accommodated in the service wing of the Hôtel Saint-Aignan, a historic building made available to it by the Paris City Council. The Secretariat consists of a salaried staff of four persons, whose work comes under the direct supervision of the Secretary General and the Treasurer General. It carries out the decisions of the General Assembly and the Executive Committee and is in charge of the day-to-day activities of the Council along the general lines laid down by the President. The Unesco/Icomos Documentation Centre, which is responsible for building up and keeping up to date a body of reference material on the conservation, protection, use and rehabilitation of the architectural heritage is financed under a special Unesco contract. It has a staff of two and its material may be consulted either personally or by letter.

Icomos National Committees may be set up in all Unesco Member States and admit all categories of Icomos members (individual, institutional, supporting or honorary). Each Committee has its own international regulations, programme and activities, in accordance with the Council's Statutes and aims. The Committees take an active part in Icomos international activities. At the time of the 1965 Icomos General Assembly there were only a few National Committees, most of them in Europe. Since then, a great effort has been made to increase the number of National Committees, 8 in Africa, 20 in America, 9 in Asia, 1 in Australia and 27 in Europe. Furthermore, Icomos has well as associate members in ten other countries which have not yet their own National Committee.

Icomos has established a network of Specialized International Committees which are bodies of experts concerned with the study of particular problems and which are also a convenient vehicle for regular cooperation with other international bodies. Those established thus far are concerned with rock art, vernacular architecture, wood, mud brick, training, archaeology, historic gardens, stone, photogrammetry, seismology, cultural tourism, historic towns, and stained glass. The Icomos advisory body is the Advisory Committee, the members of which each represent either a National or a Specialized International Committee.

L'ICOMOS est une organisation non-gouvernementale qui regroupe des personnes et des institutions travaillant à la conservation des monuments, ensembles et sites historiques. Ses membres en sont le moteur, au plan national et international. De leur nombre, de leur dynamisme, de leur compétence dépendent l'efficacité et le rayonnement du Conseil. Réunis en Assemblée Générale, ils élisent ceux d'entre eux qui, siégeant au Comité Exécutif, assurent l'administration du Conseil et orientent le travail du Secrétariat. Les membres du Comité Exécutif sont, en effet, responsables de la mise en oeuvre des programmes adoptés tous les trois ans par l'Assemblée Générale (Cracovie 1965, Oxford 1969, Budapest 1972, Rothenburg 1975, Moscou 1978, Rome 1981, Rostock-Dresde 1984, Washington 1987).

Les buts de l'Icomos, définis dans ses Statuts, sont de «promouvoir la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments, ensembles et sites». Pour atteindre ces buts, l'Icomos s'est efforcé de regrouper toutes les personnes et tous les organismes (officiels et privés) qui concourent à la conservation. Son domaine de recrutement s'est d'ailleurs élargi en même temps que se développait le concept même de «patrimoine architectural».

L'Icomos entretient, d'autre part, des relations étroites avec de très nombreuses organisations internationales, gouvernementales ou professionnelles.

En 1964, lorsque le II^e Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments Historiques avait décidé la création d'une association permanente, l'Unesco avait encouragé cette initiative.

Dès 1970, l'Unesco admettait l'Icomos au nombre de ses organisations internationales non-gouvernementales, avec le statut de consultation et d'association. L'Unesco octroie au Conseil une aide régulière (une subvention annuelle, qui s'ajoute aux cotisations des membres et aux subventions de plusieurs gouvernements) et lui confie des tâches spécialisées. L'Icomos a ainsi joué un rôle important dans la préparation de la Convention du Patrimoine Mondial (1972), dans l'organisation de programmes d'échanges et d'information dans le domaine de la préservation des quartiers historiques (1980, 1982, 1984), et dans la préparation de recommandations diverses.

Le siège de l'Icomos a été fixé à Paris par l'Assemblée Constitutive. Il occupe, depuis 1971, une aile de l'Hôtel Saint-Aignan, monument historique mis à sa disposition par la Ville de Paris. Le Secrétariat comprend quatre personnes salariées travaillant sous le contrôle direct du Secrétaire Général et du Délégué Général aux Finances. Il met en oeuvre les décisions de l'Assemblée et du Comité Exécutif et assure la gestion quotidienne du Conseil selon les orientations définies par le Président. Le Centre de Documentation Unesco/Icomos, dont le rôle est de rassembler et de tenir à jour une documentation sur la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments et des sites, bénéficie d'un contrat particulier de l'Unesco. Il emploie deux personnes et peut être consulté sur place ou par correspondance.

Des Comités Nationaux de l'Icomos sont constitués dans les Etats membres de l'Unesco. Ils regroupent tous les membres (individuels, institutionnels, bienfaiteurs, d'honneur) qui compte l'Icomos en leur pays. Ils ont leur règlement intérieur, leur programme et leurs activités propres, en accord avec les Statuts et les objectifs de l'Icomos. Ils participent largement à ses activités internationales.

Lors de l'Assemblée Constitutive à Varsovie, en 1965, l'Icomos ne comptait que quelques Comités Nationaux — en majeure partie européens — un grand effort a été accompli depuis pour augmenter leur nombre et implanter l'Icomos dans toutes les régions du monde. En 1985, l'Icomos compte 65 Comités Nationaux ainsi répartis: 8 en Afrique, 20 en Amérique, 9 en Asie, 1 en Australie, 27 en Europe et des membres associés dans une dizaine d'autres pays qui n'ont pas encore constitué un Comité National. L'Icomos a mis en place un réseau de Comités Internationaux spécialisés, organes techniques consacrés à l'étude de problèmes particuliers. Ces Comités offrent aussi l'occasion d'instaurer une collaboration permanente avec d'autres organismes internationaux. Les Comités actuellement constitués sont les suivants: art rupestre, architecture vernaculaire, bois, brique crue, formation, archéologie, jardins et sites historiques, pierre, photogrammétrie, séismologie, tourisme culturel, villes historiques, et vitrail. Les Présidents des Comités Nationaux et des Comités Internationaux spécialisés, réunis au sein du Comité Consultatif, constituent l'organe consultatif de l'Icomos.

